

Le gouvernement tunisien destitue M. Bourguiba

Le moindre mal

Le premier ministre, M. Ben Ali, nouveau président de la République

L'annonce de la destitution d'un chef d'Etat par son second lors d'une émission de radio matinale n'est pas en soi un événement dont les démocrates puissent se réjouir. Dans le contexte très particulier de la Tunisie, il est néanmoins clair que ce qui vient de se passer ressemble à un moindre mal.

Depuis longtemps, l'analyse de la situation à Tunis se heurte à une vérité presque indélébile : le Combatant suprême, l'homme qui avait obtenu l'indépendance sans drames majeurs avec la France, celui qui avait ensuite fait de son pays un exemple de modernité et de tolérance en Islam, n'était plus dans un état mental lui permettant d'exercer le pouvoir absolu, auquel il se cramponnait, avec les encouragements intéressés des derniers courtisans. Cette vérité était en filigrane dans les analyses de tous les diplomates, dans les considérations de tous les chefs de parti, mais personne ne pouvait avoir l'air de la connaître dans son comportement public.

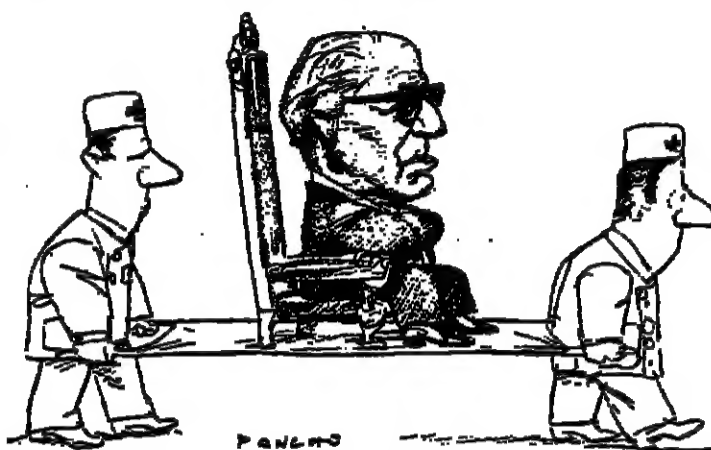
La nouvelle de la mise à l'écart du président Bourguiba a été annoncée par M. Ben Ali, nouveau chef de l'Etat, lors du premier bulletin d'information de Radio-Tunis à 6 h 30. Il a expliqué que, « face à la santé et à l'aggravation de l'état de santé » du président et sur la foi d'un rapport médical, « le devoir national » lui imposait de « déclarer dans l'incapacité absolue d'assumer les charges de la présidence de la République ». « De ce fait », a-t-il ajouté, « en application de l'article 57 de la Constitution, nous prenons en charge, avec l'aide du Tounsi-Puissant, la prés-

ence de la République et le commandement suprême de nos forces armées ».

Le rapport médical, signé par sept médecins royaux par le procureur général de la République, et qui suivait depuis plusieurs années le président (parmi lesquels Amor Chedli, médecin particulier et ministre-directeur du cabinet de l'ancien chef d'Etat), souligne que « l'évolution actuelle de l'état de santé physique et mental » de M. Bourguiba « ne lui permet absolument plus d'exercer les fonctions inhérentes à sa charge ».

La mise à l'écart de M. Bourguiba, qui dirigeait son pays depuis trente ans, s'est déroulée dans le calme.

Dans sa déclaration, M. Ben Ali a annoncé une révision prochaine de la Constitution, « car on ne saurait être président à vie ». Il a formé aussitôt un nouveau gouvernement, dont le chef est M. Hedi Baccouche, ancien ministre des affaires sociales.



(Lire la suite page 3.)

Le stratège prophétique

par Jean Lacouture

De ce grand artiste de la politique qui a suscité un Etat et inventé un nouveau type de relations entre des peuples voués aux affrontements violents par l'histoire coloniale, deux scènes résumant son style et son tempérament.

Voici Habib Bourguiba entouré, dans sa villa de Carthage, d'un groupe de journalistes étrangers, en majorité français. L'un d'eux, se dévouant pour les autres, demande pourquoi le Combatant suprême paraît faire peu de cas des conseils de collaborateurs compétents et semble prendre seul les décisions.

Le président dardé sur l'impression son fameux regard couleur de mer à l'horizon. « Mes collaborateurs ? Je voudrais bien entendre d'eux des critiques. Mais ils ne me font jamais une objection. Ils approuvent toujours. Ils ne m'offrent aucune contradiction, ils s'inclinent... » Le leader a l'air indigné et nostalgique à la fois. Un bref silence, puis, soudain, se représentant : « Mais, après tout, quand on a la chance d'avoir un Bourguiba, pourquoi le contredire ? »

Quelques années plus tard, Habib Bourguiba regarde la foule rassemblée sur une place de Tunis

pour l'entendre. Il est midi, ce 15 mars 1964, pendant le mois de ramadan, celui du jeûne prescrit entre le lever et le coucher du soleil par la religion musulmane. Il prend un verre, y verse de l'orangeade et boit lentement, le regard magnétique fixé sur son peuple étonné. Il sait qu'il prend un risque, car les conservateurs restent nombreux. Mais, par ce geste de défi à la tradition, il veut dramatiser une libération.

Non content de ce geste, il le fait suivre d'une longue explication sur le devoir du croyant, qui réside moins dans le respect du rite que dans la lutte contre la misère, la construction d'une économie stable : et comment construire quand on est soumis à des privations, admises au Moyen Age, mais incompatibles avec le rythme de la vie moderne et les tâches imposées aux prolétaires.

« La guerre sainte n'est plus contre l'infidèle, clame Bourguiba, elle est contre le sous-développement. »

(Lire la suite page 4.)

Les discussions entre la Maison Blanche et le Congrès

Budget américain : compromis en vue

Attendu avec impatience par les marchés boursiers, un compromis entre la Maison Blanche et le Congrès semble se dessiner, avec la proposition faite par les sénateurs républicains de réduction du déficit budgétaire de 75 milliards de dollars en deux ans. Le pessimisme est revenu, vendredi 6 novembre, sur les

marchés. Wall Street a clôturé à -1,5 %, et Tokyo, samedi matin, terminait à -0,7 %. La chute persistante du dollar a provoqué un regain de tension au sein du système monétaire européen, avec une baisse du franc par rapport au mark, malgré l'accord franco-allemand sur les taux d'intérêt de la veille.

WASHINGTON de notre correspondant

Il était grand temps, mais quelque chose semble enfin bouger sur le « front » de la réduction du déficit budgétaire américain. Douze jours après le début des négociations entre représentants de l'administration et du Congrès, un premier signe encourageant est apparu vendredi 6 novembre lorsque des négociateurs républicains du Congrès ont présenté au président Reagan un plan de réduction assez substantiel, puisqu'il porte sur un peu plus de 75 milliards de dollars sur deux ans, dont 30 milliards pour l'année fiscale 1988 en cours.

Il ne s'agit que d'une proposition, mais elle retient l'attention

pour plusieurs raisons. D'abord les sommes en question sont importantes. La réduction du déficit envisagée dès la première année dépasse assez nettement le minimum « imposé » par la loi Gramm-Rudman-Hollings qui doit agir comme un coupeur sur les dépenses (23 milliards de dollars cette année) si aucun accord n'est trouvé d'ici au 20 novembre. D'autre part, la manière dont cette réduction serait obtenue témoigne a priori d'un certain effort de réalisme. Le plan prévoit pour l'année fiscale en cours 9,4 milliards de dollars de recettes supplémentaires sous forme d'impôts et de redevances (14 milliards pour l'année suivante) ; un gel partiel des dépenses civiles aussi bien que

militaire, des économies sur les programmes civils reconduits chaque année, et une vente d'actifs (pour 5 milliards de dollars la première année) contribuant aussi à combler une part du trou budgétaire.

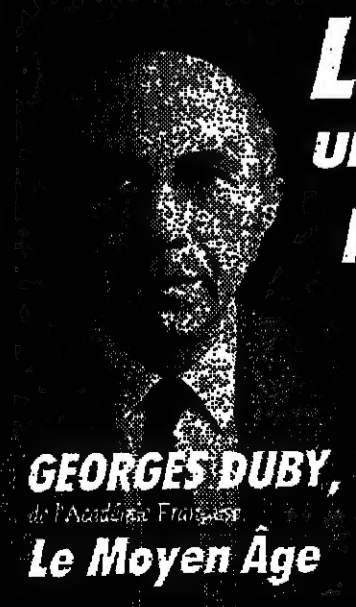
L'augmentation proposée des impôts peut sembler relativement modeste mais elle est supérieure à ce qu'envisageait, au premier stade des négociations tout au moins, la Maison Blanche. De même les économies réalisées sur les dépenses militaires sont un peu plus importantes. C'est là le signe d'une flexibilité nouvelle de la part de M. Reagan car ce plan a clairement été mis sur pied en collaboration avec l'exécutif.

JAN KRAUZE.

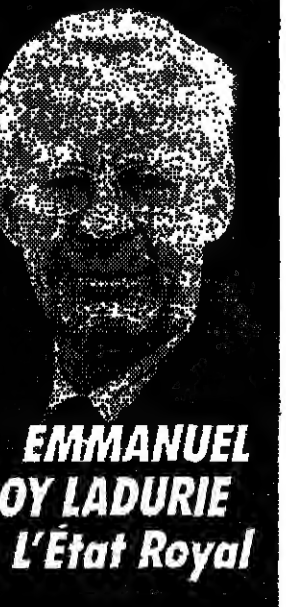
(Lire la suite page 17.)

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

La France : un pays façonné par l'histoire.



GEORGES DUBY, de l'Académie Française
Le Moyen Âge



EMMANUEL LE ROY LADURIE
L'État Royal

APOSTROPHES le 13 novembre

L'inculpation de M. Michel Droit

Une instruction suspendue

L'instruction judiciaire sur l'affaire de Radio-Courtoisie, qui avait abouti à l'inculpation de M. Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, par M. Claude Grellier, est gelée pour cinq semaines. La chambre criminelle de la Cour de cassation a en effet ordonné, vendredi 6 novembre, à la requête de M. Droit, la suspension provisoire de la procédure.

Ce n'est que le 10 décembre prochain que la Cour se prononcera sur le fond, c'est-à-dire sur le dessaisissement, ou non, du magistrat.

L'hypothèse du dessaisissement a été vigoureusement combattue par le procureur

général, M. Pierre Arpaillange, au nom du ministère public. Plaidant lui-même - fait exceptionnel - devant la chambre criminelle, M. Arpaillange estime que dessaisir M. Grellier serait une « perversion de l'ordre normal des choses ».

M. Grellier avait inculpé, le 27 octobre, M. Droit de « forfaiture ». Le même jour, l'académicien avait décidé d'engager deux actions en justice contre le magistrat : l'une pour obtenir son dessaisissement, et l'autre pour violation du secret de l'instruction.

(Lire nos informations et l'article de BERTRAND LE GENDRE page 12.)

M 0146 - 1109 D - 6,00 F
3790146006000 11090

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 80 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 80 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 14 ca.; Suisse, 1,80 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Dates

Il y a quarante ans, le « brumaire » de l'année terrible

Les grèves insurrectionnelles de 1947

RENDEZ-VOUS

Lundi 9 novembre. — *Etats-Unis* : annonce officielle de la candidature de Robert Dole à l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle.

RFA : Congrès de l'union chrétienne démocrate.

Mardi 12 novembre. — *RFA* : sommet franco-allemand (jusqu'au 13).

Vendredi 13 novembre. — *Etats-Unis* : publication à Washington du rapport de la commission parlementaire d'enquête sur l'irangate.

Italie : visite officielle du président chinois (jusqu'au 15).

Dimanche 15 novembre. — *UNESCO* : entrée en fonction du nouveau directeur général.

Djibouti : célébration du centenaire de la ville.

Haiti : élections municipales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650 572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Robert Renucci (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde ».

Société anonyme

des locataires du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Sala.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 3615 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE/TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde US\$ 706-910 est publié deux

semaines par semaine, à \$400 par semaine

Le Monde c/o Speedpost, 45-46 29th

Street, LQ, NY 11104. Second class postage

paid at LQ and additional offices. NY

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost USA, PWC, 45-46 29

Street, LQ, NY 11104.

C E mois de novembre 1947 com-
mence vraiment sous les pires aus-
pices. L'Union française est très
mal partie, et pas seulement en Indo-
chine : les députés malgaches accusés
d'avoir trempé dans la terrible insurrec-
tion de l'île viennent d'être condamnés à
mort, et le président Auriol ne les grâciera
pas. Le monde s'est cassé en deux blocs
sans que la pauvre petite France ait eu à
dire son mot.

Georges Bidault, qui règne au Quai
d'Orsay, a essayé le « niet » à répétition
de Staline et de Molotov, qui font bien
peu de cas de sa politique allemande, il a
subi l'arrogance américaine et les sar-
casmes de de Gaulle. Il brosse en conseil
des ministres un tableau très alarmiste de
la situation à l'Est, où le maître du Krem-
lin installe son glacis protecteur à coups
de pendaisons, de complots imaginaires et
de ruses grossières des polices politiques
qui ont entrepris de ruiner les partis
« bourgeois » majoritaires pour mieux
imposer les seuls communistes stalinisés.
Que faire quand l'armée rouge campe tou-
jours, disait de Gaulle, « à deux étapes du
Tour de France cycliste » ? Rien d'autre
que de choisir son camp, celui du monde
libre, celui de Washington et de l'aide éco-
nomique qui vient de proposer Marshall.

Car à l'intérieur, le tableau est tout
aussi sombre. Le verdict des élections
municipales d'octobre a été sans appel : le
RPF du général a laminé les centristes et
largement séduit à droite ; il engrange
près de 40 % des suffrages, dans un rude
face-à-face avec les communistes, qui
tiennent ferme avec 30 % des voix.

Une menace
de déflagration généralisée

L'arithmétique impose sa conclusion :
quand sept Français sur dix non seulement
critiquent le gouvernement Ramadier
mais mettent le régime de la jeune
IV^e République en accusation, il faut
d'urgence enterrer la solution du tripar-
tisme et trouver une nouvelle majorité,
celle qu'on baptise « troisième force » et
qui ramène au centre-droit avec le sou-
tien de la SFIO pour sauver les institu-
tions républicaines menacées symétrique-
ment par les « moscouitaires » et les
« factieux ». Tandis qu'une large majorité
de Français, disent les sondages de
l'IFOP, croient à l'imminence d'une troi-
sième guerre mondiale, tout porte à pen-
ser que ce conflit aurait pour répétition
générale une forme de guerre civile en
France.

Or tout laisse à craindre que les fau-
teurs de troubles n'aient forcé les
mécontents. A vrai dire, tout le monde
grogne. Une production trop faible
(encore inférieure à celle de 1929) pour
un nombre d'habitants qui n'avaient
pas pardonné aux rouges d'avoir supplanté
Gaston Defferre en 1946.

Marseille en 1947, c'est, en vrac, un PC
puissant, des dockers nerveux tenus par la
CGT, des compagnies de CRS qui servent
nombre d'anciens résistants FTP, la com-
bine et les trafics sous l'œil intéressé des
agents de la CIA, des rois du gang,
Antoine et « Mémé » Guérini, qui savent
faire basculer une élection : le vrai sac de
nouveau, surveillé par les fonctionnaires
d'autorité, préfet en tête, que Paris a
dépêchés pour veiller au grain. Hélas, la
pauvre Carlini a inauguré sa magistrature
en haussant le prix du billet de
« tramway ». Aussitôt, les métallos des
Acieries du Nord, où l'on compte
1000 communistes sur 2000 salariés,
décident le boycottage des transports
municipaux et, derechef, le 10, aidés par
quelques passants, renversent un tram en
pleine Canebière : quatre jeunes sont aus-
sitôt poussés dans le « panier » à salade et
emprisonnés.

Le 11, on baragoule partout, aux portes
des usines et dans les immeubles. Le 12,
élus communistes en tête, la foule envahit
et saccage le palais de justice, où l'on juge
pour flagrant délit les quatre manifes-
tants : il se trouve des magistrats — mal
protégés, il est vrai, par un service d'ordre
assez mou — pour casser le jugement qui
vient d'être rendu et faire relâcher les
accusés.

A la mairie, où, par un étrange hasard,
le conseil municipal tient séance tandis
que l'émeute gronde, les écriers volent
has et on empêche les chaises : les com-
munistes « font le ménage » et résistent
aux « provocateurs », menacent de dé-
nester Carlini et orientent au balcon qu'ils

prendre langue avec tous les alliés poten-
tiels... « y compris la Suisse ». Le prési-
dent a reçu Léon Jouhaux, qui l'a supplié
d'enrayer les hausses, sinon « les syndi-
cats ne [tiennent] plus leurs hommes... et
les femmes encore moins (1) ».

En conseil des ministres, Jules Moch,
chargé des affaires économiques et des
transports, a plaidé en polytechnicien pour
une « politique autoritaire » qui casserait
les prix et contenterait les syndicats. Mais
Edmond Depierre, responsable de l'inté-
rieur, a bondi en hurlant que l'autoritaris-
me fait disparaître les denrées et favo-
rise le marché noir. Et, surtout, qu'il ne
faut pas compter sur lui pour entrer dans
les manuels d'histoire avec le sobriquet
d'« Edmond le matraque ». Tout s'engage, on
le voit, dans la sérénité.

L'orage, contre toute attente, frappe
d'abord à Marseille à partir du 10 novem-
bre. Là, dans la poussée gaulliste d'octo-
bre, un avocat RPF et corse, M^e Carlini, a

ont enfin reconquis la Maison du peuple.
La foule, ravie et fort en jambes, refuse
alors vers les rues chaudes du quartier de
l'Opéra, aux cris du Ça ira, et de la Jeune
Garde, pour en déloger les « oisifs des
bars », les enrichis du marché noir et les
malfrats à la solde des « nazis » du RPF.
Hélas ! on tire de l'intérieur du Colibri des
frères Guérini : devant le café, un jeune
communiste, Vincent Voulant, tombe. Il
mourra à l'hôpital quelques heures plus
tard.

Marseille sort de ce « grand soir » hété-
tée et rageuse : les grèves, pendant un
mois, y seront très dures, tandis que Paris,
avec l'accord, semble-t-il, des socialistes
locaux, saisira l'occasion pour dissoudre
les compagnies de CRS qui n'avaient pas
eu le temps de main la situation (2). Car il y a
urgence à montrer que le gouvernement a
besoin de CRS qui tirent et ne se mettent
pas à froquer les chemises du maquis lors
de l'émeute.

L'extrémisme ? Il ne fut que trop visi-
ble, avec, hélas ! des morts trop nombreux,
dont seize dans le déraillement du Paris-
Tourcoing dans la nuit du 2 au 3 décem-
bre. Des sabotages du rail et de la mine,
des centres électriques et des dispositifs
de sécurité ? On arrête à ce titre cent
douze grévistes, presque tous commu-
nistes.

Des complots ? On en subodore plu-
sieurs, et les renseignements généraux
couvrent de leurs rapports alarmistes
jusqu'au bureau du très crédule Vincent
Auriol (4) : aux quatre coins du pays, les
agents doubles et les « braves flics » décri-
vent des cabouliots et des vichystes en
trame, des officiers douteux et des espions
faibles enfiévrés par les agents de
Washington, des suppôts de l'armée rouge
et de mystérieux parachutistes prêts à
manier le bazooka, sans parler des « tro-
tskistes » de l'ombre et de l'incorruptible cin-
quième colonne. Mais toutes ces violences,
sans doute, étaient sans espoir, et
elles furent contenues.

La IV^e République s'est certes offert,
du 29 novembre au 4 décembre, à l'occa-
sion du vote des « lois scélérates » qui
armaient le gouvernement Schuman
contre les grèves, un de ces marathons à
puignats qui n'annobissent pas les tribunes
parlementaires et dont les Français se sou-
viendront, y compris en 1958. Mais, pour
un Raoul Cales occupant la tribune en
chantant l'Hymne au 17^e — tandis que
Jeanette Vermeersch en personne, Tho-
rez s'étant absenté pour aller consoler
Moscou, le ravitailler en sandwiches, —
pour mille insultes communistes au
« Boche » Robert Schuman et cent prises
de juto portées par les jeunes sportifs qui
siègent à droite, la République suit trouver
la nouvelle force de sa défensive.

Une classe ouvrière
affaiblie

Le RPF, très légaliste et comptant bien
que le pouvoir lui échapperait comme un
fruit mûr, a laissé passer l'occasion. Les
responsables du PCF, trop fidèles à Sta-
line pour ne pas avoir compris que seule
importe la défense du glacis de l'URSS à
l'Est, savaient ne pas entendre l'ardeur de
leurs troupes et faire tout juste assez
d'agitation pour inquiéter les Américains
et reculer — en vain — l'apport de ces dol-
lars de l'aide Marshall qui contribuèrent à
sortir enfin l'économie française du bour-
bier. Seule la classe ouvrière — le mot, à
l'époque, a encore un sens — sortira affai-
blie, divisée par la scission syndicale qui
brise à jamais la CGT et installe Force
ouvrière puis la FEN, d'une crise qui la
détourne largement de l'amour d'une
République des CRS et de la vie civile.

Novembre 1947 fut un drame pour
temps de haine et de frustration, une
forme de grandes manœuvres politiques,
une crise ouverte à la recherche d'un équi-
libre politique et d'un mieux-être social.
La France s'y éboura à contretemps, car
elle ne sentait pas encore tout à fait que le
cours du monde se dessinait sans elle. Elle
s'offrit donc aussi, bravement, une sorte
d'affreux psychodrame de la puissance
rebelle et de la violence féconde, comme
aux beaux jours. Est-ce vraiment un
hasard si, tout juste trois ans après la
Libération, on y retourna avec tant d'ardeur
aux maquis comme les « collabos » : par
« FTP communistes » et « miliciens
RPF » interposés, à l'honneur national
contre la menace étrangère, à la Franco-
de-toujours contre le malheur de l'heure ?

JEAN-PIERRE RIOULT

(1) Cité par Dominique Desanti, *L'année où le
monde a tremblé*, 1947, Albin Michel, 1976,
p. 292. Voir aussi Michel Winock, « 1947, l'année
terrible », *L'histoire*, mai 1987.

(2) Voir Maurice Agulhon et Fernand Braudel,
CRS à Marseille, 1944-1947, Armand Colin,
1971, et *Le Mouvement social*, les Editions
ouvrières, juillet-septembre 1975.

(3) Voir deux bonnes monographies de grèves :
Philippe Fialichon, « Les grèves de la Régie
Renault en 1947 », *Le Mouvement social*, octobre-
décembre 1972, et Marie-Rose Valentin, « Les
grèves des cheminots français au cours de l'année
1947 », *ibid.*, janvier-mars 1983.

(4) Voir Vincent Auriol, *Journal du septennat*,
vol. 1, 1947, édité par Pierre Nora, Armand
Colin, 1970, passim.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

ALAIN
JUPPE

dimanche 18h15

en direct sur

RTL

animé par
Jean-Pierre DEFRAINavec André PASSERON
et Erik IZRAELWICZ (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Jacques ESNOUS (RTL)

مكتبة

مكتبة الشامل

Etranger

Le Monde • Dimanche 8-Lundi 9 novembre 1987 3

1947

TUNISIE : la destitution du président Habib Bourguiba

La déclaration du successeur

Tunis (AFP). — Voici le texte intégral de la déclaration du nouveau président de la République tunisienne, M. Zine El Abidine Ben Ali :

« Les énormes sacrifices consentis par le dirigeant Habib Bourguiba, premier président de la République, en compagnie d'hommes valeureux, pour la libération de la Tunisie et son développement sont incommensurables. C'est pour cette raison que nous lui avons voué affection et estime, et que nous avons œuvré de longues années durant sous sa direction avec confiance, fidélité et abnégation, à tous les niveaux, dans les rangs de notre armée nationale et populaire, et au sein du gouvernement. »

« La vieillesse et l'aggravation de son état de santé, sur la base d'un rapport médical, nous ont poussés à penser que le devoir national nous imposait de la déclarer dans l'incapacité absolue d'assumer les charges de la présidence de la République. De ce fait, et en application de l'article 57 de la Constitution, nous prenons en charge, avec l'aide du Tout-Puissant, la présidence de la République et le commandement suprême de nos forces armées. »

« Dans l'exercice de nos responsabilités, nous comptons sur la contribution de tous les enfants de notre chère patrie, et dans un climat de confiance, de sécurité et de sérénité, d'où seront bannies la haine et la rancune, de tous les Tunisiens. L'amour de la patrie, la protection et l'action pour son essor constituent un devoir sacré pour tous les citoyens. »

« Citoyens, citoyens, notre peuple a atteint un tel niveau de responsabilité et de maturité que tous ses éléments et ses composantes sont capables d'apporter leur contribution constructive à la gestion de ses affaires, conformément à l'idée républicaine qui confère aux institutions toute leur plénitude, et garantit les conditions d'une démocratie responsable, ainsi que le respect de la souveraineté populaire telle qu'elle est inscrite dans la Constitution. »

« Cette Constitution appelle une révision, car elle n'est plus adaptée à l'époque que nous vivons et ne peut plus suffire à la présidence de la République. Nous nous engageons à la révision de la Constitution, à la mise en place d'une présidence automatique à la tête de l'Etat, desquelles le peuple se trouve exclu. Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée et institutionnelle, fondée réellement sur la multiplicité et la pluralité des organisations de masse. »

« Nous proposons prochainement un projet de loi sur les partis et un projet de loi sur la presse, susceptibles d'assurer une plus large participation à la construction de la Tunisie et à la consolidation de son indépendance, dans l'ordre et la discipline. Nous veillerons à la bonne application de la loi, de manière à bannir toute iniquité et injustice. Nous agirons en vue de restaurer le prestige de l'Etat et de mettre fin au chaos et au laxisme. »

« Point de favoritisme et d'indifférence face à la dilapidation du bien public. Nous continuerons à entretenir les bons rapports et la bonne coopération avec tous les pays, notamment les pays frères et amis. »

« Nous proclamons notre respect pour nos engagements sur le plan international. Nous accorderons à la solidarité islamique, arabe, africaine et méditerranéenne l'importance qu'elle lui est due. Nous nous engageons fermement à réaliser l'unité du Grand Maghreb sur la base des intérêts communs. »

« Par la grâce de Dieu, nous aurons ensemble dans une nouvelle, faite d'efforts, de détermination, qui nous sont dictés par notre amour pour la patrie et par l'appel du devoir. Vive la Tunisie, vive la République ! »

L'article 57 de la Constitution

L'article 57 de la Constitution tunisienne, qui stipule que le président de la République peut, en cas de maladie ou d'absence, déléguer ses pouvoirs à un autre Tunisien, a été invoqué par le général Ben Ali pour justifier sa prise de pouvoir.

Le dernier entretien du premier ministre

« L'intégrisme est un refus du temps présent »

Le général Ben Ali avait donné une interview au *Figaro-Magazine* la semaine dernière. Voici le début de cet entretien.

— Monsieur le premier ministre, savez-vous, quel est le « l'intégrisme » ?

— L'intégrisme, c'est un refus du présent et plus encore de l'avenir. Etre intégriste, c'est se cantonner dans une passion figée et résister toute idée d'évolution et tout projet tourné vers la modernité. Ce carcan, dont on avait pu penser pourtant que l'homme s'était libéré il y a trois siècles avec la fin des guerres de religion, subsiste encore dans le monde islamique. Entendons-nous bien, pour nous, intégrisme ne veut pas dire islam, mais occitanisme et indigence de l'esprit. (—)

Les quatre personnages de la « garde rapprochée »

Avec l'âge et la maladie, le président déchu était devenu un « homme sous influence ». Le palais de Carthage, d'où il régnait longtemps sans partage, était devenu, ces dernières années, le lieu d'intrigues florissantes ayant toutes le même ultime enjeu : la succession du « père de la nation ». Ces luttes de sédition, que M. Bourguiba observait parfois avec facilité — tant il savait jouer des uns contre les autres — avaient largement paralysé l'action gouvernementale et accusé, parfois jusqu'à la caricature, l'aspect « fin de règne » d'un régime assoupli.

Depuis quelque temps, quatre personnages semblaient constituer ce « premier cercle » du pouvoir bourguibiste, qu'on appelait à Tunis la « garde rapprochée » du président. Il y avait d'abord M. Mansour Sghir, qui fut jusqu'à une époque récente directeur du cabinet présidentiel et, secrétaire général adjoint du Parti destourien, avant d'être nommé ministre de la fonction publique et de la réforme administrative. Personnage opaque

Le nouveau chef de l'Etat

M. Ben Ali : un homme d'ordre ouvert au dialogue

3 novembre 1986, salle de presse du ministère de l'Intérieur : les résultats des élections législatives tombent sur les écrans, pas même un siège n'est concédé à l'opposition. Il y a un contraste surréaliste entre les moyens techniques mis en œuvre pour les « statistiques », le nombre de journalistes présents lors de cette « nuit électorale » et l'absence évidente de suspense. Costume sombre, cravate impeccable, le général Zine El Abidine Ben Ali se livre à un des plus délicats exercices de sa carrière, présentant de façon crédible des résultats qui l'étaient si peu.

Les journalistes tunisiens présents dans la salle se contentent fort peu des explications techniques, mais ils apprécient en connaisseurs la performance de l'orateur : sans rien dire qui puisse nuire au gouvernement, il a pris suffisamment de distance pour que se scrupule, à l'évidence, qu'il n'appartienne pas à son parti. Selon les chiffres officiels, plus de 92 % des Tunisiens sont allés aux urnes pour élire les députés du Parti socialiste destourien. Aucun observateur n'a constaté une telle mobilisation. Si l'affluence a été « peu apparente », c'était à cause de la forte augmentation des bureaux de vote par rapport à la précédente consultation, ce qui a permis d'éviter l'air embué du ministre entendant bien montrer qu'il agit sur instructions venues de plus haut.

Le tout-récit ministre de l'Intérieur pensait-il déjà à la préparation de l'élection en douceur du « combattant suprême » ? C'était la même voix posée qui allait déclarer

juste un an plus tard que « le peuple a droit à une vie politique évoluée » avant de promettre « un projet de loi régissant l'existence des partis ». Mais s'il pensait déjà à ménager l'avenir, le général Ben Ali n'était sans doute à ce moment-là qu'un homme qui montait sans mesure pleinement la difficulté qu'il y aurait à concilier l'exercice de responsabilité de plus en plus grandes et la fidélité à un président aux décisions imprévisibles.

Depuis plusieurs mois les caméras s'attardaient longuement sur le visage du nouveau dauphin lors de la rituelle présentation des audiences du chef de l'Etat au journal télévisé. L'homme ne paraît guère ses cinquante et un ans. Le regard moite et gai contraste avec le long passé de spécialiste des questions de sécurité. Ancien de Saint-Cyr et de l'école d'officiers de Châlons-sur-Marne, diplômé d'électronique aux Etats-Unis, le futur général Ben Ali occupa pendant seize ans le poste de directeur de la sécurité militaire avant d'être nommé à la tête de la Sécurité nationale.

Entre ces deux postes, il vint deux « exils », l'un au Maroc, l'autre en tant qu'ambassadeur à Varsovie. La première fois, il lui était reproché de s'être occupé des questions de sécurité, de ne pas être à l'échelle de son poste de directeur de la sécurité militaire avant d'être nommé à la tête de la Sécurité nationale.

Entre ces deux postes, il vint deux « exils », l'un au Maroc, l'autre en tant qu'ambassadeur à Varsovie. La première fois, il lui était reproché de s'être occupé des questions de sécurité, de ne pas être à l'échelle de son poste de directeur de la sécurité militaire avant d'être nommé à la tête de la Sécurité nationale.

La décision du gouvernement

(Suite de la première page.)

Selon les rares informations qui circulent dans les cercles politiques, le coup de force a été décidé dans la nuit non pas par un seul homme, mais par une très large majorité des membres du gouvernement et du bureau politique du Parti socialiste destourien. Les deux personnalités au moins s'y seraient opposées : M. Mohamed Sayah, ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, et M. Mansour Sghir, ministre de l'Intérieur, de l'équipement et des transports. Pas de doute, pour les plus proches collaborateurs de M. Bourguiba, deux auraient été arrêtés ainsi que M. Mahmoud Bel Hassine, homme de confiance du président, et

place M. Sayah à l'éducation nationale. La plupart des autres portefeuilles ne changent pas de titulaires. C'est le cas, notamment, du ministère de la défense nationale avec M. Salaheddine Bulli (mais où quatre officiers supérieurs se voient promus, dont le chef d'état-major, M. Youssef Barakat, qui devient général de corps d'armée), du ministère de la justice avec M. Mohamed Salah Ayari, du poste de ministre délégué auprès du premier ministre et directeur du Parti socialiste destourien avec le docteur Ahmed Karoui et des principaux départements économiques.

Dans la déclaration qu'il a lue à Radio-Tunis, M. Ben Ali a esquissé la nouvelle politique qu'il entend mettre en œuvre et qui devrait tendre vers une large démocratisation du système et, en premier lieu, l'instauration d'un véritable multipartisme. « Nous proposons prochainement un projet de loi sur les partis et un projet de loi sur la presse, susceptibles d'assurer une plus large participation à la construction de la Tunisie et à la consolidation de son indépendance, dans l'ordre et la discipline », a-t-il notamment déclaré. Le nouveau président de la République a aussi confirmé les engagements de la Tunisie au plan international, ses amitiés et ses alliances.

M. Ben Ali a lancé un appel à tous les Tunisiens pour qu'ils contribuent à l'instauration « d'un climat de confiance, de sécurité et de sérénité où seront bannies la haine et la rancune ».

Selon M. Ben Ali, la Constitution « appelle une révision devenue aujourd'hui impérative. L'époque que nous vivons ne peut plus souffrir ni présidence à vie ni succession automatique à la tête de l'Etat, desquelles le peuple se trouve exclu ».

Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée et institutionnelle fondée réellement sur la multiplicité et la pluralité des organisations de masse », a-t-il ajouté.

Ce dernier commentaire plus qu'ambigu est une concession pour l'évolution institutionnelle du régime du président déchu. Toutefois, M. Ben Ali a tenu à rendre hommage « aux énormes sacrifices consentis par le leader Habib Bourguiba, premier président de la République, en compagnie d'hommes valeureux, pour la libération de la Tunisie et son développement ». C'est pour ces raisons, a-t-il ajouté, « que nous lui avons voué affection et estime, et œuvré, de longues années durant, sous sa direction avec confiance, fidélité et abnégation ».

Durant la matinée de samedi et quatre heures après l'annonce de la destitution du Combattant suprême, l'atmosphère en ville demeura extrêmement tendue : on pouvait, ici et là, percevoir à travers quelques commentaires discrets les signes d'un sentiment de soulagement. Du côté des oppositions et des milieux syndicalistes et associatifs, notamment par les avocats et les militants des droits de l'homme, ce sentiment semble largement prévaloir et, en attendant les prises de positions officielles annoncées pour les prochains jours, la composition du nouveau gouvernement ainsi que les propositions de M. Ben Ali ont suscité des commentaires officiels pour l'essentiel favorables.

Aucune nouvelle n'a été donnée quant au sort de l'ex-président Bourguiba, qui demeure toujours, semble-t-il, au palais de Carthage, entouré d'un important dispositif de sécurité à été mis en place.

MICHEL DEURÉ.

PESSIN

TOUT
FOUT
LE TRAC !

UN LIVRE
OPTIMISTE

EDITIONS LIANA LEVI
31, RUE DE L'AMIRAL GROUPEL 75006 PARIS 146 pages de dessins, 57 F.

Habib Bourguiba

Trente ans de règne

31 JUILLET 1954. - Pierre Mendès France, président du conseil, affirme devant le bey, à Carthage, que la France accepte l'émancipation de la Tunisie.

1^{er} JUIN 1955. - A son retour en Tunisie, après avoir été assigné à résidence en France, Bourguiba est accueilli par des centaines de milliers de Tunisiens.

28 MARS 1956. - Les accords d'indépendance sont signés après huit mois d'assurances internationales.

25 JUILLET 1957. - A l'Assemblée nationale tunisienne, Bourguiba est élu président de la République.

8 FÉVRIER 1958. - Le bombardement par l'aviation française du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef, à la frontière algéro-tunisienne, sous le prétexte que des combattants du F.L.N. s'y seraient réfugiés, a causé la mort de quatre-vingt personnes, dont plusieurs enfants.

17 JUIN 1958. - Aux termes d'un accord, les troupes françaises évacuent la Tunisie, à l'exception de la base de Bizerte.

19-20 JUILLET 1961. - Bourguiba, qui réclame l'évacuation de Bizerte, décide de bloquer les routes d'accès à la base. Des combats opposent unités françaises parachutistes et troupes tunisiennes, qui ont de lourdes pertes. Les relations diplomatiques sont rompues entre les deux pays et le conflit est porté devant l'ONU.

DECEMBRE 1962. - Trois personnes sont condamnées à mort à la suite de la découverte d'un complot contre Bourguiba et la sécurité de l'Etat; dix d'entre elles seront exécutées le 23 janvier 1963.

12 DECEMBRE 1963. - La France évacue la base de Bizerte.

MARS-SEPTEMBRE 1968. - Une grave crise oppose les deux pays au régime. Un nouveau « complot » est déjoué en août, et donne lieu à un procès.

8 SEPTEMBRE 1968. - M. Ben Salah, secrétaire d'Etat au plan et aux affaires économiques, promoteur du mouvement de collectivisation, est démis.

7 NOVEMBRE 1969. - M. Rabi Ladgham est nommé au poste, nouvellement créé, de premier ministre.

9 NOVEMBRE 1969. - M. Ben Salah, secrétaire d'Etat au plan et aux affaires économiques, promoteur du mouvement, est exclu du parti socialiste révolutionnaire; il sera arrêté en mars 1970, jugé en mai par une haute cour, et condamné à dix ans de travaux forcés.

1^{er} NOVEMBRE 1970. - M. Hedi Nourine est nommé premier ministre. Il remplace M. Rabi Ladgham.

11-15 OCTOBRE 1971. - Huitième congrès du Neo-Destour à Monastir.

M. Bourguiba est réélu à la présidence du parti. Il désigne M. Hedi Nourine comme la personnalité la plus apte à lui succéder. Une nette majorité se prononce en faveur de la « libéralisation » et de la démocratisation de la vie politique tunisienne.

4 JANVIER 1972. - M. Ahmed Messiri, leader du courant libéral, est exclu du P.S.D.

4 FÉVRIER 1973. - M. Ahmed Ben Salah s'efface de la scène politique de Tunis, où il était démis depuis le 24 mai 1970.

12 JANVIER 1974. - Les présidents Bourguiba et Kadhafi signent à Djérba un accord unissant leurs deux pays en une « République arabe islamique ». M. Massoudi, ministre des affaires étrangères et principal artisan de la fusion, est démis de ses fonctions le 14 janvier.

2 MARS 1974. - Bourguiba donne, dans un discours à Kairouan, le coup de grâce au projet de fusion.

12-15 SEPTEMBRE 1974. - Nouvelle congrès du parti socialiste révolutionnaire à Monastir. Bourguiba accepte d'être élu président de la République à vie. M. Massoudi et sept autres « opposants » sont exclus du parti.

3 NOVEMBRE 1974. - Bourguiba est réélu par 99,96 % des suffrages exprimés à la tête de l'Etat.

24 MARS 1975. - Rencontre à Kairouan avec le colonel Kadhafi.

19-19 JUILLET 1975. - Le chef de l'Etat tunisien d'autorité à Alger avec le président Boumedienne.

6-8 NOVEMBRE 1975. - M. Chérif El Hachemi se rend en visite officielle à Tunis.

24 JANVIER 1978. - L'U.G.T.T. décide le principe d'une grève générale d'avertissement « de vingt-quatre heures pour protester contre les « provocations » du pouvoir contre les syndicats, dont les locaux sont saisis et incendiés.

26 JANVIER 1978. - La grève se transforme en émeutes sanglantes, auxquelles les syndicats participent totalement étrangers. L'armée intervient. Il y a quarante-deux morts selon le gouvernement, et quatre cents d'après l'opposition.

27 JANVIER 1978. - Tous les dirigeants syndicalistes sont arrêtés.

25 FÉVRIER 1978. - Un congrès extraordinaire du P.U.G.T.T. désigne une nouvelle direction acquiesce au régime.

29 JUIN-31 AOUT 1978. - M. Bourguiba subit des soins en Suisse, puis en France.

OCTOBRE 1978. - La Cour de sûreté de l'Etat condamne M. Hédi Achour à dix ans de travaux forcés et les autres dirigeants syndicalistes à des peines de six mois de prison à dix ans de travaux forcés.

1^{er} JUIN 1979. - Bourguiba gratie des syndicalistes condamnés. M. Hédi Achour le sera le 3 août.

27 JANVIER 1980. - Un commando de Tunisiens armés du Libye et entrés en Tunisie par l'Algérie tente de s'emparer de la ville de Gafsa, pour y proclamer la constitution d'un « gouvernement révolutionnaire ». L'attaque a fait quarante et un morts et cent onze blessés.

10 AU 27 MARS 1980. - Procès du commando de Gafsa devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui prononce quinze condamnations à mort, dont deux par contumace. Ils seront exécutés le 17 avril, Bourguiba ayant refusé sa grâce.

23 AVRIL 1980. - M. Mzali est nommé premier ministre en remplacement de M. Hédi Nourine.

10 AVRIL 1981. - En ouvrant un congrès extraordinaire du P.S.D., Bourguiba donne le feu vert à l'instauration du multipartisme et reconnaît le principe de l'autonomie syndicale.

4 SEPTEMBRE 1981. - Une centaine de dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique arrêtés le 18 juillet sont condamnés à des peines de deux à onze ans de prison.

1^{er} ET 2 NOVEMBRE 1981. - Le P.S.D., qui a contesté sur l'existence de Bourguiba un « Front national » avec l'U.G.T.T., remporte les élections législatives anticipées. Le P.C.T., le Mouvement des démocrates socialistes, le Mouvement de l'unité populaire (tendance opposée à M. Ben Salah) et les autres mouvements d'opposition protestent contre les irrégularités du scrutin.

30 NOVEMBRE 1981. - Bourguiba gratie M. Hédi Achour qui est

immédiatement porté à la présidence de l'U.G.T.T. par le conseil national.

10 AOUT 1982. - Bourguiba accepte de recevoir en Tunisie M. Yasser Arafat, des dirigeants du P.L.P. et un millier de combattants égyptiens de Beyrouth.

4 OCTOBRE 1982. - Avant de quitter la France, où il se soigne, Bourguiba rencontre à Rambouillet M. François Mitterrand.

19 MARS 1983. - La Tunisie signe avec l'Algérie un « traité de fraternité et de concorde », qui met un terme à un contentieux vieux de vingt ans.

19 NOVEMBRE 1983. - Bourguiba donne droit de cité au multipartisme en répliquant l'existence du Mouvement des démocrates socialistes.

2 JANVIER 1984. - Point culminant des émeutes commencées le 29 décembre dans plusieurs régions à cause de la hausse brutale du prix du pain. Des lycéens manifestent violemment à Tunis en signe de solidarité avec les révoltés du Sud. Il y a de nombreuses victimes.

26 SEPTEMBRE 1985. - La Tunisie rompt ses relations diplomatiques avec la Libye après une série d'incidents et l'expulsion de ses ressortissants travaillant dans le pays du colonel Kadhafi.

1^{er} OCTOBRE 1985. - Raid israélien contre le QG de l'O.L.P. à Tunis.

8 JUILLET 1986. - M. Mzali est remplacé par M. Rachid Sfar au poste de premier ministre.

11 AOUT 1986. - Le divorce entre Bourguiba et sa seconde épouse, M^{me} Wassila Ben Amar, est officiellement prononcé. M^{me} Ben Amar avait précédé une révision de la Constitution pour rendre « plus démocratique » la succession du chef de l'Etat.

2 NOVEMBRE 1986. - Elections législatives dans un climat morose. Toutes les formations d'opposition s'étant retirées de la compétition, la totalité des sièges va au parti gouvernemental.

23 AVRIL 1987. - Violents affrontements à Tunis entre forces de l'ordre et étudiants islamistes.

27 SEPTEMBRE 1987. - Verdict de la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis à l'issue du procès contre quatre-vingt-dix militants intégristes du mouvement de la tendance islamique. Sept d'entre eux sont condamnés à mort, dont deux par contumace. Leur chef, M. Rachid Ghannouchi, est condamné à la détention à perpétuité.

21 OCTOBRE 1987. - Le général Zine El Abidine Ben Ali devient premier ministre.

9 OCTOBRE 1987. - Deux islamistes condamnés à mort sont pendus.

Un document INA « le Monde »

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et le Monde ont coproduit, en 1985, avec la télévision tunisienne un film de soixante-quinze minutes, intitulé *Habib Bourguiba, portrait d'une indépendance*. Réalisé par Charles Chaboud, avec la collaboration pour le Monde de Paul Balta, ce film retrace, à l'aide de remarquables documents d'archives cinématographiques et télévisuelles, la vie de celui qui devait devenir le Combattant suprême.

« Il ne sera pas facile de remplacer un homme comme moi... »

La modestie ne caractérisait pas le chef de l'Etat tunisien. Au cours des dernières années, il se plaisait à mettre en valeur son rôle dans l'histoire contemporaine de la Tunisie. Il offrait volontiers aux chefs d'Etat étrangers et aux personnalités qu'il accueillait dans ses palais de Carthage ou de Monastir un recueil de photographies sur sa vie.

En janvier 1972, il avait déclaré à un journaliste de l'agence britannique Visnews qu'il n'aurait pas de successeur : « Il ne sera pas facile de remplacer un homme comme moi. Sur le plan sentimental, il y a entre le peuple tunisien et moi quarante ans de vie passée ensemble, de souffrances subies en commun, ce qui n'adviendra pas avec celui qui viendra après moi... J'ai créé une nation beaucoup plus autour de moi, de ma personne, et je voudrais que cette nation se renforce autour de l'Etat qui doit durer. Je ne sais pas si ceux qui viendront après moi seront en mesure de continuer sur le même chemin. »

En avril 1973, il suggérait lui-même à l'Assemblée nationale d'envisager sa désignation comme « président à vie ». Ce titre, porté seulement à l'étranger par le maréchal Tito (Yougoslavie), le président Bokassa (République Centrafricaine), le maréchal Idi Amin (Ouganda) et le président Jean-Claude Duvalier (Haïti), il l'avait pourtant refusé en octobre 1971, lorsque le congrès du Neo-Destour, réuni à Monastir, le lui avait proposé. Il avait ainsi expliqué son refus :

« Le fait de me désigner à vie à la tête de l'Etat ne peut être qu'un hommage de reconnaissance rendu aux yeux du monde

entier à un homme dont le nom s'identifie à la Tunisie et auquel elle doit sa renommée parmi les nations. C'est à lui que revient le rôle de l'histoire contemporaine de la Tunisie. Il offrait volontiers aux chefs d'Etat étrangers et aux personnalités qu'il accueillait dans ses palais de Carthage ou de Monastir un recueil de photographies sur sa vie.

« Il est hors de doute que, si l'on procédait à un référendum dans le pays, 99,99 % sinon 100 % des personnes consultées consacrerait Bourguiba président à vie... »

« Les génies de la stature de Bourguiba ne courent pas les rues. Il est né d'un miracle de la nature qui ne se multiplie pas souvent au cours des siècles. »

Cette appréciation avait été sans doute partagée par le congrès du parti socialiste destourien, réuni du 12 au 15 septembre 1974, à Monastir, la ville natale du président, puisque les participants avaient demandé au « combattant suprême » d'accepter la présidence à vie de la Tunisie. Celui-ci, après avoir rappelé qu'il avait déjà décliné deux fois cette offre, en 1959 et en 1971, avait donné son accord.

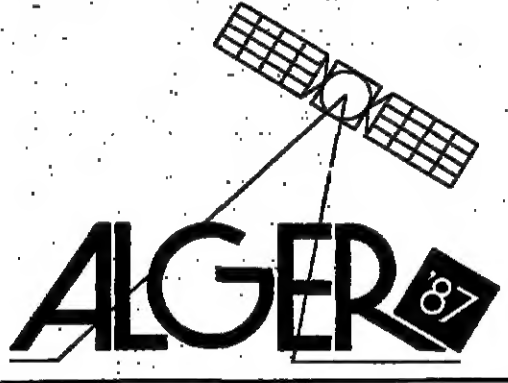
Réélu à la tête de l'Etat, le 3 novembre 1974, pour la quatrième fois consécutive, il s'était vu conférer le titre de « président à vie », le 18 mars 1975, par un vote à l'Assemblée nationale.

D. J.

Renseignements publicités

Le Monde AFFAIRES

Tél. : 45.55.91.82 - Poste 4160 ou 4107.



RENDEZ-VOUS DES COMMUNICATIONS

Colloque International d'Alger du 14 au 20 novembre 1987

SAMEDI 14 NOVEMBRE

● **Matin : Inauguration de l'exposition en présence du Prince Sultan Ben Selman Ibn Abdelaziz (Cosmonaute, Arabe Saoudite).** Cérémonie d'ouverture avec la participation de MM. SABER (Directeur général Alesco), R.E. BUTLER (Secrétaire général de l'UIT), Nassouh El MADJALI (Président de l'ASBU), P. CARTON (Président de l'IMA), A. SHARIF (Président de l'UEN).

● **Après-midi : Les nouvelles technologies de communication, un environnement en mutation.** J. HOWKINS (Directeur, Institut International de la communication de Londres - G.B.), L. MAHERZI (Universitaire, journaliste - ALGERIE), CEES HAMELING (Professeur à l'Institut des Sciences Sociales d'Amsterdam, Président de l'Association Internationale des Etudes et Recherches sur l'Information - PAYS-BAS), J.-P. MAURY (Directeur du programme Télématique - FRANCE), J. CAULOT (Président du Groupement des Industries Electriques - FRANCE), M. GHRIH (Directeur général ENIE - ALGERIE), M. SABER (Directeur général Alesco).

DIMANCHE 15 NOVEMBRE

● **Matin : Câble et Satellite : Concurrence et complémentarité.** MM. E. de BENS (Maître de conférences, université de Gand - BELGIQUE), P. TOUYART (Directeur du réseau Fibre Optique Biarritz - FRANCE), A. NAGYAPAL (Directeur de la TV câble de Gaziagrev - HONGRIE), F. LE MENESTREL (Président de la CoCote - FRANCE), L. GILLE (Directeur DATE - FRANCE), H. KANDIL (Directeur ORIENSAT - EGYPT).

● **Après-midi : Satellite de télécommunication : réseaux et services.** MM. B. SALKED (Directeur de l'ingénierie des satellites à l'Independent Broadcasting Authority IBA - G.B.), G. GOUJOU (Vice-président à l'ingénierie, Société Radio-Télévision - CANADA), A. SALAOUTCHI (Ministre des Postes et Télécommunications - ALGERIE), Y. NENG HSU (Directeur du Xian Institute of Radio Technology - République Populaire de Chine),

LUNDI 16 NOVEMBRE

● **Matin : Radiodiffusion directe par satellite : norme et réception.** MM. HARRI (Chef du département de la réglementation et de l'ingénierie - UIT), G. BEAUCHAMP (Président de TDF - FRANCE), H. KIMEL (Directeur des Relations Internationales de la ZDF), MATSUSHITA (NHK - JAPON), P. BOEGEL (Président du directoire EUREKA - PAYS-BAS), J.-C. BONNET (Président du Satelec - FRANCE), K. LUCAS (Digital Video System - USA).

● **Après-midi : Enjeux et impacts.** MM. MESE (Université de Gand, Directeur du GREC - FRANCE), J. HALLORAN (Directeur du Centre de Recherche sur la Communication à l'Université de Limerick, Président de l'Association Internationale pour la Recherche en Communication de masse - G.B.), N. SAFIR (Chef du département Culture à la Présidence - ALGERIE), S. ADDA (Expert, consultant Unesco - BAD - TUNISIE), J. FRESCHE (Chercheur, conseiller au cabinet du Premier ministre français - FRANCE), S.L. B. MEKAOUI (Maître de conférence à l'Université du Caire et du Qatar - EGYPT), M. CHERIF (Président du conseil scientifique de l'ISIC, Directeur PST - ALGERIE), A. ADIB (Directeur général ENT - ALGERIE).

MARDI 17 NOVEMBRE

● **Matin : Nouvelles technologies de Communication et Développement.** MM. C. WHITE (Union des Radiodiffusions des Caraïbes - USA), R. MAI (Chercheur - INDE), MEHDI EL MANDJARA (Professeur à l'Université Mohamed V - MAROC), OUHADJ MANDJARA (Ministre des PTT - ALGERIE), A. YOUSSEF (Chef de section Communications - ONU), A. CHAKROUN (Secrétaire général ASBU), H. MOWLANA (Professeur, Directeur du programme International sur la Communication - USA), E. KUO (Professeur des Sciences de la Communication à l'Université de Singapour - SINGAPOUR).

EXPOSITION DU 14 AU 20 NOVEMBRE

Première grande exposition dans le monde arabe et africain consacrée aux technologies de communication.

Participants :
Informatique : AII Informatique - Bull - Cined - Data General - Eni - Hewlett Packard - IN2 - Olivetti - Siemens - Stup - Unisys Burroughs - IES Informatique - CIT (Tunisie) - Exel.
Télécommunication, radiodiffusion directe par satellite : Aérospatiale - Alcatel Espace - Ariane - Europelec - ENTC - Télédiffusion de France - Telepac - Standard Electrica SA - Satellit System Corporation - Spot Image - Wandel et Goltmann - Ericsson - Northern Telecom.
Câble : Acome - Alcatel Lit Transmission par câble - Italtel - Siemens - Metrimex - Enicab - Trifacile Pirelli - CNES - Société Européenne de Propulsion.
Antenne parabolique et station terrestre : Encom - Nec - Portenaise - Prosat - Tonne Electric - CIS - SCID - Scientifique Atlanta - Stardel - TMV.
Télématique : France Télécom International (DGT) - Siemens - Italtel.
Audiovisuel : Simulcast (Blaupunkt Grundig Oceanic Pechel-chémi) - RTA - Worldnet - ENTC.
Presse : La Lettre d'Algérie.
Présentation officielle et internationale : URSS - Grande-Bretagne - USA - France - Institut du Monde Arabe - Haut Commissariat à la Recherche.

MANIFESTATIONS ANNEXES

Il est prévu une série de manifestations culturelles et scientifiques durant toute la durée de l'exposition.

● Festival international du film des télécommunications et de l'électronique « L'Antenne d'Or 87 ».

● Concours national de vidéo, photographie et affiche sur « Les Nouvelles Technologies de Communication et la jeunesse algérienne », présidé par le prince Sultan Ben Selman Ibn Abdelaziz, premier cosmonaute arabe.

● Un mur de l'image comprenant 24 écrans de télévisions illustrant les plus importantes chaînes de télévision du monde.

● Un podium TV avec un programme d'animation pédagogique et culturel.

● Une foire du livre spécialisée dans l'audiovisuel, les télécommunications et l'informatique.

● Une vidéotransmission par satellite entre Tony Verdes, organisateur du Live Aid, appelé aux USA « Monstre TV International », des conférences et des journalistes algériens et étrangers. La thème sera tout sur son expérience et les conséquences de l'événement des nouvelles technologies de communication.

SYMPOSIUM - 18 ET 19 NOVEMBRE

Rencontre-débat avec les spécialistes de l'informatique, du RNS, de la fibre optique et des autres réseaux nouveaux des Technologies de Communication. Ce symposium permettra aux décideurs, professionnels et universitaires concernés, d'évaluer l'évolution de ces réseaux dans le développement social et économique.

RENSEIGNEMENTS- INSCRIPTIONS : Secrétariat général du colloque, Office Riadh El Feth, B.P. 385, El Mouradia, Alger
Tél. : 66.58.65 - 65.33.66 - Téléc. : 65 346 - 65 324 ORELF DZ

Proche-Orient

Le sommet arabe d'Amman

Un exercice à haut risque

AMMAN
de notre envoyée spéciale

Le sommet de toutes les contradictions. A la veille de l'ouverture, dimanche 8 novembre, du sommet arabe extraordinaire d'Amman, les positions des différents pays arabes n'ont jamais paru aussi éloignées les unes des autres et il faudra beaucoup de diplomatie au roi Hussein de Jordanie, hôte de ce sommet, pour que celui-ci aboutisse à un quelconque résultat. C'est sans doute pourquoi, on insiste à Amman sur le fait que celui-ci ne pourra être que modeste et consistera plus dans la recherche d'un consensus minimal que dans l'adoption de résolutions spectaculaires qui risqueraient de faire exploser ce qui reste de l'unité arabe.

Le fait même de réunir, pour la première fois depuis 1982, tous les pays arabes à l'exception de l'Égypte, suspendue de la Ligue arabe, est certes un premier succès à mettre au crédit du souverain jordanien, mais c'est aussi un échec qui compromettrait pour un moment tout espoir d'aboutir enfin à une position commune arabe et risquerait d'aggraver les dissensions.

La guerre du Golfe

Réuni à l'origine pour examiner la guerre Iran-Irak, ce sommet extraordinaire, le troisième du genre, va se dérouler sans ordre du jour précis. La Syrie, notamment, avait mis comme condition à sa participation l'examen du conflit israélo-arabe, « cause centrale des Arabes ». Chaque chef d'État pourra ainsi soulever la question qui lui tient à cœur. Le huis clos des débats dans l'ambiance feutrée et surtout parfaitement protégée de l'Hôtel Plaza, véritable bunker, où résideront la plupart des chefs d'État, permettra en tout cas, on l'espère ici, d'arrondir les angles et d'éviter les éclats.

La guerre du Golfe est sans conteste la question qui préoccupe le plus la majorité des participants et tiendra donc une large place au cœur de ces assises. Principal allié arabe de l'Irak, Damas ne veut pas entendre parler d'une quelconque condamnation de Téhéran. Mais la Syrie, pour être en flèche, n'est pas prête à soutenir que l'Irak soit mené. L'Algérie, qui espère toujours jouer les médiateurs, prône la poursuite du dialogue avec Téhéran, de même que la Libye, qui, pour ne pas se laisser dépasser, s'est rapprochée très nettement de Bagdad. Malgré les apparences et la récente condamnation par le Conseil de coo-

pération du Golfe (CCG, Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman) unanime, des « agressions et agissements de l'Irak », tous les États du Golfe ne tirent pas les mêmes conclusions du « danger irakien ». Oman et les Émirats arabes unis notamment, pour des raisons autant historiques qu'économiques, ne souhaitent pas s'opposer trop durement à Téhéran, et tout se joue comme si chacun des États du Golfe cherchait que la meilleure protection ait avant tout de ne pas provoquer l'ennemi iranien. L'ambiguïté des réactions à la présence de la flotte américaine dans le Golfe, fragile protection aujourd'hui mais qui pourrait se retourner demain contre ceux qui l'ont soutenue si l'Amérique se retire, en est une illustration. Or, c'est aujourd'hui la crainte de la part des dirigeants du Golfe qui ont encore à Beyrouth la débâcle des marines à l'Égypte en 1984, et bien sûr l'Iraq.

Dans ces conditions, que peut espérer l'Irak, qui a multiplié ces dernières semaines l'envoi d'émisaires un peu partout dans le monde arabe ? A côté du président Assad de Syrie, le président irakien Saddam Hussein fera le déplacement, au moins pour une brève durée, chez son plus fidèle ami et allié le roi Hussein, et on peut penser qu'il ne voudra pas laisser la vedette à son adversaire syrien.

L'Irak a fait savoir qu'il demanderait l'application du pacte arabe de défense commune, qui stipule que « toute agression armée contre un ou plusieurs États arabes ou contre ses forces armées est considérée comme dirigée contre les États membres », mais ceci est exclu, aucun État n'étant prêt à faire la guerre à l'Irak.

Le cas de l'Égypte

L'essentiel, dit-on à Amman, est d'essayer d'obtenir une position arabe commune avant pour objectif la recherche de la fin de la guerre. Le minimum sera sans doute un appui à la résolution 598 de l'ONU, qui a, toutefois, de moins en moins de chances d'être appliquée, compte tenu du raidissement de Bagdad et de Téhéran. Un certain nombre d'États souhaiteraient donc étudier l'application de sanctions, ce qui devrait provoquer d'âpres débats avec ceux qui préconisent la poursuite du dialogue. Le sommet arabe reprendra-t-il la condamnation verbale proférée par le CCG contre l'Irak ? Peut-être. En tout cas, une résolution devrait condamner l'occupation des terres arabes par la force.

et les menaces proférées à l'encontre des pays arabes. Rien en fait de très concret si de nature à satisfaire les exigences irakiennes.

En réalité, souligne-t-on dans la capitale jordanienne, le débat sur la guerre du Golfe sera l'occasion de poser le problème du retour de l'Égypte au sein de la Ligue arabe, ce que veut en premier lieu l'Irak. « La guerre du Golfe a montré l'importance de la densité démographique, explique un responsable jordanien, et l'Égypte est la profondeur stratégique démographique du monde arabe ». Il est significatif, à cet égard, que ce sommet se tienne dans le seul pays arabe qui a renoué ses liens diplomatiques avec l'Égypte après la rupture décidée en 1979. S'il paraît exclu que l'Égypte soit officiellement réintégrée au sein de la Ligue arabe, une résolution pourrait redonner aux pays la liberté de renouer individuellement avec Le Caire, et l'Irak sera alors le premier à le faire. Sur ce point, tout se passe comme si un accord tacite se faisait : l'autorisation de renouer avec l'Égypte contre une résolution modérée à l'égard de l'Irak qui satisfait la Syrie, toujours farouchement opposée au Caire.

Aide au Liban ?

La conférence internationale sur le Proche-Orient sera elle aussi un des thèmes du sommet. Mais, dans le même souci de ne pas provoquer d'éclat, la résolution à son sujet devrait se contenter de réclamer et d'appuyer la tenue d'une conférence internationale avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et des parties concernées. Une formule suffisamment vague pour éviter l'affrontement entre le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, le président syrien et le roi Hussein, qui ont tous des positions divergentes sur la nature et la forme de la représentation palestinienne. En tout état de cause, la conférence internationale n'est pas pour demain, l'important, en tout cas, est pour les pays arabes, d'adopter une position nette et commune qui ôte tout argument aux États-Unis et à Israël pour repousser l'unité d'une telle conférence. Celle d'autant plus que ce sujet sera sans doute évoqué par les Soviétiques lors du prochain sommet Reagan-Gorbatchev. On prête toutefois au chef de l'OLP, qui arrivera directement de Moscou, l'intention de rappeler avec quelque fermeté la demande de M. Engle à Rabat en 1974, qui reconnaît l'OLP comme seul et unique représentant

du peuple palestinien, et celle de Fatah en 1962 qui prônerait dans son point de vue la création d'un État palestinien indépendant.

Hormis les séances protocolaires d'ouverture et de clôture, celle-ci prévue pour mercredi, les débats se dérouleront à huis clos, il ne fait pas de doute que des tentatives seront faites en coulisses pour tenter de réconcilier les frères ennemis, ou du moins d'apaiser leurs rapports. Il paraît douteux toutefois que l'on assiste sur ce point à des résultats probants. La médiation jordanienne, pour tenter d'organiser une rencontre entre les présidents Assad et Gemayel, semble n'avoir pas abouti. La question libanaise ne fera pas l'objet d'un débat spécial, et, contrairement au discours du président Gemayel à Québec et à l'ONU, la présence des troupes étrangères sur le sol libanais ne devrait pas être évoquée. Le Liban, en revanche, pourrait se voir attribuer une aide économique substantielle.

Autre tentative de réconciliation à laquelle devrait s'atteler le premier l'Algérie, celle entre le président Assad et M. Yasser Arafat, mais, là encore, on est loin d'un accord, même si on peut penser qu'à Moscou le chef de l'OLP a reçu quelques « conseils » de modération pour préserver l'avenir.

Qu'attendre donc de ce sommet que beaucoup de délégations abordent avec une certaine appréhension tant les risques de dérapages sont grands et les arrières-pensées nombreuses ? Cette première réunion en cinq ans de tous les pays arabes sera en tout cas un test pour le futur de la nation arabe.

FRANÇOISE CHAPPAUX.

« M. Schwartzberg réclame l'extradition d'Alois Brunner. — M. Roger-Gérard Schwartzberg a demandé le 4 novembre au ministre des affaires étrangères, comme il l'avait déjà fait dans une question écrite le 21 septembre, et pourquoi, à la différence des autorités de l'Alger, le gouvernement français n'est toujours pas intervenu auprès de la Syrie pour obtenir l'extradition d'Alois Brunner afin qu'il réponde enfin devant la justice française des crimes contre l'humanité dont il s'est rendu coupable en France durant la seconde guerre mondiale. L'ancien colonel, à mort par contumace en France en 1954, s'est fait remarquer récemment en déclarant à un journal américain à propos des exterminations que, si c'était à refaire, il recommencerait.

Diplomatie

A l'ONU

Tempête dans un vase clos

NEW-YORK
de notre correspondant

Souvent envieux, le vase clos des Nations unies a trouvé le motif d'exaspération que les interminables débats sur le Namibie ne sauraient lui procurer : un secrétaire général adjoint a tenté d'user de méthodes modernes — audaces ! — afin de transformer le département de l'information de l'ONU en un secteur efficace et productif.

L'affaire avait commencé, le lundi 2 novembre, lorsque des journalistes ont trouvé, judicieusement dissimulés à l'entrée de la conférence de l'ONU, des photocopies d'une liste de consultants auxquels M. Théodore Paquet-Savigny a demandé de joindre un regard neuf et critique sur le fonctionnement de son département : dix-sept noms et le montant des honoraires, élevés certes, mais conformes aux usages de cette profession. Immédiatement, ce fut le bras armé de combat dans l'autre vase clos, celui des journalistes accablés, dont plusieurs décuvent sans doute que les offres de services qu'ils avaient soumises faites, discrètement, au département de l'information n'avaient pas été retenues.

Au fil des dépêches, M. Paquet-Savigny se trouvait rapidement accusé de dilapidation des maigres budgets de

l'ONU, de brutalité à l'égard de son personnel, de racisme et — dans le New York Post, l'organe de M. Rupert Murdoch — d'antisémitisme : elle aurait, il y a quelques mois, lors d'un dîner en ville, tenu des propos dont le témoin ne se souvient plus très bien... Ancienne directrice de la radiodiffusion canadienne, M. Théodore Paquet-Savigny semble avoir subi un échec sur son propre terrain, celui de la communication.

Certes, la liste des consultants comporte un nombre élevé de Canadiens et aucun des personnes citées n'est originaire du tiers-monde. De là à accuser l'impérialisme du racisme, il y a un pas que certains diplomates africains ont peut-être trop vite franchi. Quant aux dépenses engagées, elles ont été, indirectement, recommandées par l'Assemblée générale, qui, l'an dernier, avait adopté une réforme du fonctionnement de l'ONU, dont l'un des pivots est justement la modernisation du département de l'information. Meledroite face à des détracteurs de rentes de situation, M. Paquet-Savigny n'a pas su réagir et son image semble gravement ternie. Six mois après sa nomination, elle ne méritait sans doute pas un tel rappel des rétroscènes.

CHARLES LESCAUT.

Chef de l'Etat chinois

M. Li Xiannian attendu en visite officielle en France

Arrivé à Nice l'avant-veille, où il séjournera à titre privé, le président chinois Li Xiannian est attendu à Paris, le lundi 9 novembre, pour une visite d'État de quatre jours. Il s'entretiendra avec le président Mitterrand lundi, qui donnera le soir un banquet en son honneur. Mardi, il sera reçu à l'Élysée de Ville par M. Chirac, qui offrira ensuite un dîner au Quai d'Orsay ; ensuite, M. Li rencontrera les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères, puis M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre. Il quittera la France vendredi pour le Luxembourg, la Belgique et l'Italie.

La visite de M. Li en France sera sans doute le dernier voyage officiel du président chinois. Né en 1909 — comme il vient de le révéler alors que, de source occidentale, on le disait né en 1905 — dans une famille de paysans pauvres du centre de la Chine, membre du PCC depuis soixante ans, chef de l'État depuis 1983, M. Li a en effet, il y a une semaine, quitté à la fois le comité permanent du bureau politique et le comité central du PC. Un de ses successeurs au comité permanent, M. Qiao Guohua, longtemps responsable des services spéciaux au sein du parti et vice-premier ministre, l'accompagne à Paris. Très réservé à l'égard des réformes économiques entreprises en Chine, M. Li avait, en raison de son âge, commencé déjà de prendre ses distances par rapport aux grands problèmes. Sa démission pourrait être annoncée lors de la session annuelle de printemps de l'Assemblée nationale populaire ; il sera probablement remplacé par M. Yang Shangkun, secrétaire permanent de la commission militaire du comité central, né en 1907. Dans ce contexte, cette dernière tournée

prend l'aspect d'un cadeau de départ après de longs et loyaux services de l'un des derniers grands vétérans et chefs militaires du régime.

Des relations médiocres

Il ne faut donc pas attendre des résultats spectaculaires de ce séjour, même si, à des échelons inférieurs, les problèmes bilatéraux seront abordés. M. Li n'évoquera sans doute, pour sa part, que les dossiers internationaux (désarmement, Europe, Afrique...). Cette visite, qui fait suite à celle en 1986 de M. Hu Yaobang, alors secrétaire général du PCC, et celle en 1984 de M. Zhao Ziyang, alors premier ministre, ne devrait pas permettre de relancer les relations franco-chinoises qui se caractérisent par leur médiocrité. Par exemple, la France n'est que le onzième partenaire commercial de la Chine.

Les visites récentes de ministres français (MM. Raymond, Monory, Longuet, Noir) à Pékin n'ont pas permis de renouer avec l'embellie intervenue lors de celle de M. Mitterrand en 1983. Une convergence sur de grands problèmes et quelques « gros contrats » (centrale nucléaire de Daya Bay, vente de locomotives, de lignes téléphoniques...) ne sauraient cacher la faiblesse des échanges avec ce pays au demeurant fort difficile d'accès. Au cours des huit premiers mois de l'année, les ventes françaises à la Chine se sont élevées à 3,9 milliards de francs (+ 21,6 %) et les achats à 4,2 milliards (+ 34 %), soit 1,7 % du commerce extérieur français, au pourcentage inférieur à celui des échanges franco-asiatiques (2 %). Un protocole financier, sera cependant finalisé à l'occasion de la visite de M. Li Xiannian.

PATRICE DE BEER.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR
FRANÇAISES ET FRANÇAIS
le 11 NOVEMBRE
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE



AU PROFIT
des VÉTÉRANS
et de leurs familles

Amériques

NICARAGUA

L'archevêque de Managua est chargé d'une mission de médiation avec la Contra

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a demandé vendredi 6 novembre à l'archevêque de Managua, le cardinal Miguel Obando y Bravo, de servir de médiateur dans les négociations qu'il souhaite ouvrir avec la Contra afin de parvenir à un cessez-le-feu. Le cardinal, qui s'était déjà proposé pour établir des contacts avec les rebelles sandinistes, a indiqué qu'il fallait encore « affiner les détails » et qu'il voulait consulter les évêques du pays. Ce « dialogue indirect », proposé jeudi par le président nicaraguayen, continue à susciter de nombreuses réactions.

La Contra semble particulièrement embarrassée. Si certains chefs de la Résistance nicaraguayenne (RN) comme Adolfo Calero estiment qu'il s'agit d'une « ruse », d'autres comme Adolfo Cesar qualifient de « victoire pour la Résistance » la proposition de M. Ortega. Le dernier a ajouté que la négociation devait commencer « au plus tôt », en précisant que les dirigeants de la Contra ne poseraient aucune condition pour entamer le dialogue. L'un des points de désaccord pourrait soulever par certains concerne l'arrêt des combats. « Il est absurde », déclare M. Calero, de penser à discuter un cessez-le-feu sans prendre en compte des considérations politiques. Cela ressemble en fait à un refus de vrai dialogue de la part d'Ortega.

A Washington, le gouvernement américain a, pour sa part, accueilli avec prudence la proposition nicaraguayenne. Le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a estimé que cette offre peut être considérée comme un pas dans la bonne direction si les autorités sandinistes sont « de bonne foi ». « Nous allons suivre de près la situation pour voir si ces paroles sont traduites en actes », a pour-

sui M. Redman. La commission internationale de vérification et de suivi des accords de paix, qui regroupe treize pays latino-américains et les secrétaires généraux de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU, devrait se réunir dès samedi à Washington pour préparer sa mission. — (AFP, Reuters, UPI.)

HAÏTI

Les incidents se multiplient pendant la campagne électorale

Les groupes armés décidés à perturber le processus électoral en Haïti n'ont pas renoncé. Dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 novembre, les permanences ou résidences de trois candidats, MM. Marc Bazin, Grégoire Eugène et Leslie Manigat, ont été mitraillées. Un gardien présumé du domicile de M. Engue a été blessé aux jambes. Quelques heures avant cet attentat, M. Bazin, président du MIDM (Mouvement

pour l'introduction de la démocratie en Haïti), avait appelé l'ensemble des forces démocratiques à organiser une grande manifestation de soutien au CEP et à la démocratie, le 18 novembre prochain. Au cours d'un meeting à Pétionville, la banlieue résidentielle de Port-au-Prince, M. Bazin a clairement accusé les « macoutes » et les diversifiants écartés de la course à la présidence, d'être responsables de la récente vague terroriste.

Les trois principaux bailleurs de fonds d'Haïti, les États-Unis, la France et le Canada, ont, pour leur part, renouvelé, vendredi 6 novembre, leur soutien au Conseil électoral provisoire (CEP), l'instance indépendante chargée d'organiser les élections dans la République caribéenne. Dans un communiqué commun, les ambassadeurs de ces trois pays occidentaux à Port-au-Prince ont annoncé qu'ils « répondraient favorablement aux nouvelles demandes qui pourraient leur être formulées, afin qu'aucun problème technique ne fasse obstacle au bon déroulement des élections ». De son côté, le CEP a publié une déclaration réaffirmant que les élections présidentielles et législatives seraient bien liées le 29 novembre, « conformément à la Constitution ». Dans ce contexte, le général Henri Namphy, l'actuel président du Conseil national de gouvernement, s'est proclamé vendredi « commandant en chef des forces armées d'Haïti » pour un période de trois ans renouvelable. Il a indiqué, au cours de la cérémonie, que, dorénavant, le président de la République est le chef nominal des forces armées d'Haïti et ne les commande jamais en personne. Le commandement effectif des forces armées est confié à un officier général ayant pour titre « commandant en chef des forces d'Haïti ». — (Corrèp.)

BRÉSIL

Signature d'un accord avec les banques créancières sur le paiement de la dette brésilienne

Le Brésil, plus grand débiteur mondial, a accepté, le 6 novembre, un accord qui met fin à huit mois de moratoire sur le paiement des intérêts de sa dette. Le négociateur brésilien Fernando Bracher et ses banques créancières ont prévu, dans une première étape, le dépôt sur un compte spécial de 500 millions de dollars par le Brésil et d'un milliard de dollars (sous forme de crédit à court terme) par les banques, pour permettre au Brésil de payer les intérêts du dernier trimestre 1987.

Ultérieurement, ces dépôts seront complétés : le Brésil apportera au total 1,5 milliard de dollars et les banques 3 milliards, pour couvrir « une grande partie des besoins de financement extérieur en 1987, y compris les intérêts échus depuis le 20 février », date à laquelle le Brésil avait décidé un moratoire unilatéral.

La fin du moratoire est le prélude à des négociations sans doute beau-

coup plus difficiles sur un rééchelonnement de la dette brésilienne (110 milliards de dollars) et sur l'octroi de crédits bancaires à plus long terme. Le bonclage d'un nouveau plan de financement doit être réalisé avant le 16 juin 1988.

Le Brésil s'est également engagé « à rechercher un programme économique bénéficiant de l'appui du Fonds monétaire international » qui viendrait soutenir sa propre politique. Cet engagement marque un net revirement dans l'attitude du gouvernement brésilien qui n'avait cessé de critiquer, au début de l'année, l'action jugée néfaste de l'institution internationale. L'accord signé le 6 novembre permet également d'arrêter aux États-Unis une procédure réglementaire qui risquait de conduire à une rupture définitive des relations entre le Brésil et les banques américaines, principales créancières du pays.

حکومت اسلامی

مكتبة المجلد

Europe

ESPAGNE

Echec des derniers pourparlers sur les bases américaines

MADRID de notre correspondant

Comme tout le monde l'avait prévu, la septième série de négociations entre l'Espagne et les Etats-Unis sur la révision de leur accord militaire bilatéral, qui s'est déroulée les 5 et 6 novembre à Madrid, n'a pas été plus fructueuse que les précédentes. Ce traité, qui expire le 14 mai 1988, permet à Washington d'utiliser quatre bases en territoire espagnol.

Après ce nouvel échec, le gouvernement de Madrid a confirmé qu'il allait officiellement communiquer à Washington avant le 14 novembre son refus de proroger automatiquement le traité. Cette annonce doit, en effet, être effectuée six mois au moins avant la date d'expiration de l'accord, pour éviter sa prolongation d'un an.

La communication espagnole ne constitue certes pas une rupture, puisque les deux parties disposent toujours de six mois pour parvenir à un nouvel accord. Une huitième réunion est prévue pour la mi-décembre à Madrid. Mais le dépassement de l'échéance du 14 novembre n'en a pas moins valeur de symbole : il montre que les deux parties sont décidées à se livrer à une véritable épreuve de force dans les mois à venir.

La cause du désaccord est toujours la même : l'Espagne exige le départ de son territoire des soixante-douze avions américains F-16 stationnés sur la base de Torrejon, près de Madrid. La dernière contre-proposition américaine, consistant à réduire le nombre d'appareils de soixante-douze à quarante-huit (soit de trois à deux escadrons) a été rejetée par la partie espagnole. A Madrid, on affirme qu'il n'est pas question d'entrer dans un « marchandage » sur le nombre d'avions, l'objectif étant « d'hispaniser » totalement Torrejon, comme les négociateurs espagnols l'ont invariable-

ment exposé à leurs interlocuteurs américains depuis leur première réunion conjointe, en juillet 1986.

Certes, de part et d'autre, on s'efforce publiquement de dédramatiser la situation, en soulignant que personne ne désire véritablement la rupture. Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, s'est affirmé à plusieurs reprises qu'il voulait à tout prix éviter que l'impasse actuelle ne provoque un regain d'hypernationalisme, dans ce pays où l'opinion publique est traditionnellement très réticente à l'égard des Etats-Unis.

Les positions n'en restent pas moins fermes sur le fond. « Si la demande espagnole n'est pas acceptée, il n'y aura pas de nouvel accord », nous a catégoriquement réitéré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Innocencio Arias, à l'issue des négociations. Du côté espagnol, on continue à croire que les Etats-Unis acceptent l'exigence de Madrid, mais qu'ils attendront pour cela le dernier moment.

THIERRY MALINIAK.

● Consultations franco-espagnoles et franco-portugaises. — Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, est attendu le lundi 9 novembre à Paris pour une visite de travail à l'invitation de M. Jacques Chirac. Il sera également reçu par le président Mitterrand, qu'il avait rencontré l'été dernier dans les Landes. Cette visite, qui entre dans le cadre des contacts réguliers entre Paris et Madrid, doit être consacrée essentiellement aux affaires de la Communauté européenne ainsi qu'au problème basque et aux échanges culturels entre les deux pays. M. Chirac, qui s'est rendu à Madrid en novembre 1986, effectuera par ailleurs une visite de travail de quelques heures au Portugal, le 13 novembre.

Asie

JAPON : un entretien avec le nouveau premier ministre

« Nous devons avoir une diplomatie fiable » nous déclare M. Takeshita

TOKYO de notre correspondant

C'est un homme prudent, effaçant une modestie tranchant avec la confiance en soi de son prédécesseur, qui a pris, le vendredi 6 novembre, les rênes du pouvoir de la troisième puissance mondiale à un moment où, comme le reste du monde, elle traverse une tempête monétaire et boursière. A l'instabilité de l'environnement international, M. Noboru Takeshita a répondu par la formation d'un cabinet, sans doute sans grand relief, mais solide, fondé sur un savant équilibre des forces du Parti libéral démocrate afin d'en consolider l'unité.

M. Takeshita ne cherche pas à briller ou à se croire investi d'une mission historique : « Mon cabinet ne sera qu'une goutte d'eau dans l'histoire nationale », dit-il en conclusion de notre entretien. Equivalant les questions embarrassantes, il se réfugie volontiers dans l'ironie. Lui sera-t-il difficile de succéder à M. Nakasone ? « M. Nakasone est plus grand que moi et, selon les critères de beauté masculine japonaise, c'est un bel homme. Moi, on dit que je suis plutôt « baby face ». Il ne me reste plus qu'à mettre en valeur mes capacités intellectuelles. On dit aussi que je suis un grand partisan du consensus. C'est vrai : je prête toujours l'oreille à ce que l'on me dit. Mais il ne faut pas être hésitant pour autant et, soyez-en sûr, tous les jours je me répète : c'est à toi maintenant de décider. »

Suave et apparemment serein, M. Takeshita, qui a la réputation de ne jamais lever la voix, est un homme patient et tenace, mais aussi pragmatique. L'un des leit-motifs du nouveau premier ministre est « une diplomatie fiable » — une pierre dans le jardin Nakasone,

qui, trop souvent, a fait des promesses qu'il n'a pas pu tenir. M. Takeshita sait parfaitement ce que les partenaires du Japon attendent de lui, et il prend date : « Le prochain budget sera orienté vers la demande intérieure sans que l'on ait besoin de recourir à un budget supplémentaire. Quant à la réforme fiscale, c'est moi qui l'ai lancée en tant que ministre des finances, et elle sera faite quel qu'il arrive. »

« Membres de camp occidental »

Depuis la guerre, le Japon a longtemps cru avoir une vision claire de son destin comme pays pauvre en matières premières et devant exporter pour survivre. Aujourd'hui, il est riche : quel rôle doit-il assumer sur la scène internationale ? « Lorsque le traité de sécurité nippo-américain a été passé (1951), notre revenu par tête d'habitant était le sixième de celui des Etats-Unis. Aujourd'hui, nous sommes pratiquement à égalité, mais quand il y a des conflits, par exemple dans le Golfe persique, le Japon n'intervient pas. C'est une situation gênante dont nous sommes conscients. Mais en raison des dispositions de la Constitution, notre capacité militaire est limitée. Nous devons assumer des responsabilités dans d'autres domaines. Je considère la coopération internationale dans le domaine économique comme prioritaire pour le Japon. Nous sommes membres du camp occidental et nous en assurons les responsabilités, mais dans le respect aussi du traité de sécurité avec les Etats-Unis. »

L'alliance militaire avec les Etats-Unis se double cependant d'une rivalité économique de plus en plus évidente : « Cette contradiction s'aggrave et devient inqui-

tante. Pour remédier aux frictions économiques, le Japon doit en premier lieu résoudre ses problèmes internes. Il faut mener parallèlement les deux démarches : chercher des solutions aux problèmes internes et en même temps aux rapports américains-japonais. Mon expérience dans le cadre du comité yen-dollar, lorsque j'étais ministre des finances, m'incite à penser que c'est la meilleure méthode pour obtenir des résultats. »

M. Nakasone a fait sauter le verrou qui limitait à 1 % du PNB les dépenses militaires, mais assumer davantage de responsabilités sur le plan international suppose que le Japon consacre de plus en plus de financements aux questions de défense : « C'est exact. On peut, je crois, obtenir l'adhésion progressive du peuple japonais à une telle politique, si on lui explique que l'augmentation du budget militaire est surtout destinée au maintien de certains emplois sur l'archipel. » Ou bien se libérer de l'hypothèque que fait peser l'article 9 de la Constitution sur la souveraineté du Japon en lui interdisant le recours à la guerre et en limitant ainsi ses capacités défensives ? « Lorsque j'étais jeune, je considérais la Constitution comme un texte qui avait été traduit de l'américain [ce qui est effectivement le cas]. Mais les Japonais sont favorables au pacifisme, et je n'ai pas dans l'esprit de faire procéder à un référendum pour amender la Constitution. »

Le Japon riche et puissant de cette fin de siècle sent-il encore peser sur lui le poids de sa responsabilité dans la guerre ? « J'ai été l'un des derniers sous-secrétaires de l'armée japonaise : le jour où je mourrai, je pense que la période de l'après-guerre sera achevée. Mais soyons réalistes, ce sont les efforts quotidiens des Japonais pour développer la coopération économique

avec les pays d'Asie qui feront progressivement disparaître les séquelles de la guerre. »

Le grand slogan de l'ère Nakasone a été l'« internationalisation » : qu'est-ce que cette notion, pour le moins vague, signifie pour M. Takeshita ? « L'économie japonaise est sans doute celle qui a le plus bénéficié du principe du libre échange. Aussi, l'internationalisation du Japon me paraît-elle prioritaire. J'ai l'intention de développer sans relâche les arguments permettant de changer la mentalité des Japonais afin que la population considère cette internationalisation non pas comme imposée de l'extérieur, mais comme une évolution normale pour une grande puissance. »

Le « furusato »

Concrètement, comment se traduit cet acte de foi ? « L'internationalisation se fera sur la base du rapport Maekawa qui a souligné la nécessité d'un ajustement structurel de l'économie japonaise. L'ouverture plus grande du marché japonais va poser des problèmes d'emploi que nous devons résoudre par un effort particulier sur la formation professionnelle. »

Cette internationalisation n'est-elle pas en contradiction avec ce retour au furusato (le village natal) que prône le nouveau premier ministre ? « Ma thèse sur le furusato consiste à réaménager le territoire national et à développer l'infrastructure sociale afin que chacun ait le sentiment d'appartenir à une communauté, à un furusato. Pour atteindre cet objectif, il faut encourager la demande interne : l'internationalisation se fera, mais elle doit être poursuivie en conservant l'identité culturelle japonaise. »

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Le sort d'Alain Guillo

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Rémond, a convoqué, vendredi 6 novembre, M. Iakov Riabov, ambassadeur d'URSS à Paris, pour lui exprimer « la vive préoccupation du gouvernement français au sujet du journaliste Alain Guillo, retenu en Afghanistan », et lui demander « la contribution des autorités soviétiques en vue d'un dénouement rapide », a annoncé un communiqué du Quai d'Orsay.

Le numéro un de Kaboul, M. Najibullah, avait confirmé peu auparavant, à Moscou, qu'Alain Guillo, photographe à l'agence Sygma, avait été arrêté en Afghanistan avec un groupe de résistants et faisait l'objet d'une « enquête judiciaire ». Il avait précisé que le journaliste français était déjà entré illégalement en Afghanistan neuf fois.

De son côté, Jacques Aboubakar, journaliste d'Antenne 2, qui avait été emprisonné en Afghanistan en 1984, s'est déclaré, au micro de RMC, préoccupé par le sort de son confrère, journaliste indépendant, donc plus vulnérable car ne disposant pas du soutien d'une organisation puissante comme celle d'une télévision, qui a « des moyens de pression ».

La guerre du Golfe

L'Irak accentue sa pression militaire

L'Irak a accentué sa pression sur l'Iran, vendredi 6 novembre, en multipliant, à deux jours de l'ouverture du sommet arabe d'Ammen, ses bombardements aériens contre des installations économiques, au lendemain de raids contre des pétroliers. Ces raids, dont un seul a été confirmé par les Lloyd's de Londres, ont entraîné des représailles de la part de la marine iranienne qui a attaqué à la roquette anti-char le pétrolier américain Grand Wisdom, battant pavillon panaméen, en présence d'une frégate américaine impuissante.

Par vagues successives, l'aviation irakienne a pilonné le complexe pétrochimique de Bandar Khomeini, dans le nord du Golfe, le laissant, selon Bagdad, « en flammes ». Ces bombardements ont suscité de nouvelles menaces de riposte de la part de l'Iran, dont le président, M. Ali Khamenei, a déclaré vendredi que « l'Irak devrait être puni ». L'Irak a pu émettre le monde ne veut pas le faire ». D'autre part, certaines contradictions sont apparues vendredi dans la position de l'URSS. Un officiel soviétique, M. Boris Pyadyshchev, a écarté, à l'ONU, un éventuel

recours à des sanctions contre l'Irak, qualifiant de « constructive » l'approche « générale » de ce pays. Dans le même temps à Bagdad, le chargé d'affaires d'URSS en Irak, M. Vladimir Vochakhan, déclarait que son pays « ne s'opposera pas » à l'imposition par l'ONU de sanctions « contre la partie » qui refusait un cessez-le-feu et que Moscou « soutient la position de l'Irak ». — (AFP, AP, Reuters.)

Vietnam

un prêtre condamné à la prison à vie

Le père Tran Dinh Thu, âgé de quatre-vingt-un ans, et M. Chau Van Dat, responsables d'un courant catholique de la banlieue de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), reconnus coupables d'avoir « entraîné et armé des contre-révolutionnaires », ont été condamnés, jeudi 5 novembre, à la détention à perpétuité par un tribunal populaire. Vingt et un de leurs « complices » ont été condamnés à des peines de cinq à vingt ans de prison. Soixante-trois autres catholiques ont été acquittés parce que leurs crimes ont été jugés « mineurs », a annoncé l'agence officielle de presse vietnamienne. Le père Thu est directeur de la Congrégation des maristes rédempteurs, installée à Tam-Phu,

dans le district de Thu-Duc. Il avait déjà été interné de 1975 à 1977. — (AFP-UPL)

Tchad

Des missiles américains Stinger pour le président Habré

Le gouvernement américain a décidé de fournir des missiles Stinger au Tchad pour renforcer les capacités de défense antiaérienne de ce pays face à la Libye. La décision, prise il y a environ deux mois, a été confirmée le vendredi 6 novembre par le Pentagone et le département d'Etat. « Les raisons de cette décision sont évidentes. Ce sont des armes défensives, et le Tchad est victime de survols continus d'avions libyens », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

Le missile Stinger, arme individuelle et très maniable, est considéré comme particulièrement efficace par les spécialistes. Les Stinger ont fait leurs preuves en Afghanistan, où leur utilisation par les moudjahidines a considérablement restreint la marge de manœuvre de l'aviation soviétique.

M. Redman a indiqué qu'une équipe chargée d'entraîner l'armée tchadienne au maniement de cette

arme se trouvait déjà sur place. Il n'a précisé ni le nombre de missiles ni le date de leur livraison. Mais, selon des sources proches du Pentagone, vingt-quatre missiles et sept lanceurs, valant environ 2 millions de dollars, parviendront au Tchad dans une quinzaine de jours. De source informée à Washington, on assure que la France n'a pas réagi négativement à ce geste. « Vous pouvez parier que cela a d'abord été soumis à l'aval de Paris, avant même que nous parlions des Stinger aux Tchadiens », a déclaré un responsable américain.

La Libye a aussitôt dénoncé la fourniture des Stinger à N'Djamena et accusé les Etats-Unis de vouloir provoquer un nouveau conflit. — (AFP, Reuters.)

● PÉROU : audacieux coup de force de la guérilla. — Des membres du mouvement péruvien d'extrême gauche Tupac Amaru ont réalisé, le vendredi 6 novembre, un des plus audacieux coups de force de la guérilla en occupant pendant cinq heures la ville de Juanjui, à 600 kilomètres au nord-est de Lima. L'attaque de cette agglomération de douze mille habitants a fait un mort et quatre blessés dans les rangs de la police. Les deux cents à trois cents assaillants ont dynamité trois commissariats de police avant de se retirer. — (AFP, Reuters.)

● INDE : sept tués au Pendjab. — Des séparatistes sikhs ont tué sept personnes au Pendjab, dont quatre policiers, le vendredi 6 novembre, ont annoncé la police et l'agence PTI. Le ministre de l'intérieur, M. Buta Singh, a déclaré que les forces de sécurité avaient arrêté mille neuf cent trente-cinq suspects et en avaient tué cent quatre-vingt-dix-sept autres entre le 12 mai et le 21 octobre au Pendjab. De leur côté, les militants sikhs ont tué quatre cent quarante-cinq civils et quarante-neuf policiers durant la même période. Des informations non officielles ont fait état de plus de sept cents tués au Pendjab depuis le début de l'année. — (AFP.)

● URSS : l'ancien mari de Marina Viedy à l'honneur. — Sept ans après sa mort, le chanteur-compositeur soviétique Vladimir Vysotsky, dont l'œuvre est très populaire en URSS, vient d'être officiellement reconnu par le Kremlin.

Son nom figure sur la longue liste des lauréats du prix de l'Etat décerné à l'occasion du 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre. Vysotsky, mort à l'âge de quarante-deux ans en juillet 1980, était le mari de l'actrice française d'origine russe Marina Viedy, qui vient de publier un livre retraçant sa carrière sous le titre Vladimir ou le vol arrêté. — (Reuters.)

LES DERNIÈRES NOUVELLES DU FRONT. AU FORUM RMC-FR3 J-M. LE PEN.

Dimanche 8 Novembre à 13 h 30



Toute la vie est au programme.



Politique

L'affaire des ventes d'armes françaises à l'Iran

La polémique entre le gouvernement et les socialistes se poursuit un ton au-dessous

« Faites attention à ne pas alimenter un courant qui n'est au bénéfice de personne ! » c'est l'appel lancé par le premier ministre, M. Jacques Chirac, aux hommes politiques à propos des « affaires ».

Invité du « Samedi 1 heure » sur Canal Plus, M. Chirac a affirmé que le gouvernement ne fait « ni machine arrière ni machine avant » sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. « Laissons la justice faire son travail (...) et, à partir de là, les sanctions, s'il doit y en avoir, devront et seront appliquées, bien entendu, et l'opinion publique jugera de l'éventuelle responsabilité des hommes politiques concernés, des ministres », a poursuivi M. Chirac, qui n'a à aucun moment lancé un appel au président de la

République pour obtenir des éclaircissements. « S'il y a eu livraison d'armes à l'Iran, contrairement à la politique de la France, alors oui, c'est une affaire d'Etat », a-t-il toutefois affirmé. Ainsi M. Chirac continue de souligner, d'un même mouvement, le chaud et le froid.

Tandis que M. Bergeron, secrétaire général de FO, demande « aux politiques de mettre la pédale douce sur le déballage d'affaires qui mettent en cause la stabilité des institutions », les socialistes ne restent pas silencieux. C'est ainsi que M. Pierre Mauroy a fait une mise au point sur les principales étapes de la politique française à l'égard de l'Irak et de l'Iran. L'ancien premier ministre a également reproché

à M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, de ne pas avoir le sens de l'Etat. M. Mauroy a enfin rappelé que c'est un gouvernement de droite qui, le 21 janvier 1981, levé l'embargo sur les ventes d'armes à l'Iran.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, on considère que cette affaire a été lancée par de hauts responsables du cabinet du premier ministre, du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice. De son côté, M. Baudouin, porte-parole du premier ministre, après avoir assuré que l'Hôtel Matignon n'interpellait pas sur cette affaire le chef de l'Etat, a indiqué que MM. Mitterrand et Chirac en parleraient très prochainement.

Dans la presse parisienne, *Libération* s'interroge sur la stratégie chiraquienne et assure qu'elle conduit tout droit à une nouvelle candidature de M. Mitterrand, tandis que *l'Humanité* dénonce « la mentalité de marchands de canons » propre à tous les dirigeants français. Enfin le *Quotidien de Paris* parle d'un « accord armistice » entre l'Elysée et Matignon.

A l'étranger, la presse estime généralement que, derrière le scandale, c'est le président de la République qui est visé à l'approche de l'élection présidentielle. L'agence Tass souligne, elle, que « les coups en dessous de la ceinture font partie depuis longtemps des mœurs politiques du pays ».

M. Chirac veut préserver ce qui reste de la cohabitation

C'est en débarquant de l'avion qui le ramenait d'Israël, mardi 3 novembre, que M. Chirac, assure-t-on à Matignon, a été informé des développements pris par l'affaire Luchaire. Le premier ministre aurait alors, selon les mêmes sources, manifesté son étonnement devant l'ampleur médiatique et politique accordée à la diffusion du rapport Barba.

Se rendant en Bretagne jeudi, M. Chirac n'a pas parlé d'une « affaire d'Etat », selon la formule un peu hâtive utilisée par M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, à la sortie du conseil des ministres la veille ; il y a vu plutôt une « regrettable scorie du système démocratique » comme il en profère toujours en période préélectorale. Il faudrait donc désormais « déplorer l'exploitation outrancière » donnée à de tels événements.

A travers le point de presse de son porte-parole vendredi matin 6 novembre, le premier ministre a pu encore un peu mieux préciser sa pensée. Il l'a fait également lui-même ce samedi 7 novembre à deux reprises : lors d'une intervention à Canal Plus — « Laissons la justice faire son travail », a-t-il dit — et l'après-midi devant les militants RPR de Paris réunis en meeting à la Mutualité.

Comme l'a dit M. Baudouin, « l'Hôtel Matignon n'a donc pas l'intention d'interpeller le prési-

dent de la République dans cette affaire », ne serait-ce que, parce qu'elle concerne le Proche-Orient, où « la moindre divergence ne pourrait que servir nos adversaires ».

Le souci premier de M. Chirac serait donc, toujours selon son porte-parole, de préserver la cohabitation et de ne pas être prématurément en conflit ouvert avec le chef de l'Etat. Cela n'empêche pas l'Hôtel Matignon de faire savoir que si M. Chirac possède des munitions contre le Palais de l'Elysée, il est résolu à ne pas s'en servir. Ou tout au moins à ne pas tirer le premier.

Malgré les insinuations ou les commentaires, les proches de M. Chirac assurent dans le même temps qu'ils n'ont toujours aucun reproche à faire au comportement des bêtes du Palais présidentiel. La « cohabitation armistice » devrait donc se poursuivre ; c'est pour cela qu'on se défend à Matignon d'être à l'origine de la fuite.

Baudouin alias Prévert

En s'efforçant de désapprouver la mise en cause de M. Mitterrand, M. Chirac tente ainsi d'échapper à la réprobation de l'opinion dont pâtissent tous les partis, comme le montre le sondage de la SOFRES pour le *Nouvel Observateur*.

Mais le premier ministre ne peut évidemment pas pour autant ignorer

« l'affaire Luchaire » elle-même. C'est donc exclusivement sur les socialistes et sur les gouvernements précédents que portent ces reproches. Le premier ministre, par la voix de M. Baudouin, a fait à l'occasion la leçon aux socialistes en prenant la défense — une fois n'est pas coutume — des journalistes qui ont fait leur métier et qu'on ne « doit pas soupçonner d'être manipulés ».

Cette allusion vise à l'évidence MM. Jospin et Hérault, qui ont manifesté quelque agacement envers la presse ces derniers jours. Il n'en demeure pas moins, pour l'Hôtel Matignon, que « ce n'est pas politique » que de rappeler que quatre affaires se sont produites sous un gouvernement socialiste, c'est-à-dire, souligne-t-on, avant la cohabitation. Et sur le ton d'une fausse innocence, M. Baudouin énumère, comme il s'agit d'un simple catalogue : un détournement de fonds publics, une tentative de subordination de témoins, un acte de piraterie internationale avec mort d'homme et un trafic d'armes illicites. Prévert n'aurait pas mieux fait.

En regard de ces « graves » affaires, le porte-parole de M. Chirac évoque nullement l'affaire Chaban-Delmas, l'affaire Michel Droit, qui ne sont pas de même nature, non plus celle du faux passeport de M. Challe. En revanche, il insiste sur le fait que, depuis mars 1986, « aucune exportation d'armes françaises n'a eu lieu vers

l'Iran ». Si M. Baudouin ne parle à aucun moment de sommes d'argent versées à des intermédiaires proches du PS, c'est qu'il ne veut rien insinuer qui ne soit prouvé et, au passage, il s'offre même le luxe de réprocher l'attitude de certains socialistes qui voudraient faire de M. Charles Hernu un bon émissaire.

Il est sans doute quelque peu artificiel de mettre en cause le gouvernement socialiste à l'occasion de ces « graves affaires », tout en affectant d'ignorer que M. Mitterrand était alors président de la République. Mais si cela est fait aussi clairement, c'est pour souligner la volonté de M. Chirac de préserver ce qui reste de la cohabitation. Toutefois, en s'adressant samedi aux militants RPR de Paris réunis à l'initiative de M. Jean Tibéri, député de la capitale, il ne pourra pas ignorer l'impudence de ses partisans.

A défaut de présenter un programme de campagne toujours flou, il devrait répondre à leur attente en esquissant un premier bilan de son action et les grandes lignes de son programme de l'indépendable. Mais pour M. Chirac, les « scories » devront être dissipées pour qu'il se lance véritablement dans la compétition et il souhaite le faire le plus tard possible.

ANDRÉ PASSERON.

POINT DE VUE

Salir, disent-ils !

par Lionel Jospin
premier secrétaire du PS

Je ne peux laisser passer sans réagir les déclarations de M. Chirac et de son porte-parole, M. Baudouin, car, aujourd'hui, chez eux, l'hypocrisie le dispute au cynisme.

Chacun sait bien dans la presse que la campagne brutale conduite contre le Parti socialiste, et maintenant contre le président de la République, est orchestrée dans ses moindres détails par Matignon. C'est de là que viennent les informations livrées à certains journaux. C'est de là qu'a pu être donné au *Figaro* le rapport « confidentiel défense ». Ce qui est d'ailleurs un crime du point de vue de la loi.

La méthode qui consiste pour les chiraquiens à lancer une campagne et, pour leur chef, à jouer les pères nobles et à se donner les gants de ne point vouloir l'exploiter, porte la marque spécifique de ce groupe politique. MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing l'ont subie en 1974 et 1981, à la veille d'autres élections présidentielles. M. Chirac n'en a finalement guère tiré profit. Il veut nous infliger le même traitement en 1988, mais il sera cette fois encore battu.

Des armes à l'Iran, il en a été vendu avant mai 1981 (l'embargo avait même été levé en janvier par le précédent gouvernement) ; en 1981 et 1986, malgré les instructions contraires réitérées par les autorités de l'Etat ; et peut-être même après 1986.

Si des fautes ont été commises par des responsables, militaires ou politiques, à l'occasion des fraudes à l'exportation d'armes organisées par la société Luchaire, alors c'est à la justice de s'en saisir. Encore faut-il que ces fautes soient établies, ce qui n'est pas, à ma connaissance, le cas dans le rapport Barba. Encore faut-il que la justice puisse agir selon ses règles et ses garanties. Or on a retardé l'action du juge en laissant dormir le rapport ; mais on a alimenté les médias pour salir les socialistes.

Les socialistes ne se laisseront pas intimider par une campagne de calomnies où insinuations et condamnations se succèdent dans le fracas d'un procès sans preuves. Ils ne se laisseront pas non plus impressionner par une équipe gouvernementale, dont le ministre de l'Intérieur rouve des cercles de jeux qui avaient été fermés par précaution, et dont le garde des sceaux trouve normal de spéculer à la hausse et à la baisse sur les pierres précieuses.

Le débat sur le financement des partis est relancé

En marge de l'affaire Luchaire, le débat sur le financement des partis politiques bat son plein. Le conseil politique du Centre des démocrates sociaux (CDS), qui s'est réuni à Paris samedi 7 novembre, devait décider du dépôt au Parlement d'une proposition de loi sur le financement des formations politiques.

Ce texte s'articule autour de quatre idées : le recours accru au financement public pour les campagnes électorales, des incitations fiscales modestes pour les contributions privées, un regard sur la transparence des caisses des partis et le plafonnement des dépenses électorales. Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, a indiqué que le groupe de travail sénateurs-députés de la majorité qui doit se mettre en place pour travailler sur ce dossier pourra définir « les contours » d'une proposition susceptible d'être adoptée à la prochaine session du Parlement.

Samedi, sur Canal Plus, le premier ministre, M. Jacques Chirac a affirmé qu'il est favorable à la réunion d'une commission parlementaire qui puisse faire « rapidement des propositions pour savoir comment l'on pourrait améliorer la transparence ». M. Chirac ne se fait toutefois pas « beaucoup d'illusions, car il y aura toujours des financements secrets : c'est dans la nature des hommes. Mais, enfin, on pourrait au moins améliorer la transparence en exigeant en particulier de savoir comment et à quel niveau les différentes campagnes législatives, présidentielles, communales, sont financées ».

● M. Charles Hernu contre l'événement du jeudi. — L'ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, a publié la déclaration suivante : « M. Hernu a pris connaissance du dernier numéro de l'« Evénement du jeudi » le mettant en cause sans égards, ni pour son honneur ni même pour sa vie privée. Il a chargé son avocat, M. Christian Charrière-Bourmazel, de mettre en œuvre les procédures appropriées et il réagira de la même manière contre les atteintes de même nature dont il serait victime. »

La politique française au Proche-Orient entre 1981 et 1986

« Nous n'acceptons pas que l'Irak puisse être battu » réaffirme M. Pierre Mauroy

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, nous a adressé, vendredi 6 novembre, le texte suivant : « La confusion complaisamment entretenue brouille les cartes, dans le but évident non seulement de compromettre le Parti socialiste, mais surtout d'atteindre le président de la République.

Comme ancien premier ministre, je voudrais effectuer une mise au point sur trois plans :

1. Sur la politique de la France à l'égard du conflit entre l'Iran et l'Irak : ce conflit a éclaté en 1980, c'est-à-dire avant que nous ne prenions en charge les responsabilités de l'Etat. La politique d'embargo avait été décidée le 21 mai 1980. Elle concernait l'ensemble des pays européens. Un fait pourtant échappé à beaucoup. L'embargo a été levé en France le 21 janvier 1981 par le gouvernement de l'époque. Il n'a pas été rétabli depuis. Et pourtant, de notre propre initiative, nous avons appliqué à l'égard de l'Iran et en matière d'armes une stricte politique de refus. Dans ce conflit, la position de la France est simple au niveau des principes, mais complexe dans l'application. Pour ce qui est des principes, nous n'avons pas d'ennemis mais nous n'acceptons pas que l'Irak puisse être battu. Il en va en effet de l'équilibre d'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. La mise en œuvre de cette politique s'est trouvée compliquée par le fait que les deux belligérènes se sont installés dans une guerre d'usure, continue en vies humaines comme en destructions matérielles.

« Des manquements personnels »

Je peux vous dire en confiance que, lors de mes nombreux entretiens avec le président de la République sur ce sujet, jamais nous n'avons envisagé de remettre en cause cette politique de refus. Mais que tout notre problème était d'apprécier la juste mesure de l'aide qu'il convenait d'apporter à l'Irak.

Cette politique délicate a été poursuivie par Laurent Fabius dans un contexte encore plus difficile. En effet, la France se trouvait en plus confrontée au dramatique problème des otages du Liban. Jamais nous n'avons modifié le cap.

Ma seconde mise au point concerne ce que l'on appelle

l'affaire Luchaire. Je rappelle que s'il y a eu trafic, c'est parce qu'une politique de refus avait été définie et appliquée par mon gouvernement, sinon les exportations à destination de l'Iran n'auraient pas posé de problème.

Comme tout le monde, pour apprécier le dossier, je ne peux me référer qu'à un rapport administratif qui n'est qu'un exposé de déclarations sans qu'il y ait eu confrontation si véritable enquête.

L'existence d'un trafic, au profit de l'Iran, aurait été signalée à la fin du mois de mai 1984. Je peux simplement dire qu'au milieu des dizaines de messages qui sont quotidiennement passés au président de la République et au premier ministre, il me paraît tout à fait naturel que, informé d'un trafic, le chef de l'Etat ait demandé que le ministère de la défense en soit saisi, lui qui est le supérieur hiérarchique de la DGSE. Je ne vois pas quelle autre réaction aurait pu être celle du président.

D'ailleurs, l'observe que, si cette affaire existe, c'est parce qu'après la levée de l'embargo, les socialistes ont appliqué à l'égard de l'Iran la politique de refus et engagé, dès lors qu'ils ont eu connaissance d'un cas de non-application de leurs instructions, les procédures d'enquête nécessaires.

Cela signifie qu'il y a eu un dérogement et des manquements personnels à l'application de la politique gouvernementale à un échelon que j'ignore. Il est donc normal qu'une enquête ait été ouverte. Elle l'a été par le ministre Paul Quilès. Et d'ailleurs les modalités de notre politique de refus ont été rappelées par le gouvernement de Laurent Fabius, puisque j'avais quitté mes fonctions en juillet 1984.

Ce qui importe, c'est la continuité d'une seule et même politique pendant cinq ans sous l'autorité du président de la République. Il est souhaitable que l'enquête soit aujourd'hui menée à bien et que les sanctions éventuelles soient prises. J'aurais apprécié que le ministre de la défense, dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, puisse nous exprimer ou tacite d'exporter des armes vers l'Iran.

Trois semaines, l'entente que certains ont pu avoir, au sujet de ces dérogations, d'affaire d'Etat ; je voudrais dire qu'il y aurait affaire d'Etat si le gouvernement socialiste avait cherché à dissimuler les manquements qui ont pu se produire. Tel n'a pas été le cas, puisque c'est au contraire à son initiative que les procédures ont été engagées.

« Le sens de l'Etat »

J'ai entendu le porte-parole du gouvernement dire qu'il y avait « affaire » et « affaire ». Il a raison. Des affaires, la France en a beaucoup connues, connues beaucoup dans les phases de préparation des élections présidentielles, surtout quand le scrutin vient à son échéance normale.

Je veux dire plus précisément à M. Juppé que s'il peut exister des affaires d'Etat, il existe aussi un sens de l'Etat. Je veux lui dire qu'un ministre de la République n'a pas le droit d'y manquer. Or il y manque lorsque, pour des raisons de lutte politique, il met artificiellement en cause le président de la République.

Les Français jugeront dans quelques mois qui honore sa fonction et qui l'utilise de manière partisane en n'hésitant pas à dégrader ainsi les règles de notre démocratie.

Un nouveau démenti de M. Jean-François Dubos

M. Jean Couturon, avocat de M. Jean-François Dubos, mis en cause dans l'affaire Luchaire, a diffusé, vendredi 6 novembre, un communiqué dans lequel son client « dément le rôle et les propos qui lui sont prêtés » par le rapport du contrôleur général des armées, Jean-François Barba.

M. Dubos, ajoute le communiqué, « s'inquiète de voir ainsi un procès instruit sur la place publique, sans aucune garantie de droit ».

Après avoir pris connaissance du rapport Barba tel qu'il est publié, M. Dubos « confirme les termes » de son communiqué du 3 novembre (*Le Monde* du 4 novembre). Dans celui-ci, il affirmait notamment n'avoir « jamais donné à aucune société l'autorisation expresse ou tacite d'exporter des armes vers l'Iran ».

Le regain de tension en Nouvelle-Calédonie

Après la mort d'un jeune Mélanésien de dix-huit ans, atteint, selon le ministère des DOM-TOM, par un « tir de discussion » et la fusillade qui a suivi le même jour, blessant deux gendarmes, le FLNKS a dénoncé « le droit délégué d'exterminer au Canaque », instauré, selon lui, en Nouvelle-Calédonie. De son côté, le Parti socialiste a accusé le gouvernement d'être incapable d'apaiser « les tensions dans ce territoire », tandis que M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, demandait solennellement au gouvernement « la révision du procès de Henghène (les auteurs de l'émasculation, qui avait coûté la vie à dix Mélanésiens ont été acquittés) et des sanctions exemplaires contre les responsables de la mort du jeune Canaque ». M. Jack Lang a, lui, estimé que « le gouvernement de la droite a introduit le désordre et la violence en Nouvelle-Calédonie », tandis qu'un syndicat de policiers, la FPIP, proche de l'extrême droite, a demandé, en revanche, la dissolution du FLNKS.

« La chasse au Canaque est ouverte » affirme M. Jean-Marie Tjibaou

NOUMÉA
de notre correspondant

Le visage fermé, cartouchières noires à la taille, et carabines levées à la verticale, les jeunes se sont livrés dans un garde-à-vous improvisé au passage du cortège qui traversait la tribu. Certains d'entre eux ont même tiré des salves en l'air.

Ce sont eux, les « enrégés de Saint-Louis », qui, vendredi après-midi 6 novembre, révoltés par la mort de Léopold Dawa, tombé sous les balles d'un gendarme-parachutiste, ont livré aux forces de l'ordre une véritable bataille au cœur de la tribu, dont on se demande par quel miracle elle n'a pas fait de victimes (deux gendarmes légèrement blessés). Ce samedi 7 novembre, alignés en haie d'honneur, ils jettent un dernier regard sur le cercueil de leur copain « Popol » enveloppé dans un drapeau « kanak », qu'une camionnette conduit au cimetière de la tribu.

Derrière, une foule de sept cents à huit cents personnes suit dans un lourd silence, parfois troublé de quelques sanglots étouffés. Il y a là tous les habitants de Saint-Louis, auxquels se sont joints de nombreux militants et cadres du FLNKS, certains étant venus de brousse ou des îles pour l'occasion.

M. Yeivéné-Yeivéné, président de la région des Îles Loyauté et numéro deux du Front, s'est glissé dans la masse. Ses pronostics sont sombres : « Les incidents de vendredi étaient inévitables en raison

du harcèlement continu auquel se livrent les forces de l'ordre contre les tribus mélanésiennes. Il y aura certainement d'autres événements de ce genre. Cela va se généraliser, la situation va se radicaliser. »

M. Jean-Marie Tjibaou, le chef de file du mouvement indépendantiste, ne dit pas autre chose, samedi matin, sur les ondes de Radio-Djido (FLNKS) : « Nous avions déjà annoncé qu'après le verdict d'acquiescement des tuteurs de Henghène la chasse au Canaque était ouverte. Il faut que les Canaques prennent conscience de cet état de fait et qu'ils s'organisent pour assurer leur sécurité. Quant au dialogue, c'est un grand mot. A partir du moment où il n'y a pas de conditions de dialogue, on ne peut pas parler de dialogue. »

Pour l'instant, en tout cas, les gendarmes ont préféré rester discrets : ils ont simplement établi deux barrières sur la route territoriale numéro 2 qui borde la tribu, afin de permettre au cortège de gagner sans encombre le cimetière. Singulière cérémonie, en vérité, que ces fusillades au paradis de jeunes militants aux allures de guerriers, sous le regard lointain d'une gendarmerie embourbée, et dans l'indifférence totale d'une ville engourdie dans sa douce vie du week-end.

Saisissant contraste, mais qui rappelle que la tribu de Saint-Louis est bien cette anomalie de l'histoire : un coin de brousse canaque planté au cœur du grand Nouméa.

F. B.

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

COMMUNICATION : programme minimum

« L'audiovisuel français, aujourd'hui, est comme vous : le pied foulé, il claudique, incapable de gagner le marathon de la guerre des images ! Mais vous serez plus vite remis de votre cheville que le paysage audiovisuel français », a lancé M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) en regardant M. François Léotard, qui s'est récemment foulé la cheville. « Sur le petit écran, c'est la « Télémagot » qui règne en maître ! », a déploré de son côté M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône). « Le magot, c'est M. Henni qui l'a », a riposté M. François Léotard (UDF, Mayenne), tandis que le ministre a accusé les socialistes d'être « responsables de la chute de la production française de fiction (...) ». Un peu de décence ! La création française a diminué de 20 % entre 1981 et 1986 ».

Pour couper court aux critiques, M. François Léotard a allumé trois contre-feux : en confirmant l'accord entre Canal Plus et les producteurs de cinéma, en démentant tout licenciement dans le secteur public de l'audiovisuel, et surtout en annonçant un important excédent de redevance de 250 millions de francs pour cette année et de 100 millions escomptés à partir de 1988. Cette dernière somme ira à RFO, Radio France, Radio France internationale et INA.

Quant à la répartition des 250 millions de francs, elle se fera, a précisé M. Léotard, de la façon suivante : 90 millions de francs exclusivement consacrés à la création pour Antenne 2 (dont le budget croît de 15 %); 60 millions de francs, toujours pour la création, attribués à FR3; 100 millions de francs à l'UDF, destinés à l'amélioration de l'effort de recherche et du réseau de diffusion dans les zones rurales. Ces sommes seront affectées à la fin de l'année après le vote d'un collectif budgétaire.

L'annonce de cette manne (due pour partie à une plus grande efficacité des services qui perçoivent la redevance) a provoqué un vif mouvement de protestation sur les bancs socialistes. MM. Schreiner et Queyranne ont estimé que le ministre introduisait un élément nouveau dans la discussion budgétaire et qu'il

Le ministre de la culture et de la communication n'a décidé d'un pas de chance. La semaine dernière, il défendait à l'Assemblée nationale son budget de la culture, au lendemain d'une manifestation de mécontentement des exploitants de salles de cinéma. Vendredi 6 novembre, c'est sur fond d'appel à la grève générale à Radio France, FR3 et Radio France internationale qu'il a présenté les crédits de la communication. « Le secteur public télévisuel se porte très bien, contrairement aux catastrophes annoncées », a pourtant affirmé le ministre.

D'un montant total de 8,7 milliards de francs, le budget de la communication progresse de 2,6 %. Il faut également y ajouter 2 milliards de francs provenant des recettes publicitaires (plafonnées) des chaînes de télévision. Ces crédits, qui représentent 0,73 % du budget général de la nation, ont été adoptés en partie, la majorité votant pour, les oppositions de gauche et d'extrême droite contre. Les titres IV (qui concernent notamment les aides à la presse) et V (investissements de l'Etat) ont été repoussés par l'Assemblée, dans un cas par manque de diligence des députés de la majorité à tourner les clés, dans l'autre parce que des travaux ont été oubliés.

fallait en saisir les commissions concernées. M. Jean de Prévaux (RPR-Essonnes), rapporteur spécial de la commission des finances, a lui-même expliqué qu'il n'avait en aucune façon pu tenir compte de cet excédent futur : « par souci d'orthodoxie budgétaire, je n'ai pas voulu répercuter l'excédent ». Le ministre de la culture a alors précisé qu'il avait seulement souhaité informer la représentation nationale qui sera saisie lors du prochain collectif budgétaire de l'existence de cet excédent de redevance.

« L'américanisation »
Pour autant le ministre n'en avait pas fini. Députés de droite et de gauche lui ont en effet reproché d'avoir pour la première fois cette année « contractuellement à tous les usages », omis de préciser la répartition de la redevance entre les différents organismes bénéficiaires dans la seconde partie de la loi de finances. « Le Parlement ne peut admettre une telle méconnaissance de ses droits. La loi du 30 septembre 1986 autorise le Parlement à [la] percevoir et à [en] approuver la répartition », a protesté le rapporteur pour avis, M. Michel Pelchat (UDF, Essonne). « Comment ne pas s'étonner de cette procédure », s'est indigné M. Christine Boutin (apparenté UDF, Yvelines).

C'est finalement l'orthodoxie budgétaire de M. de Prévaux qui prévaudra, les députés adoptant, avec l'accord de M. Léotard, son amendement de répartition de la redevance qui ne tient pas compte de l'excédent annoncé (1).

D'autre part M. Boutin a vivement reproché au ministre « le gel » de trente-cinq postes et la suppression de cinquante-huit à Radio France, elle a estimé injuste ce traitement infligé à une radio qui avait déjà fait un gros effort l'année dernière. Malgré ses demandes répétées le député bariste n'a obtenu aucune rallonge. M. d'Aubert, applaudi sur les bancs socialistes, s'en est pris, quant à lui, à « l'américanisation des jeux à la télévision ». Comme lui, M. Roland Laroy (PCF, Seine-Maritime) s'est inquiété des « menaces de l'impérialisme culturel et financier américain : nous voulons assurer à notre pays la maîtrise de son identité culturelle ».

Le Front national par la voix de M. Gabriel Domenech a poursuivi son désormais classique réquisitoire contre les médias qui ne respecteraient ni le pluralisme, ni les droits de la personne humaine. Quant à MM. Queyranne et Schreiner (PS), ils ont estimé que

« la dérégulation anarchique et brutale » avait transformé l'audiovisuel « en jungle ». Comme d'autres élus de la majorité ils s'en sont également pris à l'argent - qui envahit, selon eux, le petit écran.

M. Léotard s'est insurgé contre l'idée selon laquelle les Français seraient déçus de leur télévision : « Antenne 2 est de loin la chaîne préférée des Français (...) ». Elle a obtenu plus de la moitié des 7 d'or ». Le ministre a également estimé que FR3 « tirait bien son épingle du jeu ». Il a rappelé les quatre orientations de sa politique : des chaînes publiques de qualité, un rayonnement accru de l'audiovisuel public, le développement du patrimoine audiovisuel et de la diffusion, le développement de la presse écrite.

D'autre part, plusieurs dossiers ont été abordés au cours du débat. LA CNCL : mise en cause par les élus socialistes, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) a défendu cette institution en se demandant si avant l'élection présidentielle, certains ne cherchaient pas « à disqualifier l'arbitre » : « Je pose respectueusement la question au chef de l'Etat. Qu'il soit candidat ou non, les règles qui s'imposent aux autres s'imposent à lui aussi ».

LA PUBLICITE : M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) a souligné que le plafond de la publicité ne soit pas fixé en valeur absolue mais en pourcentage de l'ensemble du marché publicitaire.

AIDES A LA PRESSE : elles représentent 5 milliards en 1988. En 1989, application de l'ensemble de la presse périodique non quotidienne du taux de TVA de 2,10 %.

TÉLÉ-ACHAT : une proposition de loi va être déposée pour interdire cette forme de commerce.

PIERRE SERVENT.

(1) En millions de francs. TDF : 24,5; INA : 102,2; A2 : 795; FR3 : 230,8; Société de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer : 615,4; Radio France : 1.734,9; RFI : 357,6; Société d'édition de programmes de télévision : 311,6. Soit un total de 6.247 millions de francs.

TRANSPORTS : les limites du libéralisme

L'Assemblée nationale a adopté, le vendredi 6 novembre, les crédits des routes et de la sécurité routière pour 1988. D'un montant de 7 865,1 millions de francs, ils augmentent de 4,4 % par rapport à 1987 et représentent 0,65 % du budget de l'Etat. Elle a aussi approuvé les crédits des transports, auxquels sont consacrés 3,61 % des dépenses de l'Etat; d'un montant de 43 384,8 millions, ils diminuent de 6,9 %. Elle a aussi approuvé le budget annexe de la navigation aérienne (2 260 millions, en augmentation de 12,61 %) et ceux du logement et de l'aménagement du territoire, dont elle avait débattu le mercredi 4 novembre. Les députés RPR et UDF ont voté tous ces budgets, qu'ont repoussés ceux du PS et du PC, alors que ceux du FN s'abstenaient.

Qu'il est dur d'être un ministre « libéral » et de devoir dépenser l'argent de l'Etat ! M. Jacques Douffaignes en fait l'amère expérience : responsable des transports, il doit fournir assistance et subventions à des entreprises publiques et choisir - sans le secours du marché - les investissements qui seront financés par les fonds publics.

Avec son ministre de tutelle, M. Pierre Méhaignerie, qui a gardé par-dessus lui le dossier des routes, il lui faut faire face aux discriminations des élus, qui souhaitent que leurs électeurs paient moins d'impôts mais regrettent que la déviation de leur ville ne soit pas financée plus vite, qu'un métro ne soit pas construit dans leur métropole, qu'une autoroute ne vienne pas désenclaver leur circonscription rurale.

« Souvenons les investissements porteurs d'avenir et, pour le reste, laissons jouer le marché. » Voilà la ligne de conduite du ministre délégué aux transports. La mettre en application n'est pas toujours aisé. Ainsi la libre concurrence est-elle la meilleure règle pour l'aviation civile ? M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission de la production, ne le croit pas : « Vous semblez avoir tenté, monsieur le ministre, par toutes les formes du libéralisme (dérégulation, privatisation), heureusement, avec sagesse, vous avez perçu les limites du système libéral en ce domaine et vous avez procédé à doses homéopathiques : les nouveautés introduites n'ont donc pas causé grand dommage. » La voie d'eau n'est-elle pas, elle aussi, un « investissement porteur

d'avenir » ? Depuis des années, tous ceux qui étudient le dossier en sont persuadés. Pourtant, cette fois encore, elle reste, comme le dit M. Michel Barnier (RPR, Savoie), rapporteur de la commission des finances, « le parent pauvre » du budget.

Pour la sécurité routière, M. Barnier doit constater avec regret que les crédits qui lui sont consacrés ne sont pas « totalement à la hauteur (...) d'un fleau au moins aussi grave que le SIDA ou les cancers ». M. Méhaignerie ne devait pas faire preuve d'optimisme, puisque les principaux responsables sont « notre insouciance nationale et notre incivisme », mais il se félicite que soient réalisés « fin 1988 les deux tiers d'un programme de résorption des points noirs initialement décidé en 1986 pour cinq ans grâce à une augmentation de 25 % du budget en 1987 puis de 4 % en 1988 ».

Les transports en commun eux aussi peuvent être conduits par le libéralisme ? M. Douffaignes a bien dû constater qu'il ne pouvait pas renoncer à tout dirigisme, ne serait-ce que par ce que c'est le gouvernement qui fixe les tarifs de la SNCF et de la RATP car « il appartient à la puissance publique, même sous un gouvernement libéral, de veiller, puisqu'il s'agit d'entreprises en situation de monopole, à ce que toutes les données, y compris les données sociales, soient prises en compte ». Pourtant, la somme versée par l'Etat à la SNCF pour compenser ces tarifs sociaux diminue, et quand M. Barnier s'en inquiète, le ministre ne le rassure pas vraiment.

THIERRY BRIÈRE.

En Polynésie française

Peines de prison ferme pour les émeutiers de Papeete

Vingt-sept personnes arrêtées après l'émeute du 23 octobre ont été jugées, vendredi 6 novembre, par le tribunal correctionnel de Papeete. Les condamnations vont de deux ans d'emprisonnement à quinze jours de prison. D'autres prévenus devraient comparaître dès le 10 novembre.

PAPEETE de notre envoyé spécial

Les « flags » à Tahiti ne sont pas toujours bon enfant : ils ont frappé fort dans une ambiance parfois électorale. La présidente du tribunal, M^{me} Evelynne Dausse-Charpentier - l'œil vif, le propos cinglant, - avait les distillés d'un conseil sévère dépeché en catastrophe pour mater une classe de canotiers turbulents s'exprimant souvent avec autant de difficultés en tahitien qu'en français.

Milton Hanata, vingt ans, docker occasionnel, n'a pas cherché à forcer son talent. Par bravade ou par

option politique, il s'est refusé à discuter la liste des délits pour lesquels il était poursuivi : jets de pierres sur la police, bris de vitrines, mise à feu d'une voiture. Dans les locaux de la gendarmerie, il avait pourtant raconté l'événement telle qu'il l'avait vécu : « On nous disait de ne pas toucher aux banques, aux locaux de l'électricité de Tahiti, aux dépôts d'hydrocarbures, mais qu'on pouvait casser les magasins ».

Devant le tribunal, il s'est braqué, exaspérant la présidente : « Je n'ai rien à expliquer. »

« Cela s'appelle une défense négative. Vous avez le choix... »

Au nom du ministère public, M. Eric Grafmüller requerrait aussitôt le « maximum » - deux ans d'emprisonnement - et l'obtenu.

Pour avoir jeté une pierre sur les forces de l'ordre alors que les grenades lacrymogènes pleuvaient autour de lui, un sapeur-pompier, de surcroît agent de police municipal à Faa (municipalité indépendante), a été condamné à treize mois de pri-

son. « Oh allons-nous si ceux qui sont chargés de défendre cette société l'attaquent ? a demandé le procureur. Faudrait-il en appeler aux voleurs ? » Du coup, c'est en vain que M^{me} Yves Louis Sage protestait : « J'ai envie de crier halte à l'émulsion. Cet homme était en tee-shirt pour aller à son entraînement de volley-ball. Il a jeté une pierre et non des pierres, comme le dit le parquet. Il a ensuite lutté contre les incendies toute la nuit ».

« Une société traumatisée »

L'audience, partie à 100 à l'heure, devait se terminer sept heures et demie plus tard. Entre-temps, le tribunal a distribué tout un éventail de peines allant de six mois de prison à quinze jours, en passant par des sanctions « moyennes » de trois ou deux mois d'emprisonnement.

La plupart des vingt-sept prévenus étaient poursuivis pour vol ou recel d'appareils vidéo ou hi-fi ou encore de tee-shirts et de bermudas. Mais les choses étaient claires, tranchées. D'un côté, le ministère public requerrait au nom d'« une société traumatisée ». De l'autre, M^{me} François Laili, plaiderait pour « ces prévenus [qui] sont seulement les franges de l'émeute. Ils sont venus par curiosité, pour voir, pour savoir. Ils sont arrivés après. Ce ne sont pas les agents de ces événements ».

Il n'est pas été, non plus, les acteurs de leur procès. Souvent silencieux, souvent pieds nus devant leurs juges, impuissants à comprendre le jargon judiciaire, ils se sont contentés de décliner leur âge - en moyenne une vingtaine d'années - et leur profession-magasin, « écolier », sans activité. Plusieurs portaient sur eux des bermudas de style hawaïen qu'ils avaient volés.

« Je ne pensais pas faire de gaffe, a tenté d'expliquer l'un d'eux. C'est comme si j'avais ramassé une pièce par terre. » La présidente l'a écouté, puis toisé : « Bien sûr, ce sont des bricoles. Mais si tout le monde avait fait comme vous ! On va bientôt nous expliquer qu'il ne s'est rien passé à Papeete ! »

Prochaine audience le 10 novembre. LAURENT GRELSAMER.

LIVRES POLITIQUES par André Laurens

Il y a plusieurs approches possibles de la politique. En voici deux qui se distinguent par leur originalité, leur étrangeté au regard de nos habitudes, et qui ont pour trait commun, entre autres, de nous renvoyer à des réalités européennes, mal perçues ou jugées de notre seul point de vue. En sortant de l'Hexagone, on comprendra peut-être mieux ce qui se passe autour de nous et chez nous.

Le surfleur jouant avec les vagues fait, à sa manière, de la politique, une autre politique, qui a ses propres militants. Ils se réclament de la « sensibilité alternative ». La sensibilité est, ici, définie comme le stock de sentiments, de valeurs et de comportements communs à un groupe donné, pendant un temps donné ; quant au concept d'alternative, il est pris dans son acception en langue anglaise.

Sous le titre *Le Surfer et le Militant*, Antoine Maurice, responsable de la politique étrangère du *Journal de Genève*, étudie la genèse d'une culture contestataire en France et en Allemagne pendant les vingt dernières années et à partir de trois modes de production culturelle : l'écologie politique, les nouveaux sports, le pacifisme.

A sa venue à l'écologie et au pacifisme, les différences de sensibilité entre les deux pays sautent aux yeux. Loin de les nier, Antoine Maurice les analyse en profondeur et avec un regard qui, pour n'être jamais accusateur, n'en est pas moins perçant. Sa première conclusion sera : « Il n'y a pas tellement d'écart dans les motivations écologiques entre la France et l'Allemagne, mais des différences d'accent à l'intérieur d'une même gamme de motifs. La sensibilité alternative française se construit davantage dans la veine libertaire, voire anarchiste, qui fut celle de 1968. Elle s'oriente vers des brèves flambées de protestation d'une part, vers une politique rapide et éphémère d'autre part. La constitution patiente, intérieure et personnelle de nouveaux espaces d'autonomie et d'ennement local est moins marquée qu'en Allemagne ».

Les différences sont encore plus nettes s'agissant du pacifisme. Dans la mémoire collective française, ce mot renvoie à celui de capitulation, tandis que, pour les Allemands, c'est la tradition

militariste qui évoque une fin catastrophique. L'auteur morne bien pourquoi le mouvement de la paix remonte en Allemagne un écho favorable chez les protestants et dans une jeunesse qui découvre la « centralité » de son pays, alors qu'elle est sans illusion sur les régimes de l'Est et que, malgré son « américanisation » culturelle, se détache de l'image des Etats-Unis après avoir vécu douloureusement le drame vietnamien.

En France, le succès du fait nucléaire, imposé par le général de Gaulle, a remplacé la tentation neutraliste des années 50 comme expression du refus des blocs. La découverte - bien tardive, selon les intellectuels allemands - de la nature réelle du socialisme, dès lors assimilé au mal absolu, a ainsi

la politique est celle de l'écrivain hongrois György Konrad dans un essai qui vient d'être publié en France sous le titre *L'Antipolitique*. Konrad dit, en même temps, que l'Europe centrale existe, et il en parle avec une force et un talent qui éclatent sous le fil de deux traductions (du hongrois au français en passant par l'anglais).

Non seulement cette Europe-là existe, mais, selon Konrad, elle peut, en se rapprochant de l'autre, l'occidentale, donner une chance à toute l'Europe de se faire une place autonome entre les deux blocs. Il suffit, en somme, de surmonter le partage de Yalta, pour lequel l'auteur ne trouve pas de mots assez durs. La modernité européenne, assurément, est dans cette émancipation à l'égard des puissances tutélaires.

Konrad est tout le contraire d'un vase-en-guerre et d'un violent. Ce qu'il redoute, précisément, c'est une troisième guerre mondiale. Aussi envisage-t-il, dans un ensemble de textes d'une grande densité, la remise en cause du *statu quo* par des moyens pacifiques officiels : le retrait des troupes étrangères plutôt que les négociations sur le désarmement, qui ne sont que des palliers pour les deux grandes puissances nucléaires - et des voies détournées, sinon insidieuses : le rapprochement des élites des pays concernés, la conquête progressive de leur autonomie et l'adhésion à une attitude politique qu'il appelle l'antipolitique. Il la définit comme une forme de résistance « au pouvoir exorbitant de la classe politique » ou un contre-pouvoir travaillant à la désaturation. « L'antipolitique, écrit-il, c'est le point de vue de la victime. Objet de l'action historique, elle préférerait être le sujet de son propre destin. »

Cet appel aux citoyens - niés en tant que tels - de la non-Europe est un chant d'allégresse puisqu'il s'agit de savoir « ce qui peut être encore fait lorsqu'il est impossible de faire quoi que ce soit ».

★ *Le Surfer et le Militant*, par Antoine Maurice. Editions Autrement, 233 p., 95 F.

★ *L'Antipolitique*, par György Konrad. Editions La Découverte, 234 p., 98 F.

« COMMUNIQUÉ DE LA LICRA »

A LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES EMANANT :

- l'un du ministère de l'Équipement de la République islamique de Mauritanie,
- l'autre de la Banque islamique de développement.

« Deux publicités relatives à des appels d'offres ont été publiées dans les éditions du *Monde* datées 8 octobre et 23 octobre.

Les publicités précisaient, l'une et l'autre, parmi les conditions de l'offre, la soumission à des règles de boycottage. La LICRA rappelle que ces clauses, qui ont échappé à la vigilance du *Monde*, sont contraires aux dispositions de la loi française antiboycottage.

En vertu de cette législation et des textes réglementaires d'application, des consignes très strictes ont été données aux différents opérateurs économiques et organismes administratifs intervenant en matière de commerce international pour que ces dispositions antiboycottage soient rigoureusement respectées.

A cette fin, un organisme a été institué au sein de la Direction des relations économiques extérieures : le Centre d'informations sur les clauses restrictives en matière de commerce extérieur (C.I.C.R.E.), auquel tout opérateur économique peut s'adresser. »

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME (LICRA)

40, rue de Paradis - 75010 PARIS.

Société

Mgr Decourtray élu président de l'épiscopat français

Un cardinal aux avant-postes

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon et Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, ont été élus, le vendredi 6 novembre à Lourdes, respectivement président et vice-président de la Conférence épiscopale française. Leur mandat est de trois ans, renouvelable une fois. Mgr Decourtray, qui était déjà vice-président, succède à Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, qui a passé six années à la tête de l'épiscopat français.

Entre Rhône et Saône, pas une réunion publique à laquelle il ne soit invité. Cultivant un certain goût de surprise, avec un réel talent médiatique, le cardinal Decourtray est devenu le meilleur représentant de cette fonction « tribunitienne » qu'on prête aujourd'hui à la hiérarchie catholique française.

Liberté scolaire, nouvelles pauvretés, immigration, racisme, antisémitisme : il n'est pas un sujet d'actualité qui ne le propulse aux avant-postes. Premier évêque français depuis le début de la guerre du Liban à se rendre en juin 1985 à Beyrouth, en énonçant sa soutane rouge de cardinal, Mgr Decourtray, quelques mois plus tôt, avait déjà fait sensation en se servant de sa cathédrale Saint-Jean comme d'un prétoire pour y dénoncer les thèses jugées racistes du Front national.

Depuis, l'extrême droite française a fait de l'évêque des Minguettes, ami des « potes », avocat de jeunes Arabes grévistes de la faim, son ennemi numéro un dans la hiérarchie catholique. Il est traité de « pète sauté » par *National Hebdo*, reçoit des crachats dans son courriel, et un député lèpéniste le soupçonne, à la tribune de l'Assemblée, de préparer, avec Harlem Désir, l'« invasion de la France ».

A l'arrivée de Barbès à Lyon, il calme les passions et, pendant le procès, reçoit à l'archevêché M. Klarsfeld et Elie Wiesel, dont il a toujours le dernier livre sur sa table de chevet. Avec l'épiscopat polonais, il négocie le retrait du carnal d'Auschwitz réclamé par les juifs. La veille de la visite au Vatican de M. Waldheim, enfin, il dit tout haut son « désarroi ».

Inconditionnel des minorités, le cardinal Decourtray fait des éditoriaux à l'*Ecrou*, le journal des démunis lyonnais, ou passe le réveil de Noël avec des forains. Mais cet évêque des pauvres, ami des prisonniers et des prostituées, est aussi, en compagnie du cardinal Lustiger, le plus romain des évêques français.

Grand argentier de l'Eglise catholique, honneur — ou ennuï — partagé avec treize autres cardinaux dans le monde, marathons des synodes et des « plénaires » de congrégations

vaticanes, il est l'hôte régulier de la table du pape.

Mais aura-t-on examiné tous ses combats de baroudeur des droits de l'homme et tous les pils de sa robe de prélat qu'on n'aura pas encore perçus le secret du personnage. C'est le « jusqu'au bout » de l'homme qui, dit-il, le hante. Jusqu'au bout du mal comme du bien. L'enfer et la sainteté. Il parle d'Auschwitz avec la même émotion que de Thérèse de Lisieux, du curé d'Ass, de François d'Assise ou de la bienheureuse Elizabeth de la Trinité, dont les portraits ornent son bureau de Fourvière.

Les coups de cœur d'un mystique

Car cet homme du Nord, âgé de soixante-quatre ans, tout en discipline et en fidélité, qualités forgées dans le petit commerce de son père minotier à Wattignies et au séminaire de Lille, docteur en théologie, grand exégète, spécialiste de Jean de la Croix, est fondamentalement un mystique, plus qu'un politique. Il passe volontiers pour solitaire. Son côté social n'est pas compris d'une partie de la bourgeoisie lyonnaise. Il a l'oreille des charismatiques, tout en étant le préfet de la Mission de France, très proche de l'Action catholique et, de tous les évêques diocésains, le plus gros employeur

de laïcs permanents. Son clergé est resté frondeur.

Il agit et parle de manière instinctive, quitte à faire machine en arrière, comme on l'a vu à propos de la visite au Vatican de M. Waldheim, quand, sous l'avalanche de lettres de fidèles choqués par son attitude jugée désobligeante pour le pape, il a publiquement présenté des excuses. Guéri d'un cancer des cordes vocales qui l'avait jadis contraint à un mutisme prolongé, Mgr Albert Decourtray préfère encore aujourd'hui, de sa voix malade cassée, dire une parole maladroite ou incomplète que garder un silence qui lui paraîtrait synonyme d'ambiguïté.

HENRI TINCO.

[Né le 9 avril 1923 à Wattignies (Nord), Albert Decourtray a été ordonné prêtre à l'âge de vingt-quatre ans. Il a fait ses études au petit séminaire d'Hautbourg, aux facultés catholiques de Lille puis à l'université grégorienne et à l'Institut biblique de Rome. Après avoir obtenu le diplôme de grand séminaire de Lille (1952-1953), il a été, dans le diocèse, responsable de la formation permanente du clergé (1952-1956) puis vicaire général (1956-1971). Albert Decourtray devait être ordonné évêque auxiliaire de Dijon en 1971, pour devenir, trois ans plus tard, évêque de ce diocèse. En 1981, il a été nommé archevêque de Lyon et primate des Gaules. Jean-Paul II l'a élevé au cardinalat le 25 mai 1985.]

Mgr Joseph Duval vice-président

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, qui a été élu vice-président de la conférence épiscopale française, est un spécialiste du droit canonique. Il est le neveu du cardinal Léon-Etienne Duval, archevêque d'Alger.

[Né le 11 octobre 1928 à Chenev (Haute-Savoie), Mgr Duval a été ordonné prêtre le 8 juin 1952. Licencié en droit civil et en droit canonique, il a été successivement pro-

fesseur et supérieur du grand séminaire d'Annecy, vicaire épiscopal chargé de la formation des séminaristes. Nommé évêque auxiliaire de Rouen, le 18 mai 1974, Mgr Duval est devenu quatre ans plus tard archevêque coadjuteur de Rouen. Sur ce siège, il a succédé comme archevêque de plein droit à Mgr Failler en mai 1981. Membre du conseil permanent de l'épiscopat, il est depuis 1984 président de la commission épiscopale pour l'Unité des chrétiens.]

Mgr Vilnet, sur la pointe des pieds

Sans bruit, avec lucidité et pondération, Mgr Jean Vilnet, à sa mesure l'épiscopat français, dont il fut le patron pendant six ans, à travers les écueils qui, plus d'une fois, ont menacé son autorité et son unité.

L'évêque de Lille est âgé de soixante-cinq ans. Elu président de la conférence épiscopale en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est lui qui a porté le poids de la querelle scolaire et négocié avec le gouvernement Mauroy, recherchant jusqu'au bout un compromis lors des rencontres privées avec le maire de Lille, alors premier ministre.

Vis-à-vis de Rome, c'est à propos de la catéchèse française, vilipendée par les intégristes, critiquée par le cardinal Ratzinger lui-même, que Mgr Vilnet a su le mieux démontrer son sens de la conciliation et sa fermeté. Au prix de quelques aménagements,

allant dans le sens d'un enseignement plus systématique de la foi aux enfants, il a pu sauver l'essentiel des innovations pédagogiques et des outils catéchétiques mis au point par les évêques de France.

Son mandat aura été marqué par de nombreuses interventions et déclarations de l'épiscopat, sur « les nouveaux modes de vie » (1982), les « nouvelles pauvretés » (1984) ou le racisme et l'immigration. Mgr Vilnet a également fait adopter, en 1983, le document « Gagner le pain », et tenté de mobiliser l'Eglise catholique sur toutes les questions liées à la bioéthique et la santé. « Bousculés par les urgences, avoué-t-il cependant, nous avons pris du retard dans nos efforts en direction des milieux intellectuels et du monde de la culture. »

H. T.

Clairette de Die

Union de Producteurs
Demande de documentation

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

déterminez ce bon et renvoyez-le à :
Cave Coopérative CLAIRETTE de DIE BP 79 - 26150 DIE

600 PRIX
2.000.000 F A GAGNER

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 39

L'Aloxe Corton est récolté :

- uniquement sur la commune de ce nom ?
- aussi sur des parcelles de Ladoix-Serigny ?
- aussi sur des parcelles de Ladoix-Serigny et de Pernand Vergelesses ?

QUESTION N° 40

Pour l'appellation d'origine contrôlée « Saint-Emilion grand cru » les mentions « grand cru classé » et « premier grand cru classé » sont réservées aux exploitations viticoles ayant fait l'objet d'un classement officiel.

- Quelle est la fréquence de révision de ce classement ?

POUR VOUS AIDER :

L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



VIGNETTE
N° 20

avec le patronage de l'INAO
et de la SOPEXA

MEDOC Cru Bourgeois

Buvez donc un verre à Saint-Germain d'Estuill



Médoc, c'est la terre de la Méditerranée, après la tombe des feuilles et des grappes, dévoile d'autres charmes. Sur la palette des tons grisonnants, du paysage coiffé de brouillard, une splendeur adèle de « barbes rouges », ou plutôt pourpres, apparaît.

Tapis rouge de bienvenue bordé de prunus aux feuilles à l'éclat du vin, premier bouquet.

Les magnifiques « grappes » à la robe pourpre contribuent à une entrée solennelle au Chateau Livran, à Saint-Germain d'Estuill.

Les archives attestent la seigneurie de Livran à une ancienne famille dont un des membres fut pape sous Clément V : Bertrand de Goth.

Passé prometteur d'un bel avenir, et je vous promets que les millésimes de Livran le sont aussi, tant pour le présent de votre bourse que pour l'avenir de votre cave !

Robert et ses fils (Robert-Yves et Olivier), œnologues, font une présentation enrichie de leurs millésimes, avec un cérémonial chaleureux et complet des caractéristiques du Médoc.

Robert, le père, peintre à ses loisirs, exprime sa sensibilité à travers ses huiles et ses aquarelles, qui pourraient orner les étiquettes de nombreux millésimes.

Ses vins ont du corps, du moelleux, une saveur et un bouquet particuliers, dus à l'ancienneté des cépages dont nos ancêtres ont bûché grès.

Nous optons d'un commun accord, eux et moi, pour vous recommander les millésimes 1981, 1982 et 1983 (triologie des grands bordeaux).

Voici pour vous, lecteurs, une offre : La caisse de 12 bouteilles de 1981 525 F franco
La caisse de 12 bouteilles de 1982 590 F franco
La caisse de 12 bouteilles de 1983 480 F franco
La caisse de 12 bouteilles de 1985 480 F franco

En cas d'achat d'une caisse des trois millésimes (36 bouteilles), un forfait total de 1 435 F franco.

J'espère que cela vous incitera à faire l'agréable découverte de ce Chateau Livran.

Je reviendrai dans ce coin de Médoc, mais peut-être m'en parlez-vous d'ici là !

Si l'âme du vin chante dans les bouteilles, l'âme de cette demeure n'a sué cette présente médaille, je donne bonne « pote » à ce vin issu du Médoc, « moi chef ».

PARFUMS :
1981 : déjà évolué ; cassis, fruit rouge.
1982 : nez encore fermé ; pissenot, épice, arômes de torréfaction.
1983 : encore très nerveux ; fruit rouge, évolué, cassis.

CÉPAGES :
40 % Cabernet Sauvignon, 55 % Merlot, 5 % Cabernet franc.

RENDREMENTS :
De 40 à 55 hecto/hectare.
AGE DU VIGNOBLE :
25 ans.
VENDANGES, VINIFICATION :
Vendanges semi-manuelles, semi-mécaniques ; vinification en cuves.
VIELLISSEMENT PRÉVISIBLE :
1982 : jusqu'en 2010.
1981 : jusqu'en 1990.
Apogée 1983 : jusqu'en 1995.

CHATEAU LIVRAN

33340 Saint-Germain d'Estuill. Tél. 56 49 02 45

3 SALON DES VINS ET PRODUITS DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

20 au 23 novembre 1987

vendredi 20 de 12 h à 21 h 30
samedi 21 et dimanche 22 de 10 h à 21 h 30
lundi 23 de 10 h à 20 h

pour commander vos numéros manuscrits voir page 11

DÉGUSTATION, VENTES À EMPORTER DE VINS ET PRODUITS DU TERROIR, RESTAURANTS.

PAVILLON BALTAZARD NOGENT/MARNE

REL. STATION NOGENT/MARNE, A 200 M DU PAVILLON. PARKING DU REL.

CNCV

CNCV 53 RUE DE ROME 75008 PARIS. INFORMATIONS : Tél. (1) 45 26 39 80

Société

Après l'inculpation de M. Michel Droit

La Cour de cassation suspend l'instruction de l'affaire de Radio-Courtoisie

La Cour de cassation se prononcera en principe le 10 décembre sur le fond de l'affaire qui oppose M. Michel Droit à M. Claude Grellier. Pour l'instant le juge d'instruction n'est que suspendu — dans l'instruction de cette affaire — et non dessaisi comme il le risque de l'être dans cinq semaines. Cela signifie que M. Grellier ne peut ni continuer l'enquête sur les conditions dans lesquelles la Commission nationale de la communication et des libertés, dont M. Droit est membre, a attribué une fréquence sur la bande FM parisienne à Radio-Courtoisie, ni, d'autre part, procéder à des auditions ou confrontations. Le dossier est gelé par décision prise vendredi 6 novembre après environ trois heures de délibération par la chambre criminelle de la Cour de cassation si-

geant en assemblée plénière et en « chambre du conseil », c'est-à-dire à huis clos.

L'arrêt, non motivé, qu'elle a rendu tient en deux phrases sibyllines qui paralysent désormais M. Grellier : « Attendu que le demandeur sollicite de la Cour d'ordonner l'effet suspensif immédiat de sa requête. Attendu que l'examen du dossier conduit la Cour de cassation à ordonner que la requête en suspension légitime aura un effet suspensif. »

Avant que la chambre criminelle se prononce, M. Pierre Arpaillange, procureur général, avait, fait exceptionnellement, pris lui-même la parole au nom du ministère public pour inviter en termes vigou-

reux les magistrats du siège à rejeter la requête de M. Droit (lire d'autre part).

Il n'a pas été suivi par la majorité des chambres criminelles composées, vendredi, de M. Jean Ledoux (président), Charles Petit (conseiller rapporteur), Paul Berthoin, Henri Ange, René Bonneau, Claude Tacchella, Claude Zabeaux, Jean-Georges Diemer, Jacques Somp, Jean Dardel, Louis Gondré, Olivier de Bonique de Lacoste, Pierre Hébrard, Jean Dumot, Jean Simon, Paul Malibert et Michel Guth.

M. Grellier avait inculpé, le 27 octobre, M. Droit de forfaiture, juridiquement incriminant l'attribution d'une fréquence radio (article 183 du code pénal). Le juge d'instruction

soupçonne M. Droit d'avoir favorisé Radio-Courtoisie lors de l'attribution des fréquences de la bande FM.

Le même jour, M. Droit décidait d'engager deux actions en justice contre M. Grellier : l'une visant à obtenir son dessaisissement par la Cour de cassation (article 662 du code de procédure pénale), l'autre formellement contre X... pour violation du secret de l'instruction. M. Droit suspecte M. Grellier d'être à l'origine des informations qui ont permis à des journalistes de connaître à l'avance son inculpation. L'académicien espère, si cette violation était démontrée, faire inculper à son tour M. Grellier de forfaiture.

B. L. G.

Selon que vous serez puissant...

CEUX qui se mêlent de critiquer une décision judiciaire s'exposent à des poursuites. Il est inutile, pour une fois, de prendre ce risque. Il suffit de paraphraser le procureur général de la Cour de cassation, M. Pierre Arpaillange, qui, vendredi, a dit à demi-mot que la suspension du juge Grellier à la requête de M. Droit serait, à la chambre criminelle la prononçant, une décision partisane et qu'elle minerait l'autorité de la justice.

Il n'a pas été écouté. Voilà donc la crédibilité de l'instruction judiciaire une fois de plus atteinte; elle n'avait pas besoin de cela. Que certains se soient étonnés de l'inculpation de M. Droit n'a rien de surprenant. Les arcanes de la loi restent impénétrables à une grande majorité de Français et puis un académicien n'est-il pas droit à des égards réservés à un quidam ? C'est oublier que la loi est la loi et qu'elle ne peut être sujette à variations selon qu'on est puissant ou ouvrir maghrébin.

Ceux qui ont entre les mains le dossier judiciaire de Radio-Courtoisie n'ont rien trouvé de vraiment accablant contre M. Droit. Les mêmes, généralement gens de justice, ont aussi que le magistrat instructeur se

devait, malgré tout, d'inculper l'académicien. Dès lors qu'il était accusé par des témoins d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence à des amis politiques, il devenait urgent de lui expliquer de quoi on le soupçonnait.

L'inculpation qui permet d'avoir accès au dossier d'instruction est trop souvent considérée comme un signe de culpabilité. On oublie qu'elle facilite aussi la contestation des charges qui pèsent sur un suspect. M. Grellier aurait-il songé à ménager M. Droit en raison de son rang, en l'entendant comme simple témoin, que les actes auxquels il a procédé jusqu'ici risquaient d'être annulés.

M. Droit s'est offusqué de cette application stricte de la loi et il a décidé de saisir à son tour la justice des agissements de M. Grellier. A cet instant, l'affaire a changé de nature. Elle dépasse aujourd'hui et le magistrat instructeur et l'académicien. La question est de savoir si un justiciable peut saper ainsi les fondements de la justice en faisant comme bon lui semble, de son accusateur un accusé.

Jusqu'à présent, la réponse de la Cour de cassation était non, catégoriquement. M. Droit a fait

changer les magistrats de la chambre criminelle de point de vue. Tant mieux pour lui. Tant pis pour les juges d'instruction menacés, comme dirait M. Arpaillange, de n'être plus que des « bouffons de la République » moqués par ceux qu'ils inculpent.

Revirement

Pourquoi ce revirement ? Par esprit de corps ? Les magistrats de la Cour de cassation n'ont-ils pas, eux aussi, comme l'académicien, envoyé un représentant à la CNCL, M. Yves Rocca, ancien directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, aujourd'hui chargé à la commission du dossier des radios privées ? M. Rocca que M. Grellier a eu le toupet d'entendre, à ce titre, le 20 octobre.

Par conservatisme, c'est-à-dire l'inclination à droite ? Ce n'est pas la première fois que la Cour de cassation tomberait dans ce travers, qu'elle rendrait des services plutôt que des arrêts. Si elle s'y est cru autorisée vendredi, c'est qu'elle pense néanmoins être approuvée par l'homme de la rue. Celui-ci a mal compris l'inculpation de M. Droit pour forfaiture, un mot infamant, un crime, dit la loi, qui peut conduire son auteur devant la cour d'assises.

Le code pénal de 1810 recèle de ces vieilleries que les commissions chargées de le réviser ont souvent pensé à dépeupler. S'il fallait réviser ce code — beaucoup ont essayé — personne n'y réussirait — les faits reprochés à M. Droit seraient un délit, passible d'un tribunal correctionnel, et porteraient un autre nom.

Ce n'est pas la faute de M. Grellier si le code n'a pas changé, si la loi est ainsi faite. Il l'a respectée comme devrait la respecter la Cour de cassation plus que toute autre juridiction. Au lieu de quoi, elle a préféré, sous prétexte de voler au secours d'un homme « à la situation sociale éminente » prendre le risque de « disqualifier (...) la justice ». Ces mots sont de M. Arpaillange qui a vu le danger.

BERTRAND LE GENDRE.

Le procureur général : une « perversion »

Dessaisir le juge Grellier serait une « perversion de l'ordre normal des choses ». C'est en ces termes que M. Pierre Arpaillange, procureur général de la Cour de cassation, avait exhorté vendredi 6 novembre les magistrats de la chambre criminelle à rejeter la requête de M. Michel Droit.

Selon la version écrite des conclusions de M. Arpaillange, le procureur général a notamment déclaré : « Un justiciable soit mécontent de son inculpation, comme d'autres peuvent l'être de leur incarcération ou d'une décision de la juridiction de jugement, c'est dans l'ordre des choses. Qu'il le fasse savoir s'il en a les moyens... Je ne vois guère de possibilité, en l'état, de l'en empêcher. »

« Il est vrai », déclare M. Arpaillange, qu'« l'inculpation est aussi un procédé d'accusation et que le juge, pour y répondre, doit trouver dans les faits de la cause un soutien suffisant. « Soutien suffisant » ne signifie pas charges précises, mais concordantes. Il est clair qu'en l'état de la procédure elle ne sont pas réunies contre l'inculpé. « Soutien suffisant » signifie charges ou présomptions, les cas échéant encore imprécises, que le juge aura justement pu mission, sans de renforcer, soit disant, par... »

« On se fesse le juge de son juge, dit celui-ci n'a pas que par malveillance, porte plainte contre lui et prétend le traduire devant la cour d'assises, alors que le juge est lié dans le silence que lui impose la loi, lié et absolument seul, je me dis que le balance n'est plus assurée et que l'institution judiciaire toute entière peut vaciller. »

« Car je n'ai pas entendu une voix, une seule voix s'élever pour dire que cette décision d'inculpation, le juge l'avait prise avec conscience, en son âme et conscience, erreur d'appréciation ou pas. »

guidé par seule volonté que le vérité se manifeste et parce que la loi l'y oblige, erreur d'analyse ou pas. »

M. Arpaillange a ensuite expliqué que « des une procédure de cet ordre, où aucune mesure coercitive n'est envisagée, l'inculpation est dépourvue de la sanction d'un processus de protection contre les abus. Le juge, s'il est juste, peut rendre dans le A de son intime conviction, et qu'on pourrait lui le contester, qu'il soit ultérieurement reproché d'avoir manqué la personne mise à cause sans assistance d'un conseil, et dans l'ignorance du dossier. Et qui peut dire qu'il n'en ait pas été ainsi ? »

« Un justiciable, a encore dit le procureur général, entend révoquer son juge en lui démentant a priori toute aptitude à l'exercice de sa mission. Ayant porté plainte contre lui, il en tire argument, son seul argument, pour vous demander de le dessaisir (...). Ainsi l'inculpé prétend ordonner lui-même, seul, délibérément et artificiellement, les conditions d'un dessaisissement du juge pour cause de suspicion légitime. Une telle perversion de l'ordre normal des choses n'est pas acceptable. »

M. Droit, a poursuivi M. Arpaillange, « reproche au juge de l'avoir inculpé de forfaiture sur des charges incohérentes et dans le même temps, porte plainte, du même chef, contre lui, sans pour autant avancer d'autres éléments d'appréciation que ses certitudes. »

« Aujourd'hui, a conclu le procureur général à l'adresse de la chambre criminelle, une pression considérable est exercée sur l'institution judiciaire par un justiciable, qui ne se veut pas un justiciable comme les autres, prétend disqualifier son juge et par là, la justice, et veut révoquer Haute Juridiction à une cause qui ne peut pas être la vôtre parce qu'elle est partisane. Les circonstances de cette affaire font maintenant de vous le garant de la crédibilité de l'institution judiciaire. C'est la raison de ma présence à cette audience. »

Intime conviction

« Je ne détaillerai pas évidemment de fait qui ont pu déterminer le juge d'instruction à prononcer cette inculpation. Il s'agit de relever qu'il existe, peut-être et doivent faire l'objet d'investigations complémentaires. »

« On peut en faire l'appréciation que l'on veut, les juges légitimement ou au contraire suffisamment, on ne peut nier qu'ils existent. »

Rarissime

La décision prise vendredi à l'encontre du juge Grellier n'a, de mémoire de magistrat, aucun précédent. Tout au plus peut-on rapprocher cette affaire du dessaisissement, dans des circonstances différentes, de M. Germain Sengelin, juge d'instruction à Mulhouse.

Le 27 février 1985, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait prononcé un arrêt suspendant contre M. Sengelin qui avait inculpé en 1981, pour « complicité de fraude », M. Roger Saint-Jean, directeur adjoint de la direction nationale

des enquêtes douanières. M. Saint-Jean avait introduit une requête en suspension légitime contre le juge, qui avait finalement été dessaisi le 27 mars 1985. Toutefois, l'affaire Sengelin est assez différente, en ce sens que le juge de Mulhouse, après l'inculpation de M. Saint-Jean, avait pu continuer à instruire le dossier pendant plusieurs années. Dans l'affaire Michel Droit, au contraire, l'arrêt suspendant intervient dix jours à peine après l'inculpation de l'académicien, prononcée le 27 octobre.

SCIENCES

Un « oui mais » allemand à l'Europe spatiale

Les partis de la coalition au pouvoir à Bonn (CDU, CSU et FDP) ont trouvé un compromis, vendredi 6 novembre, sur la participation ouest-allemande aux projets spatiaux européens, discutés par les ministres européens concernés, les 9 et 10 novembre à La Haye (Pays-Bas). Il s'agit du lanceur Ariane 5, du laboratoire habitable Columbus, associé à la station orbitale américaine et de la navette spatiale Hermès. Si le gouvernement fédéral se déclare d'accord avec le principe de la conquête de l'indépendance européenne dans ce domaine, il assortit cet assentiment de réserves importantes, notamment pour le financement du projet Hermès.

BONN
de notre correspondant

L'essentiel, c'est-à-dire l'accord de principe sur l'utilité de procéder à des vols habités dans l'espace, a donc été préservé, et les partisans d'un décollage européen vers les étoiles, au premier rang desquels se trouvent les Français, peuvent pousser un soupir de soulagement. Les bruits les plus alarmistes avaient en effet couru dans la capitale fédérale sur l'état d'esprit des dirigeants ouest-allemands. On se demandait qui allait l'emporter : les financiers, alliés à cette partie de la commu-

nauté scientifique d'outre-Rhin qui craint de voir les budgets publics de recherche « terrestres » saignés à blanc par la recherche spatiale, ou les politiques, soucieux de ne pas provoquer une crise majeure dans les relations franco-allemandes, alliés aux industriels qui voient dans les programmes spatiaux une possibilité de garantir leurs carnets de commandes.

Le chancelier Kohl, pressé de toutes parts, a attendu la veille de la réunion à La Haye de l'agence spatiale européenne pour trancher en faveur des seconds, lésés par le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, et le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss. Aux sceptiques, représentés par le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, et, à un moindre degré, le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, on a néanmoins concédé de s'en tenir, pour Hermès, au financement d'une phase préparatoire de trois ans, avec des crédits moins importants que prévus. Selon M. Riesenhuber, la part allemande pour Hermès et Columbus devrait se situer « notablement en dessous » des 600 millions de Deutschmarks (environ 2 milliards de francs) qui avaient été évoqués lors des discussions préparatoires. Bonn est favorable à une diminution de 15 à 20 % du budget de l'agence spatiale européenne consacré aux trois projets.

Le seul projet dans lequel les Allemands de l'Ouest sont prêts à s'engager sans restriction est celui du lanceur Ariane-5, dont les pers-

pectives de rentabilité économique leur semblent assurées. Les réserves concernant le laboratoire spatial européen (APEX) qui doit être armé à la station orbitale américaine sont liées aux exigences des Américains de conserver pour eux seuls les bénéfices technologiques de l'entreprise. La réalisation de ce projet est donc liée aux résultats de négociations euro-américaines. Le projet Hermès se heurte, lui, aux objections des experts allemands, qui estiment qu'il ne constitue pas un progrès par rapport aux navettes américaines.

La conquête de l'espace n'a pas bonne presse en RFA. Elle est difficile aux dirigeants de Bonn de justifier les sacrifices que l'on demande en ce moment au contribuable pour financer la réforme fiscale en cours et d'appareiller comme ceux qui, au propre comme au figuré, jettent des milliards en l'air sans être en mesure de garantir un bénéfice à court et à moyen terme. La RFA n'est plus un pays où les hommes politiques peuvent faire recette avec des projets grandioses pour le siècle prochain. Terre doucement vieillissante, elle n'a que faire de la conquête de nouvelles frontières. C'est pourquoi, malgré les restrictions formulées et les limites définies, on ne doit pas minimiser l'acte de courage politique du chancelier Kohl, qui va devoir, dans les mois à venir, subir un feu nourri de tous ceux qui verseraient l'argent dépensé dans l'espace mieu utilisé au profit des gens qui gardent les pieds sur terre.

LUC ROSENZWEIG.

MÉDECINE

Le débat sur les nouveau-nés handicapés

Le texte adressé à plusieurs parlementaires par l'Association pour la prévention de l'enfance handicapée (APEH) leur demandant d'élaborer une proposition de loi « qui permette aux parents, dans certaines circonstances, de ne pas entretenir en vie des petits enfants anormaux » (Le Monde du 7 novembre) a suscité de nouvelles réactions.

LE PARTI SOCIALISTE, par la bouche de son député national à la santé, M. Claude Pigem, affirme son « opposition la plus ferme sur la forme et sur le fond ». Pour lui, « la loi n'est pas la réponse la plus adaptée à un problème qui ne peut être abordé qu'au cas par cas, associant les parents et les médecins. Il s'agit d'un problème personnel pour être réglé de manière globale et systématique par un texte législatif. »

L'ORDRE DES MÉDECINS manifeste sa « désapprobation ». Son président, le docteur Louis René, interrogé par l'A.P.F., a notamment déclaré : « Voici le médecin affublé du don de prophétie qu'il doit exercer dans les trois jours après la naissance. Il ne s'agit pas non plus de fuir dans la technique devant une malformation multiple. Les médecins résistent au vertige ».

DÉFENSE

« Nouvel essai nucléaire français à Mururoa. » Selon la Nouvelle-Zélande, un nouveau tir nucléaire, d'une puissance évaluée entre 20 kilotonnes et 50 kilotonnes a eu lieu, vendredi 6 novembre, dans l'atoll de Mururoa, en Polynésie française. A Paris, le ministère de la défense ne fait aucun commentaire. Cette explosion est la quatre-vingt-troisième depuis que la France a commencé, en 1975, ses expériences nucléaires souterraines — (A.P.F.)

prométhéen de l'acharnement thérapeutique déraisonnable. »

L'ASSOCIATION DES ARAYLES DE FRANCE manifeste son « indignation » et affirme que « personne ne peut, en aucune circonstance, disposer de la vie d'un enfant qui vient au monde, pas même ceux qui ont donné la vie. »

M. HENRI CAILLAVET, président d'honneur de l'A.P.F., a répondu par un texte adressé aux parlementaires et qu'il n'a pas participé. Il a estimé, toutefois, au micro de Sud-Radio, qu'on peut imaginer l'interdiction de voir un enfant anormal sous certaines conditions, mais après un vaste débat moral et de sociologie. »

M. CLAUDE MALHUET, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, a vu sa déclaration diffusée dans Le Monde du 7 novembre. Il fait lire : « Cette proposition, qui va à l'autoriser l'euthanasie des enfants « anormaux » par une loi, méconnaît les plus élémentaires des principes du droit à la vie. L'idée d'évaluation, à la valeur de la vie est tout à fait inconciliable avec la philosophie des droits de l'homme. »

ENVIRONNEMENT

« Un président britannique pour l'UICN. » L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), dont le siège mondial est à Gland (Suisse), a désigné le 6 novembre, son nouveau président.

Il s'agit de M. Martin Holdag, cinquante-six ans, qui dirige actuellement la recherche au ministère britannique de l'environnement.

Le Syndicat de la magistrature estime que « la justice apparaît comme une institution fragile aux pressions de certains inculpés et de leur entourage », après la suspension par la Cour de cassation de l'instruction à la requête de M. Droit dans le dossier de Radio-Courtoisie. Dans un communiqué, le Syndicat ajoute : « A qui profite cette décision ? A l'évidence, à Michel Droit, qui voit ses tentatives d'entrave à la bonne marche de la justice couronnées de succès, au moins provisoirement, et sans doute à la CNCL, dont les armoiries resteront fermées à ceux qui cherchent la vérité. »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, estime que « le principe fondamental de l'indépendance des juges d'instruction est gravement menacé à la suite de la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation de suspendre l'instruction du dossier Michel Droit. « Un académicien peut-il échapper à la loi ? » « Y a-t-il maintenant deux poids, deux mesures dans la procédure judiciaire, selon que l'on soit un académicien protégé du pouvoir ou un simple citoyen ? », s'interroge M. Queyranne. Le porte-parole du PS souligne également que, « alors que le procureur avait demandé que la requête de M. Droit soit rejetée, la Cour de cassation en a jugé différemment. »

Nomination de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 4 novembre 1987, sont nommés conseillers à la Cour de cassation : MM. Jean Thierry, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre ; Jean Peyre, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Hector Milleville, président de chambre à la cour d'appel de Paris.

DANGER

prix Nobel

مكتبة الشامل

Octobre 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1^{er}. - **TIBET** : A Lhassa, une manifestation antichinoise, sévèrement réprimée par la police chinoise, tourne à l'émeute : treize personnes sont tuées. Les jours suivants, tandis que de nombreux monastères sont fermés, des appels en faveur de l'indépendance du Tibet, des renforts chinois sont envoyés à Lhassa et les journalistes étrangers sont expulsés (1^{er}, du 4 au 10, 13, 16 au 19 et 28).

1^{er}. - **VATICAN** : Un synode des évêques est réuni à Rome jusqu'au 30 sur la place des laïcs dans l'Eglise catholique (1^{er}, du 3 au 6, 8, 9, 15, 22, 29 et 31/X, 3/XI).

2^e. - **TUNISIE** : Le général Ben Ali, ministre de l'intérieur, est nommé premier ministre et devient le dauphin du président Bourguiba. Le 8, deux islamistes condamnés à mort le 27 septembre sont pendus. M. Bourguiba leur ayant refusé sa grâce (3, 4-5, 7, 9, 15, 16, 20 et 29).

3^e. - **CANADA-ÉTATS-UNIS** : Un accord est conclu entre Washington et Ottawa prévoyant la libéralisation totale des échanges commerciaux, en dix ans à partir du 1^{er} janvier 1989 (6 et 9).

3^e. - **FRANCE-ESPAGNE** : Plus de cent personnes sont interpellées au cours d'une vaste opération de la police française dans les milieux nationalistes basques. Cinquante-cinq d'entre elles sont ensuite expulsées vers l'Espagne, ce qui porte à près de cent cinquante depuis juillet 1986 le nombre de Basques espagnols renvoyés dans leur pays suivant la procédure dite d'urgence absolue (du 1^{er} au 13, 24 et 27).

5^e. - **AMÉRIQUE LATINE** : M. Édouard Chevardnadze quitte, après une visite officielle de cinq jours, l'Argentine pour l'Uruguay. Cette première tournée officielle d'un haut responsable soviétique avait commencé, du 28 au 30 septembre, par le Brésil (30/X et du 2 au 7).

6^e. - **FIDJI** : Le colonel Rabuka, qui a instauré un régime militaire le 25 septembre et abrogé la Constitution, le 1^{er} octobre, proclame la République, ce qui provoque, le 17, l'exclusion des Fidji du Commonwealth (2, 5, du 6 au 9, 14, 17, 20 et 30).

11^e. - **FRANCE-AMÉRIQUE LATINE** : M. François Mitterrand se rend en Argentine du 6 au 9, puis, plus brièvement, en Uruguay et au Pérou. A propos du développement et de la dette, il exprime sa solidarité à l'égard des « démocraties menacées » (du 6 au 13).

8^e. - **ÉTATS-UNIS-IRAN** : Dans le Golfe, des hélicoptères américains détruisent trois vedettes iraniennes qui, selon Washington, avaient été tirées sur un pétrolier américain d'observation (du 10 au 13).

8^e. - **POLOGNE** : Le comité central approuve à l'unanimité les « profondes réformes » économiques et politiques qui seront soumises à référendum le 29 novembre. Le 26, Solidarité appelle à boycotter ce référendum (6, du 8 au 16, du 23 au 28 et 30).

8-10. - **FRANCE-AFRIQUE DU SUD** : La venue à Paris de M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et le fait qu'il soit reçu le 9 par M. Chirac suscitent des protestations à gauche (4-5 et du 9 au 13).

9^e. - **SRI-LANKA** : Après le massacre de cent cinquante-sept civils ougandais, les 6 et 7, par des séparatistes tamouls dans l'est de l'île, les troupes indiennes de « maintien de la paix » attaquent les Tigres tamouls dans leur bastion de Jaffna. Les combats sont très violents jusqu'au 25 et font de nombreuses victimes civiles. Les Tigres sont vaincus mais la plupart réussissent à s'enfuir dans la jungle pour poursuivre la guérilla (du 7 au 10, du 13 au 27 et 29/X, 1^{er} et 2/XI).

10-11. - **FRANCE-SYRIE** : La visite de M. Jean-Bernard Raimond à Damas marque la reprise des contacts à haut niveau, interrompus par tous les pays de la CEE depuis onze mois (11-12, 13 et 22).

11. - **RFA** : La mort mystérieuse d'Uwe Barschel dans un hôtel à Genève provoque un choc dans le monde politique ouest-allemand. Bien que sa famille parle d'assassinat, il semble que l'ancien ministre-président chrétien-démocrate du Schleswig-Holstein, contraint à la démission le 25 septembre après avoir été impliqué dans un grave scandale politique, se soit suicidé en absorbant des tranquillisants (10, du 13 au 16, 21 et 29).

12-13. - **URSS** : M. Mikhail Gorbatchev, en visite à Leningrad, défend avec vigueur sa politique de « balayer » les dirigeants locaux qui ne l'appuient pas (2, 3, 7, du 11 au 15, du 20 au 23 et 31/X, 3/XI).

13. - **AMÉRIQUE CENTRALE** : L'attribution du prix Nobel de la paix à M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, qui est à l'origine des accords de paix signés le 7 août, est saluée par des louanges unanimes, à l'Ouest comme à l'Est, auxquelles se joint M. Reagan, qui a réaffirmé, le 7, devant l'OUA, son appui indéfectible à la Contre-révolutionnaire (du 3 au 15, 17, 20, 23, 25-26 et du 28 au 31).

13. - **IRAN-IRAQ** : Un missile sol-sol iranien est tiré sur Bagdad pour la quatrième fois en huit jours. Il atteint une école et fait 32 morts, dont 29 enfants. Depuis le début du mois, les raids de l'aviation iranienne sur le territoire irakien et dans le Golfe se multiplient ainsi que les attaques de pétroliers par des vedettes iraniennes (du 2 au 17, 22, 23, 29, 30 et 31).

15. - **BURKINA-FASO** : Le capitaine Blaise Compaoré, numéro deux du régime, renverse le capitaine Thomas Sankara, qui est tué, ainsi qu'une cinquantaine d'autres personnes (du 17 au 29/X et 4/XI).

18. - **SUISSE** : Aux élections législatives, la coalition gouvernementale de quatre partis, avec 159 des 200 sièges, perd 7 sièges, tandis que les Verts, avec 9 sièges, en gagnent 5, et que le nouveau Parti des autonomistes, opposé aux écologistes, obtient 2 sièges à Berne et à Zurich. La participation s'est élevée de 46,5 % (16, 20 et 31).

18. - **UNESCO** : L'Espagnol Federico Mayor est désigné par le conseil exécutif de l'UNESCO pour succéder au Suédois Amadou Mahtar Mbow, directeur général depuis 1974. Mais son élection, obtenue au cinquième et dernier tour de scrutin, par 30 voix contre 20, devra être validée en novembre par la conférence générale, qui rassemble les 158 États membres. M. Mbow, arrivé en tête aux quatre premiers tours de scrutin, avait retiré le 17 sa candidature pour protester contre « les menaces explicites de retrait ou de non-paiement de contribution » lancées par plusieurs pays occidentaux pour empêcher la réélection de M. Mbow (4-5, du 7 au 21 et 23).

19. - **BELGIQUE** : Le roi Baudouin accepte la démission du gouvernement de M. Wilfried Martens et le charge de préparer une révision de la Constitution sur les problèmes linguistiques, avant que soient convoqués des élections législatives anticipées en décembre (16, 17, 20, 21, 23 et 25-26).

19. - **ÉTATS-UNIS-IRAN** : Dans le Golfe, la marine américaine attaque deux plates-formes iraniennes transformées en bases militaires flottantes, après le tir d'un missile iranien, le 16, contre un des onze pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain dans les eaux du Koweït. Le 22, un missile iranien est tiré contre un terminal pétrolier off-shore koweïtien. Washington ne riposte pas mais annonce, le 26, un embargo sur les importations de pétrole d'Iran (du 17 au 29).

19. - **JAPON** : Le Yashiro Nakasone, arbitrant la lutte entre les clans au sein du parti au pouvoir, choisit M. Noboru Takeshita pour lui succéder le 6 novembre au poste de premier ministre (9, 16, 20, 21 et 27).

19-22. - **FRANCE-RFA** : M. Mitterrand, faisant sa première visite d'État en République fédérale d'Allemagne, s'attache à clarifier la doctrine française de dissuasion nucléaire, qui s'adresse à l'agresseur et à lui seul (du 18 au 24).

23. - **BRESIL** : Deux personnes meurent après avoir été irradiées en septembre à Goiânia par une capsule de césium-137, trouvée dans les débris d'un institut de radiodiagnostic et ouverte par un ferrailleur. Au moins 242 autres habitants de Goiânia, ville de 600 000 habitants, ont été contaminés, dont certains très gravement. A la fin du mois, le bilan de cet accident, le plus grave jamais survenu hors d'un centre nucléaire, est de quatre morts (3, 6,

Tempêtes boursières

Le 14, sur des marchés financiers déprimés par la hausse des taux d'intérêt, l'annonce du déficit du commerce extérieur des États-Unis (15,58 milliards de dollars en août) provoque une baisse importante à New-York, où l'indice Dow Jones, qui était à 2 641 le 2, perd 98 points (-3,8 %) à 2 412, et à Paris, le 15, où l'indice CAC (410,9 le 6) chute de 5,5 % à 386,1.

La panique s'empare alors des marchés boursiers : le 16, le Dow Jones perd 108 points (-4,5 %) à 2 245 et le lundi 19 il s'effondre à 1 738 (-22,6 %). Partout, les Bourses enregistrent des baisses records : à Tokyo, l'indice Nikkei, qui avait atteint, le 14, son niveau le plus élevé de 1987, chute de 20, de 14,9 % à 21 810 ; à Londres, l'indice FT perd 10,1 % le 19 et 11,6 % le 20 ; à Paris, l'indice de tendance se replie le 19 de 9,3 %.

Cependant, la concertation entre les autorités financières américaines et allemandes ainsi que les interventions des banques centrales permettent de stabiliser le dollar, qui, après être passé le 19 de 6,01 F à 5,93 F, remonte au-dessus de 6 F. Les Bourses aussi se redressent, mais restent très nerveuses, avec des mouvements de « voyou » spectaculaires et un bêtard des records d'activité.

Le 22, M. Reagan réunit une conférence de presse à Washington : n'excluant plus une augmentation des dépenses à Paris et à Londres, il se déclare prêt à négocier avec le Congrès sur les moyens de réduire le déficit budgétaire américain, qui a atteint 148 milliards de dollars pour l'année budgétaire close fin septembre. A Paris, M. Mitterrand réaffirme la nécessité d'un nouvel ordre mondial international, qui serait créé autour du dollar, du yen et d'un ECU renforcé.

Le 26 a lieu un deuxième « lundi noir » sur les marchés boursiers : les indices perdent 4,8 % à Tokyo, 4,9 % à Paris, 5,8 % à Francfort, 6,4 % à Londres, 8 % à New-York et même 33 % à Hongkong après quatre jours de fermeté, tandis que le dollar recule, surtout face au yen et au mark.

Après une accalmie le 27, les principales Bourses rechutent le 28, surtout en Europe : à Paris, l'indice CAC baisse de 5,9 %, retombe au-dessous des 300 pour la première fois depuis février 1988. Cette recrudescence est due à un nouveau repli du dollar qui tombe le 29 à 5,84 F, 1,73 DM et 137,55 yen. A Paris, le franc s'affaiblit vis-à-vis du deutschemark, la Banque de France indique, le 30, qu'elle est « déterminée » à le défendre et à ne pas faciliter la spéculation.

Les 29 et 30, une fragile reprise se dessine sur les marchés boursiers : les indices reviennent à près de 23 000 à Tokyo et de 2 000 à New-York, repassent la barre des 300 à Paris et des 1 300 à Londres (à partir du 4).

FRANCE

1^{er}. - Syndicats et patronat engagent des négociations pour le renouvellement de la convention de l'assurance-chômage, alors que le déficit de l'UNEDIC prévu pour 1988 et 1989 est de 13 milliards de francs (2, 3, 28 et 29).

2. - Les députés du Front national boycottent la séance de rentrée de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle est observée une minute de recueillement à la mémoire des victimes du nazisme pour protester contre les propos de M. Le Pen sur les chambres à gaz (3 et 4-5).

5. - Après M. Chirac, le matin, M. Mitterrand rend hommage à René Cassin et préside la cérémonie de transfert de ses cendres au Panthéon (6 et 7).

6. - M. Pierre Méhaignerie annonce des mesures fiscales et des aides financières qui devraient permettre de libérer des terrains à bâtir (7).

6. - M. Serge Dassault, PDG du groupe aéronautique Dassault-Breguet, annonce de nouvelles suppressions d'emplois, faute de commandes militaires à l'exportation : après 833 en janvier, 1 261 des quelque 16 000 salariés seraient concernés (29/X, 7, 10, 14 et 24).

8. - L'Assemblée nationale vote la proposition de résolution de mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, par 240 voix (RPR, UDF, FN, PC) contre 211 (PS). Au cours des débats, le 7, M. Nucci a affirmé qu'il était « innocent » (4-5, 9, 10, 17, 22 et 23).

8. - M. Henri Krasucki dénonce, dans un entretien au Monde, une « politique de droite » qui « détruit les conquêtes sociales et s'acharne contre les libertés ». La CGT, après la journée d'action du 1^{er}, en organise une autre, le 26, sur les libertés syndicales (1^{er}, 2, 3, 9, 10 et du 25 au 28).

9. - M. Jacques Chirac annonce le tracé choisi pour le TGV-Nord, qui passe par Reims, puis Lille, avant de s'orienter vers Londres à Bruxelles. Le fait qu'il évite Amiens suscite des protestations en Picardie (10, 11-12, 14, 20 et 28).

9. - M. Michel Rocard tient à Valence la cinquième meeting d'une tournée préfectorale qui l'a conduit à Reims, le 2, à Dijon, le 5, à Angers, le 6 et à Lorient, le 8 (4-5, 7, 8, 10, 14 et 23).

9-10. - De vifs incidents ont lieu à l'Assemblée nationale au cours de l'examen du projet de loi

contre le trafic des stupéfiants en raison de l'obstruction et des violences verbales des députés FN pour dénoncer l'absentéisme des élus de la majorité (8 et du 10 au 16).

12. - Le Monde révèle que M. Alain Chalandon possédait un compte courant rémunéré à la joaillerie Chaumet, qui a déposé son bilan et dont le passif est évalué à plus de 2 milliards de francs. Bien qu'il confirme cette information dans plusieurs entretiens à la presse, M. Chalandon porte plainte en diffamation, le 28, contre le Monde, tandis que les socialistes, en se déclarant « contre l'exploitation politique et politicienne des affaires », renouent à plusieurs reprises en critiquant le fait que le garde des sceaux soit à la fois juge et partie (du 13 au 17, du 20 au 26, 28 et 30).

12. - M. Raymond Barre, s'adressant à vingt-cinq députés et au ministre baristres réunis à Talloires, exprime son intention de faire une campagne « digne » et « sobre », dont il présente les grands axes devant les « états généraux » baristres réunis à Versailles le 24 (du 17 au 20, 25-26 et 27).

12. - M. Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Son exclusion du PC, le 14, est suivie d'autres exclusions de rénovateurs (6, du 13 au 17, 20, 21, 22, 27, et 31/X, 1^{er} et 2/XI).

15. - La grève des fonctionnaires, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, est suivie aux PTI et dans l'éducation nationale (du 15 au 19).

15. - En septembre, le déficit du commerce extérieur a été de 2,4 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 2 % et les prix ont augmenté de 0,1 % (16, 17, 20, 28, 30 et 31).

15-16. - La Bretagne et la Normandie sont frappées par une très violente tempête, qui touche aussi les côtes ouest du Portugal et de l'Espagne, ainsi que le sud de l'Angleterre. Au total, plus de vingt personnes sont tuées et les dégâts sont considérables, en particulier en France, où, le 23, six départements sont déclarés sinistrés (du 17 au 26 et 29/X, 3/XI).

16-17. - M. Chirac se rend dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. Le 17, il dîne avec M. Lottard à Fréjus (du 17 au 20).

17. - La privatisation de Suez, commencée le 5, est un succès malgré la baisse de la Bourse : plus de 1,6 million de Français ont acquis, au prix de 317 F l'une, les 18,3 millions d'actions (30 % du capital) de l'offre publique de vente. Mais, le 28, M. Balladur décide de retarder la cotation du titre après la forte chute de la Bourse (du 3 au 6, 11-12, 20, 28 et 30).

18. - La majorité s'inquiète du report des voix du Front national, après l'élection, lors d'une cantonale partielle à Tournai-Nord, du candidat socialiste, avec 54,86 % des voix, alors qu'au premier tour, le 11, la droite et l'extrême droite totalisaient 57,51 % des voix (10, 13, 16, 20 et 22).

19. - M. André Lajoinie, invité de « L'heure de vérité », passe de 14 % à 33 % d'opinions favorables, mais ne réussit pas à convaincre sur son programme (21/X et 1^{er} et 2/XI).

20. - Le rapport des « sages » sur la Sécurité sociale est remis au premier ministre. Prenant le maintien du système de protection sociale, avec une gestion plus économique pour la retraite et l'assurance-maladie, ils proposent d'instaurer un prélèvement proportionnel sur tous les revenus, voté chaque année par le Parlement (9, 15, 21, 22 et 24).

21. - M. Edouard Balladur annonce que la privatisation de Matra, prévue à partir du 26, est reportée en raison de la crise boursière, mais affirme que « la pause n'est pas politique » et que les privatisations à répétition n'ont pas

CULTURE

1^{er}. - Le Festival d'automne à Paris ouvre un cycle consacré aux œuvres musicales récentes de Luigi Nono par la création française de Prométhée au Théâtre national de Chailion (17/X, 3 et 10/X).

2. - La solution du « litige des plans-reliefs » prévoit le retour à Paris de l'essentiel de la collection et le maintien à Lille d'une vingtaine de maquettes de villes de la région (4-5).

3. - La première grande exposition du Musée d'Orsay est consacrée à l'architecture de Chicago (3).

3. - Une journée Lully est organisée à Versailles par les responsables du projet de Centre de musique baroque, prévu pour septembre 1988 (27-28/X et 6/X).

3. - Mort de Jean Anouilh, écrivain et dramaturge (6).

8. - La reine Sophie d'Espagne et M. Chirac inaugurent les quatre expositions faisant à Paris le panorama de cinq siècles de peinture espagnole (8).

8. - Ouverture de l'exposition consacrée à Le Corbusier au Centre Georges-Pompidou, pour le centenaire de la naissance de l'architecte (9).

15. - Une rétrospective de l'œuvre de Lucio Fontana, peintre et sculpteur italien mort en 1968, est organisée au Centre Georges-Pompidou (21).

22. - Mort de Lino Ventura, acteur (24).

27. - Mort de Jean Hélon, peintre (29 et 30).

27. - Mort d'André Masson, peintre (30).

28. - Keoprops, d'Iannis Xenakis, est interprété en création française à la salle Pleyel par le pianiste Roger Woodward et l'Orchestre de Paris dirigé par Zubin Mehta (25-26/X et 4/XI).

29. - Mort de Woody Herman, chef d'orchestre et clarinettiste de jazz américain (31).

Les prix Nobel

12. - **MÉDECINE** : M. Susumu Tonegawa (Japon), pour ses découvertes sur les mécanismes de fabrication des anticorps (13, 14 et 21).

13. - **PAIX** : M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, pour ses efforts en faveur de la paix et de la réconciliation en Amérique centrale (14 et 15).

14. - **PHYSIQUE** : MM. Georg Bedard et Alex Müller (Suisse), pour leurs travaux sur la supraconductivité (15, 16 et 21).

14. - **CHIMIE** : MM. Charles Pedersen et Donald Cram (États-Unis), pour leur invention des molécules creuses (16 et 21).

21. - **ÉCONOMIE** : M. Robert Solow (États-Unis), pour ses travaux sur la croissance (22 et 27).

22. - **LITTÉRATURE** : Joseph Brodsky, poète d'origine soviétique, naturalisé américain après avoir été contraint d'émigrer en 1972 (23 et 24).

سكانة الشرق

Economie

Le Monde • Dimanche 8-Lundi 9 novembre 1987 17

La baisse du franc et du dollar

Regain de tension au sein du SME

La proposition des sénateurs républicains, remise vendredi à M. Reagan et visant à réduire le déficit budgétaire américain de 30 milliards de dollars, mettra-t-elle un peu de baume au cœur des financiers internationaux ? Rendre public en fin d'après-midi à Washington, celle-ci n'avait pas encore d'effet sur les marchés. Le dernier jour de cette troisième semaine de crise s'achève dans la panique : un dollar toujours en baisse, des marchés boursiers hésitants et un regain de tension au sein du système monétaire européen, où le franc était à nouveau pris, vendredi 6 novembre, d'un accès de faiblesse.

Encore en baisse, malgré le soutien actif des banques centrales sur les places asiatiques et européennes, le billet s'est finalement stabilisé à un niveau très bas à

New-York, vendredi. En fin de journée, il se négociait à 135,45 yens, à 1,6722 de francs français. La Réserve fédérale américaine ne serait pas intervenue, d'après les cambistes new-yorkais. Mais ces derniers estimaient, en fin de journée, que le dollar restait fragile.

Malgré le mouvement général de baisse des taux d'intérêt — auquel la France ne participe pas — les marchés boursiers sont restés très hésitants. Les actions étaient en légère hausse à Tokyo (+ 1 %) et à Hongkong. Mais elles reprenaient le chemin de la baisse à Londres (- 1 %) et à Francfort. Quant à la Bourse de Paris, l'indécision y était complète : hausse à l'ouverture, chute en cours de séance pour finale-

ment s'achever sur un progrès d'un peu moins de 1 %. A Wall Street, aussi, le yoyo était rigoureux. L'indice Dow Jones, le baromètre de la Bourse de New-York, a terminé sa journée en baisse de 26,53 points à 1 958,88. Le marché américain s'interrogeait sur l'effet à attendre du retour à la normale, lundi, des programmes informatiques, susceptibles d'avoir contribué à l'effondrement de la Bourse le 19 octobre.

Dans ce climat délétère, la journée de vendredi a été marquée par un regain de tension au sein du système monétaire européen. La concertation franco-allemande du jeudi 5 novembre sur les taux d'intérêt n'aura finalement eu des effets que passagers. L'annonce d'une baisse des taux en Allemagne et d'une hausse des taux en France avait permis jeudi en fin d'après-midi un réajustement du franc vis-à-vis du deutschemark. Mais tout au long de la journée de vendredi le franc a à nouveau glissé. Ayant démarré à l'ouverture, à 3,3695 FF, le mark a terminé la journée à 3,4090 FF, égalant ainsi son cours record inscrit au fin de la veille, quelques minutes avant l'annonce de la hausse des taux d'intervention de la Banque de France. On en est donc revenu à la case départ.

« Gravées dans le marbre »

Face à la baisse du dollar, les marchés restent donc toujours sceptiques sur la possibilité de maintenir les parités actuelles au sein du SME. Les autorités monétaires européennes multiplient pourtant les déclarations pour montrer leur détermination. « Les parités franc-mark sont gravées dans le marbre », indiquait-on vendredi dans l'entourage du ministre français de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, déclarant pour sa part à l'Assemblée nationale, « il n'est pas question de remettre en cause notre politique monétaire ».

Pas d'urgence absolue

On aurait tort de croire pourtant que le sentiment d'urgence absolue est aussi fortement ressenti ici qu'il semble l'être en Europe. Certes, les responsables, M. Reagan comme les démocrates, répètent qu'il faut agir, et le président refuse même d'envoyer un échec des négociations. Mais, après tout, Wall Street manifeste une assez remarquable patience (la semaine boursière, au total, n'a pas été trop mauvaise) ; les bons du Trésor américains ont trouvé preneurs sans aucune difficulté ; les ventes de détail ont progressé en octobre ; seul le chômage a augmenté de 0,1 %, mais il reste à un niveau remarquablement bas (6 % de la population active, c'est-à-dire, selon certains spécialistes, presque le plein emploi). Et l'opinion publique est loin de céder à la panique : selon un sondage publié par le *New York Times* vendredi, plus de la moitié des Américains estiment que l'économie de leur pays « va plutôt bien ». Ils étaient à peine plus nombreux à le penser avant le choc de Wall Street. Le reste du sondage est à l'avenant ; la confiance des Américains dans l'avenir n'est que marginalement érodée.

JAN KRAUZE.

Les charges d'agents de change dans la tourmente

Un fonds de soutien aux Etats-Unis

Selon un responsable du Trésor américain, George D. Gould, l'administration Reagan envisagerait un plan de sauvetage des firmes de courtage opérant à Wall Street, dans le cas où se produirait une chute boursière identique à celle du « lundi noir », du 19 octobre dernier. Selon George D. Gould, l'adminis-

tration demanderait aux firmes de courtage et aux grandes sociétés cotées de constituer un fonds de solidarité de 2 à 3 milliards de dollars destiné à venir en aide aux opérateurs boursiers, qui seraient mis en péril par une baisse brutale des cours.

Investissements anglo-saxons en France

Deux banques anglo-saxonnes viennent de faire connaître leur intention d'entrer dans le capital de charges d'agents de change françaises. La banque britannique Warburg confirme son intérêt pour Baccot-Alain-Farra. Elle a déposé une demande de prise de participation pouvant aller jusqu'à 90 % du capital. De son côté, la banque américaine J.P. Morgan a également déposé un dossier en vue d'acquiescer jusqu'à 80 % de la charge Nivard-Fornoy. Jusqu'ici un seul établissement étranger, la firme britannique James Capel (groupe Hongkong

and Shanghai Bank) avait annoncé son intention de se porter acquéreur d'une charge (Dufour-Keller-Lacourrière).

Baccot-Alain-Farra est une des dix premières charges parisiennes. Elle est spécialisée dans les négociations de blocs d'actions, avec 23 millions de francs de bénéfice net en 1986. Charge assez importante, Nivard-Fornoy avait été associée à plusieurs grands établissements financiers de la place, dont la Banque Paribas mais qui, elle, a choisi d'acquiescer la totalité du capital de Courcoux-Bouvet.

Le Kowatt aurait acquis 5 % de BP. — Le Kowatt aurait réussi à acquiescer 4,9 % des actions de British Petroleum à la faveur de la crise boursière. Ces achats — qui seraient évalués à 850 millions de livres (8,5 milliards de francs environ) — auraient eu lieu en dehors de la place de Londres et auraient été effectués auprès d'institutions financières étrangères, notamment américaines, ayant souscrit de nouvelles actions de la dernière tranche qui vient d'être privatisée. — (AFP.)

et rigoureuse de défense du franc ». Commentant les conséquences de la crise boursière et monétaire et de la hausse des taux à court terme, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a expliqué, samedi sur Canal Plus, qu'il refusait de « s'associer à ceux qui crient : récession, récession ». Si les sept grands pays industrialisés « n'arrivent pas à coordonner leurs politiques économiques et monétaires, alors des effets peuvent se faire ressentir ». « Il faut toutefois déclarer ».

Le rôle et le fonctionnement du SME sont aussi à nouveau au centre des débats. M. Jean-Pierre Chevènement, le député (PS) du Territoire de Belfort, s'est fait, vendredi dans un communiqué, l'avocat d'une réforme du SME qui « impose en permanence une face-à-face entre le franc et le mark » et « oblige le gouvernement français à adopter des mesures contraires aux impératifs du redressement économique... de la France ».

Pour sa part, M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui s'exprimait lors d'un colloque sur l'ECU à Luxembourg, a expliqué que, sans les accords de Nyborg (Danemark) de septembre dernier, « nous aurions connu des difficultés plus grandes depuis une dizaine de jours ». Aussi estime-t-il nécessaires de nouveaux progrès dans le renforcement du SME. L'ancien ministre français des finances préconise notamment « l'utilisation de l'ECU comme moyen d'intervention sur les marchés des changes ». Il souhaite « une déclaration solennelle du prochain conseil européen exprimant la volonté de promouvoir l'ECU ».

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui coprésidait ce colloque avec M. Delors a déclaré, de son côté, qu'« il fallait négocier en 1988 un nouveau progrès de l'Europe monétaire par la création d'une banque centrale européenne ».

E.L.

Une merveilleuse indifférence

Une crise financière de grande ampleur secoue les pays industrialisés depuis le 19 octobre, ébranle leurs marchés boursiers et les taux de change de leurs monnaies. Peu de choses sont faites par les gouvernements pour y porter remède.

Des solutions, pourtant, existent que la science économique et l'expérience enseignent. Mais les pays renonçant à les appliquer, poursuivant leur stratégie propre, inspirée par des réflexes nationaux, une histoire, des préoccupations politiques particulières.

Au sein du SME (système monétaire européen), le franc s'affaiblit, et c'est déjà presque une crise. S'il était à nouveau dévalué par rapport à la monnaie allemande, ce serait un drame, quelque chose comme une défaite nationale. Aux Etats-Unis, le dollar glisse dans l'indifférence générale, seuls les touristes américains en voyage à l'étranger voyant la chose d'un mauvais oeil.

Difficile dans ces conditions — à partir d'approches aussi différentes — de réagir en commun contre la tourmente boursière et financière.

A plusieurs reprises, des gouvernements français — de droite et de gauche — ont délibérément choisi le risque d'une récession ou plutôt d'un freinage de l'activité pour défendre la monnaie, stabiliser sa valeur. Cela a été fait en 1982-1983, et l'on peut penser que les conséquences politiques en ont été lourdes ; le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, ont fait perdre les élections législatives de 1986 aux socialistes.

Le niveau du dollar sur les places étrangères laisse au contraire de marbre les Américains. On le voit au comportement de Wall Street qui se redresse alors que le billet vert se déprécie de plus en plus. Ce que craignent comme la peste les Américains, c'est une récession du genre de celui qui a duré pendant deux ans les Etats-Unis en 1981-1982, faisant des millions de chômeurs, multipliant les fai-

lites, plongeant le pays dans un marasme noir.

Quand on a compris cela, une bonne partie de l'impudence actuelle des gouvernements à s'entendre sur une action commune s'explique. M. Baker, secrétaire au Trésor, l'homme fort du moment, ne veut à aucun prix plonger son pays dans une nouvelle crise comme l'avait fait M. Volcker il y a sept ans en poussant brutalement les taux d'intérêt à la hausse pour combattre l'inflation.

Les Etats-Unis vivent depuis le début de 1983 dans le confort qu'apporte une longue période de prospérité. Rien ne leur fait plus peur que l'idée d'une hausse des taux d'intérêt efficace pour soutenir le dollar mais dangereuse pour l'activité du pays. Tel est le sens des déclarations qu'a assénées avec la délicatesse qu'on lui connaît M. Baker dans une interview au *Wall Street Journal*.

Accords mis à mal

Alors que l'Europe demande à l'Amérique de réduire ses déficits budgétaires et commerciaux en consommant moins, en « tournant moins vite », Washington répond en substance que si rééquilibre il y a, ce sera en exportant davantage. Et qu'il suffit pour cela de laisser faire les marchés qui jour après jour érodent le dollar, et le rendent plus compétitif...

Les accords du Louvre qui voulaient être un pas vers une politique commune, qui voulaient dépasser les solutions particulières à chaque pays, sont mis à mal par de telles déclarations. C'est évident pour les Européens. Ce n'est pas pour les Américains, qui voient surtout dans l'accord du 22 février 1987 l'engagement pris par la RFA et le Japon de stimuler leurs économies. Pour acheter davantage de marchandises et de services sur le continent nord-américain...

ALAIN VERNHOLE.

COMMERCE INTERNATIONAL

Afin d'éviter un conflit avec les Etats-Unis

La Commission européenne propose de retarder l'application d'une directive sur la viande aux hormones

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La directive communautaire sur la viande aux hormones a été approuvée fin 1985. Depuis, tous les Etats membres, à l'exception de la France, ont (certains tout récemment) adapté leur législation nationale. M. François Guillaume a annoncé que le gouvernement introduirait les nouvelles dispositions européennes par voie réglementaire avant le 31 décembre.

Les Français n'étaient pas particulièrement favorables à l'interdiction totale des hormones. Principaux importateurs de viande et surtout d'abats américains, ils redoutent de figurer comme premières victimes de mesures de représailles. Cependant, leur préoccupation prioritaire est le maintien de l'unité du Marché commun, autrement dit la possibilité de continuer à livrer sans problème à ces très gros clients que sont l'Italie et la RFA. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargée des affaires agricoles, a imaginé une solution qui, pensait-il, permettrait de rassurer Washington, sans donner l'impression de s'écarter. La Commission, explique-t-il en substance, ne peut pas suspendre l'entrée en vigueur de la directive elle-même, comme le réclament les Etats-Unis, car ce serait remettre en cause ses applications internes, à savoir la stricte interdiction de traiter le bétail aux hormones à compter du 1^{er} janvier prochain. Mais, à côté de cela, elle doit bien considérer que

Une directive communautaire, interdisant la production et la commercialisation de viande traitée aux hormones, doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1988. Afin d'éviter un nouveau conflit avec les Etats-Unis — où certaines substances sont autorisées — la Commission européenne propose aux Douanes de suspendre pendant un an (ou dix-huit mois) les dispositions concernant la commercialisation. Les exportateurs américains de viande et d'abats pourraient, durant ce délai de grâce, continuer à vendre à la CEE. Mais les autorités de Washington ne trouvent pas ce geste suffisant.

les dispositions de la directive n'ayant pas été introduites suffisamment tôt dans plusieurs réglementations nationales, on avait fait l'objet d'une application peu sévère, on continuera à trouver sur les marchés de la CEE, pendant un an ou deux, des bêtes traitées. Il devient donc légitime de suspendre, à titre transitoire, l'interdiction de commercialiser ce type de viande et, pour qu'il n'y ait pas de discriminations à l'égard des pays tiers, de tolérer les importations de viandes « hormonisées » durant ce délai.

Un marché de plusieurs milliards de dollars

La Commission espérait que, devant ce geste de bonne volonté, l'administration américaine renoncera à ouvrir la procédure (dite de la section 301) qui lui permet de recourir à des représailles. Or, elle a fait savoir que son intention, si la CEE maintenait l'entrée en vigueur de la directive, était bel et bien d'adopter les mesures de rétorsion mais, cependant, de ne pas les appliquer, aussi longtemps que les producteurs américains pourraient continuer à vendre sur le marché des Douanes.

La menace ne serait donc pas écartée. L'affrontement serait simplement différé. La Commission, qui soumettra ses propositions exactes au comité vétérinaire des Douanes le 9 novembre, y trouvera-t-elle, dans ces conditions, la majorité qualifiée qui est nécessaire pour qu'elles soient adoptées ?

En vérité, les Etats-Unis estiment que la Communauté veut appliquer

la directive, même s'ils en sont provisoirement exemptés. Les hormones pour l'élevage représentent un marché énorme, de plusieurs milliards de dollars. La mise en œuvre de la directive risque de priver leur industrie vétérinaire du marché européen. Elle risque surtout de constituer un précédent dangereux aux Etats-Unis mêmes où les organisations de consommateurs commencent à vouloir imposer une interdiction similaire.

Les Américains ont demandé que soit créé, au sein du GATT (l'accord qui régit le commerce international), un groupe d'experts chargés de vérifier si la directive de la CEE a une justification scientifique. La Communauté a jusqu'à présent refusé de s'engager dans cette voie. Elle estime qu'il y a là un problème de souveraineté. Il n'est pas acceptable que — par le biais d'arbitrages du GATT — il puisse ainsi lui être interdit d'instaurer une législation qu'elle juge nécessaire.

Les fabricants d'hormones européens se mobilisent eux aussi contre la directive. Ils ont exploité auprès des éleveurs le recours contre la directive déposée par le Royaume-Uni et le Danemark devant la Cour de justice européenne de Luxembourg. Les conclusions de l'avocat général du 14 octobre 1987, selon lesquelles l'action des deux pays devait être rejetée, ne les a pas découragés. Vingt-trois fabricants se sont rassemblés au sein de la FEDESA (Fédération européenne des entreprises de santé animale) pour mener l'offensive contre la directive.

La FEDESA fait valoir que renoncer à engraisser les bêtes aux hormones revient à priver les éleveurs d'un gain de productivité. Le BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs) rappelle quant à lui que la directive correspond « à une prise en compte de l'intérêt national des consommateurs ». Pour le BEUC, « les pressions américaines ou du GATT sur la Commission contre la directive ne doivent entraîner aucune concession ou délai supplémentaire ».

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

A Marseille Vers la fin du conflit des dockers

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Après plus d'un mois d'un conflit qui a eu de graves répercussions économiques et sociales (*Le Monde* du 3 novembre), les dockers CGT et des entrepreneurs de manutention (accoriers) des bassins Est du Port autonome de Marseille devaient arriver au terme de leurs discussions, le samedi 7 novembre, pour la signature de nouvelles conventions collectives.

Les accords en passe d'être conclus devraient permettre de réduire de 20 % à 30 % les effectifs des équipes à terre et à bord. En revanche, les dockers ont obtenu le maintien, et dans certains cas l'amélioration, de leurs avantages sociaux. « Nous avons réalisé un changement profond dans l'organisation du travail de la manutention », a déclaré le porte-parole des accoriers, M. Magnan.

Les accords devront être approuvés lundi par les dockers au cours d'une assemblée générale. Seule ombre au tableau : le financement du plan social — prévoyant le départ de cinq cents dockers, — signé en juin dernier entre les deux parties, qui reste soumis à la bonne volonté des pouvoirs publics.

GUY PORTE.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

QUOI de neuf, docteur ? Pour reprendre cette expression familière à Bugs Bunny, c'est bien le cas de le dire. Pour la première fois consécutive, la Bourse de Paris a baissé au cours de la semaine écoulée, réduite à quatre séances par la fête des morts, traditionnellement chère rue Vivienne. Il faut soigneusement souligner ce fait, car certains commentateurs hardis en avaient déduit un peu hâtivement que le marché avait fermé ses portes pour enterrer les siens, perdus durant la dernière débauche.

Non, rien de neuf, sinon que la Bourse, devenue peu active pourtant, n'a pas paru être servie de bain. Un repli de 0,5 % des cours s'est fait mardi la réouverture du marché. Le lendemain, c'était la franche retraite. Inévitable, paraît-il, après les deux séances de hausse enregistrées à la fin de la semaine précédente. « Les investisseurs étrangers attirés à Wall Street, Hongkong, Tokyo, Londres... grignotent des plus-values là où ils peuvent encore », expliquait un professionnel. Ces pauvres gens se refaisaient un peu de monnaie jeudi (- 1,25 %). A la veille du week-end, ce furent littéralement les montagnes russes. La matinée s'était en effet achevée sur 1,8 % de hausse. Une demi-heure après, la tendance s'était complètement renversée (- 1 %). A 14 heures, nouveau coup de théâtre avec l'indice instantané revenant dans le noir. La séance, à combien chaotique, se terminait sur une modeste hausse de 0,45 %, sans grand effet sur le bilan de la semaine encore très courte (- 4,5 %). Depuis le 4 septembre dernier, point culminant de la reprise d'été, les valeurs françaises ont, en moyenne, baissé d'environ 32 %. Sans précédent. Après cela, les affiches, qui tapissent le métro pour appâter l'épargnant, « Bougez votre argent, il va faire des bonds », paraissent bien dérisoires.

Encore un petit effort et la Bourse achèvera de perdre les gains qu'elle avait acquis en 1986. Actuellement, l'indice CAC, retombé pour la deuxième fois au-dessous du palier des 300 points, se trouve à son plus bas niveau depuis le 18 février 1986.

A dire vrai, la séance de vendredi, à très bien sûr en l'honneur de l'investisseur du marché. Et ce sentiment est noir. Si Paris a continué cette semaine de s'effondrer, c'est bien la faute du dollar, qui n'en finit plus de s'effondrer au point de retomber à ses plus bas niveaux historiques contre le deutschemark, le yen et le franc suisse (voir ci-contre). La preuve : les autres places financières n'avaient pas la mine très fraîche non plus.

Mais sur cette rive-ci de l'Atlantique, le problème monétaire s'est compliqué avec le dérapage concomitant du franc (par rapport au deutschemark), qui s'est dangereusement approché de son court-plancher. Que faire ? Le laisser flotter en attendant sa sortie du SME ? Des financiers étaient pour. Mais pas question. Le choix

Encore plus bas

de Rühl s'est porté sur la « solution concertée » avec l'Allemagne fédérale, seule capable d'éviter une dépréciation du franc et une réévaluation du deutschemark. Et tandis que Bonn baissait ses taux d'intérêt à court terme, Paris relevait les siens. Momentanément... bien sûr ! Comme ça la France est devenue le seul pays riche au monde à majorer le loyer de son argent. Sur le marché obligataire et sur le MATIF où des positions avaient été prises à la hausse, en prévision d'un réajustement des parités monétaires dans le SME, qui devait conduire à une dévaluation du franc, des opérateurs se sont retrouvés pour la troisième fois complètement coincés. Beaucoup criaient au scandale, car la nouvelle du relèvement des taux français avait été annoncée jeudi une demi-heure seulement après le bouclage de l'émission d'OAT. « Et encore bravo ! », disait en sifflant un opérateur. « Mais ils sont fous », chuchotaient des professionnels. Et d'ajouter : « C'est la reconnaissance que la situation économique et monétaire n'est pas bonne en France ». Du coup, pour éviter des remous, un écran de fumée avait été dressé à la hâte vendredi matin. Et sur des achats institutionnels, le marché était remonté en flèche. « Cela permet à Paris de donner le change quand New-York redémarre », commentait un spécialiste. Mais le voile n'a pas tardé à se déchirer.

Pessimisme noir

Les étrangers, Britanniques en tête, se sont remis à vendre. Et les « zinzins » sont rapidement accourus pour colmater les brèches et tenter de rendre un air présentable à la Bourse. « Ces manœuvres n'ont échappé à personne. Elles ont contribué à dégrader l'atmosphère déjà assez lourde comme ça. » Un gérant de portefeuille, lui, ricane dans son coin : « Lundi prochain, il faudra canaliser les ventes de Suez ». C'est, en effet, le 9 novembre que l'action de ce groupe financier doit faire son retour rue Vivienne. « Elle va se faire écharper », lance quelque'un. Vendredi, sur le marché gris de Londres l'action Suez se traitait entre 285 F et 295 F (prix de vente : 317 F). Sans commentaire.

D'une façon générale, le pessimisme est tel dans les traversées que nul ne s'aventure plus à formuler le moindre pronostic. Le mot réprime ? Banni. A Noël peut-être on en reparlera, quand le ralentissement de la croissance

Semaine du 3 au 6 novembre.

outre-Atlantique sera tel que la Réserve fédérale américaine sera obligée de baisser ses taux pour relancer la machine économique et le dollar.

Dans l'immédiat beaucoup craignent que l'apparition future d'un début de récession, pour la première fois depuis trois semaines, soit éphémère. « La remontée des taux a tout cassé », murmurent un boursier. Et puis l'horizon se rétrécit à toute vitesse. Avec la crise financière, partout la croissance va se ralentir. En France, le BPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques) table tout juste sur 1 % pour 1988. Dans ces conditions, les prévisions de bénéfices des entreprises vont devoir être revues... à la baisse. Il en sera de même du PER (price earning ratio ou rapport cours bénéfice par action). « Il va falloir maintenant raisonner avec des ratios de 10, peut-être même inférieurs », se plaignait un analyste. Mais où est donc passé le temps des PER à 17, 20, voire 25 ? Pour l'instant des professionnels se bornent à constater que les valeurs françaises sont revenues à des niveaux correspondant à des cours d'achat... pour 1988. Le drame est que le montant des achats à découvert n'a pas diminué (- 19 %) en un mois, à due proportion de la baisse des cours. « Elle reste trop importante », entend-on-son la verrière. Autrement dit, en plus des ventes de portefeuilles auxquelles les étrangers procèdent encore, des dégellements sur positions payent encore se produisent, par lassitude ou pour éviter le pire. Le montant de ce découvert sur les actions françaises n'est pas considérable : 5,78 milliards de francs à fin octobre. Au rythme actuel des transactions (1,4 milliard de francs par jour), cela représente quatre semaines en Bourse. En temps ordinaire, ce n'est rien et le marché serait jusqu'au bout. En période de crise, les vieux critères s'ont plus courts. Les circonstances sont vraiment exceptionnelles. La preuve : les spécialistes chargés de gérer le portefeuille officiel de l'Expansion ont démissionné. Impossible : les règles du jeu ont changé. Ce n'est pas un hasard si le représentant d'une grande banque, habitué à se restaurer convenablement, avait l'autre jour un sandwich à la saucisse. Le lendemain, il n'avait même plus le temps d'en acheter un. Il n'y a plus que M. Francis Bouygues pour se montrer sérieux, devant les rumeurs d'OPA qui circulent sur son groupe depuis que son action est tombée au-dessous de 1 000 F.

Maintenant, pour gagner de l'argent rue Vivienne, il faut, comme l'assurait un gérant de portefeuille spécialisé, « pouvoir vendre les actions des grandes entreprises des pays industrialisés ». C'est évident. Mais faudra-t-il attendre un nouveau cataclysme pour voir les hommes politiques se décider enfin à prendre des mesures ? En Bourse, le fond reste peut-être à découvrir.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En dessous de 2 000

Wall Street s'est efforcé cette semaine de redresser la tête après la débâcle d'octobre. Mais le marché américain n'y est pas arrivé. Encore sous le choc, les investisseurs ont cette fois été rendus très inquiets par la chute du dollar et l'incapacité manifeste du Congrès et de l'administration Reagan de trouver un terrain d'entente pour réduire le déficit budgétaire. De ce fait, après un départ encourageant, la Bourse américaine a reculé, pour retomber en dessous de la barre des 2 000 et à l'échelle de la semaine écoulée. A la veille du week-end, l'indice Dow Jones s'est établi à 1 959,05 (contre 1 993,53 le 30 octobre).

Une rumeur, reprise par l'Express, circule à New-York, selon laquelle la crise d'octobre serait due à un sabotage financier de l'Iran, qui dès le 14 octobre avait un ordre de vente de plus de 1 milliard de dollars d'actions américaines.

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
Alcoa	43	42 5/8
Allegheny (ex-UAL)	73 1/2	72 1/2
AT&T	38 5/8	36 3/8
Bell	28 1/2	28 1/2
Chrysler	27 1/2	26 1/2
Chrysler	27 1/2	26 1/2
Du Pont de Nemours	90 1/4	88
Eastman Kodak	55 3/4	53
Exxon	42	41 1/4
Ford	75 1/2	75 5/8
General Electric	47 1/8	46 1/8
General Motors	58 1/2	57 1/2
Goodyear	47 3/4	46 7/8
IBM	123	119 1/2
ITT	52 3/4	50 7/8
Mobile Oil	40	39 1/2
Pfizer	32 5/8	32 1/4
Schlumberger	34 5/8	33 3/4
Texas	32 5/8	30 5/8
Union Carbide	21 1/2	21 3/4
USX	27 1/2	26 3/4
Westinghouse	47 1/8	47 3/4
Xerox Corp.	57 1/8	56 1/8

LONDRES

Semaine noire

La relative résistance qui s'était manifestée la semaine précédente, n'a pas tenu. Le Stock Exchange a replongé. Suivant les indices pris comme référence, la baisse a été de 7 % ou de 8 %. Une tentative de reprise jeudi, favorisée par la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en RFA, a fait long feu. En plus des craintes suscitées par la glissade du dollar, la perspective d'une récession n'a pas peu contribué à déclencher de nouvelles vagues de ventes. Le discours d'automne, volontairement optimiste, prononcé par le chancelier de l'Echiquier a fait l'effet d'un caillou sur une jambe de bois. Indices : « FT » de 6 novembre : 2 674,19 (contre 2 744,19 le 30 octobre) ; « FT » de 6 novembre : 2 674,19 (contre 2 744,19 le 30 octobre) ; « FT » de 6 novembre : 2 674,19 (contre 2 744,19 le 30 octobre).

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
Bovis	422	424
Bovis	370	366
Brit. Petroleum	267	265
Charter	287	284
Courant	337	338
De Beers	18 1/4	18 1/4
Free Gold	12 3/4	12 1/2
Glaxo	11 5/8	10 21/64
Imperial Chemical	28 3/4	28 3/8
Shell	10 31/64	9 5/8
Unilever	496	487
Vickers	164	153 1/2
Warren	40 1/4	40 5/8

FRANCFORT

- 7,8 %

De l'effacement, le marché allemand est passé cette semaine à l'effondrement. D'un vendredi à l'autre, la baisse moyenne des cours a été de 7,8 %. La comme ailleurs, la dégratation du dollar a contribué à inquiéter les investisseurs. L'annonce d'une baisse du Lombard (taux d'avance sur titres) a tout juste réussi à freiner l'effacement à la veille du week-end. Les valeurs de la construction automobile ont été très éprouvées.

Indice de la Commerzbank du 6 novembre : 1 407 (contre 1 526).

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
ARG	251	219
BASF	271,80	253,20
Bayer	293,50	269
Commerzbank	244,50	234
Deutschebank	528	467,50
Focke	264	240,50
Karstadt	454	427,50
Manneberg	145	125,50
Siemens	487	435,50
Volkswagen	275	253

TOKYO

Encore quelques secousses

Le marché japonais est passé successivement de l'espoir (reprise de Wall Street) à la crainte (chute du dollar). De ce fait, les cours ont évolué en dents de scie au cours de cette semaine. Après une séance mardi par la fête de la culture, finalement, samedi matin, le Nikkei-Dojo s'est encore alourdi, de nombreux opérateurs estimant que l'accord de Lomé avait fait long feu.

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
Alcatel	454	432
Bridgestone	1 150	1 180
Cannon	936	940
Fuji Bank	3 100	3 080
Honda Motor	1 250	1 220
Mitsubishi Electric	3 900	3 820
Mitsubishi Heavy	636	620
Sony Corp.	4 060	4 100
Toyota Motor	1 780	1 800

Produits chimiques

	6-11-87	Diff.
Inst. Méroix	3 330	+ 19
Labo. Bell	1 129	+ 69
Roussel UC	995	- 52
SASF	859	- 62
Bayer	905	- 60
Hoechst	799	- 81
Imp. Chimie (I)	108,29	+ 5,80
Nord Hydro	150	- 11

(1) Coupon de 1,60 F.

Pétroles

	6-11-87	Diff.
E.F. France	71	inch.
E.F. Aquitaine	270	- 16
Esso	384,90	- 8,90
Exxon	233,50	- 8,50
Petrolfin	1 802	- 78
Primagaz	636	+ 19
Raffinage	76	+ 4
Royal Dutch	683	- 46
Sogefi	336	+ 1
Total	356	+ 1

Valeurs diverses

	6-11-87	Diff.
Acor	359,50	- 0,50
Agropar Havas	441	- 25
Ajovant	1 560	+ 164
Bic	585	- 28
Bis	765	- 65
CGIP	815	- 46
Club Méditerranée	365	- 27
Esalor	2 101	- 339
Europe 1	511	- 4
Hachette	2 120	- 133
L'Air liquide	520	- 15
L'Oréal	2 380	- 209
Navigation Marse	782	+ 2
Nord-Est	102,20	+ 1,10
Premier Clid	2 090	- 309
Saint-Gobain	520	- 16
Sandof	572	- 38
Skin Rosignol	1 036	- 2

Filatures, textiles, magasins

	6-11-87	Diff.
André Rouiller	161	- 19
Agache (Fin)	1 720	- 80
BHV	385	- 45
CAFA	1 440	- 40
Danier-Servino	2 226	- 29
Durty	375	- 25
DMC	392,10	- 28,40
Galeria Lafayette	1 828	- 22
La Redoute	2 808	- 98
Nouvelles Galeries	1 947	- 38
Printemps	450	- 30
SCOA	79,60	- 8

Mines, caoutchouc, outre-mer

	6-11-87	Diff.
Géophysique	351	- 48
Imetal	125	- 6
Michelin	222,90	- 15,60
Mtn. Pannoy	37,85	- 2,15
RIZ	29,40	- 6,40
ZCI	1,51	- 0,05

Métallurgie

	6-11-87	Diff.
Alpi	294	- 23
Avion Dumas-B.	840	- 47
Chiers-Clémence	47,30	- 4,40
De Dietrich	1 538	- 35
FOMC	528	- 12
Fives Li	98	- 8
Martin Wendel	231	- 27
Penhoët	572	- 80
Poussot SA	1 065	- 95
Poclain	16,40	- 0,85
Sogem	1 435	+ 13
Strifor	904	- 904
Valco	472	- 38
Valloire	42,50	- 7,50

Construction mécanique

	6-11-87	Diff.
Alpi	294	- 23
Avion Dumas-B.	840	- 47
Chiers-Clémence	47,30	- 4,40
De Dietrich	1 538	- 35
FOMC	528	- 12
Fives Li	98	- 8
Martin Wendel	231	- 27
Penhoët	572	- 80
Poussot SA	1 065	- 95
Poclain	16,40	- 0,85
Sogem	1 435	+ 13
Strifor	904	- 904
Valco	472	- 38
Valloire	42,50	- 7,50

Banques, assurances

	6-11-87	Diff.
Bail Equipement	290	inch.
Beausart (Cie)	451	- 56
Catolien	530	- 60
Chargem SA	785	- 15
CIF	875	- 15
CIT	385	- 2
Eurafrance	1 352	- 190
Hélio (La)	456	- 19
Im. R. Mousset	340	- 25
Localfrance	377	- 10
Locindus	845	- 19
Midi	825	- 76
Midland Bank	288	- 17
OPF	995	- 110
Paris. de réac.	417	- 33
Prétabell	1 145	- 20
Schneider	265	- 15
UCB	183,90	- 11,10

Valeurs à revenu fixe

	6-11-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1 703	- 106
7 1/2 % 1973	9 010	- 50
10 3/4 % 1975	100,30	- 0,40
PRM 10 1/2 % 1976	100,30	- 0,40
8 80 % 1978	125	- 0,65
10 1/2 % 1977	100,30	- 0,40
9 3/4 % 1979	97,70	- 0,10
10 3/4 % 1979	101,70	- 0,60
16 1/2 % 1982	112,45	- 0,35
15 7/8 % 1982	113,70	- 0,35
CNE 3 %	119,35	- 0,35
CNE 5 %	102,50	- 0,25
CNE 5 1/2 %	102,50	- 0,25
CNE 6 %	102,50	- 0,25
CNE 6 1/2 %	102,50	- 0,25
CNE 7 %	102,50	- 0,25

Alimentation

	6-11-87	Diff.
Beghin-Say	290	+ 4
Beghin-Say	2381	+ 20
BSN	4180	- 140
Cerefrom	2 330	- 79
Eurochem	1 230,00	- 6,20
Eurochem	1 230,00	- 6,20
Guyenne et Gasc.	299	- 36
Leclerc	1 575	- 27
LUMH	1 430	- 115
Marcel	1 575	- 115
Nestlé	33 810	- 1 190
Occidentale (Glo)	676	- 34
Olida-Caby	210	+ 5
Perceval-Richard	740	- 40
Promodis	1 780	- 28
St-Louis-Bouchon	1 320	+ 265
C.S. Saupiquet	1 040	- 20
Source Pernier	604	- 22

Matériel électrique

	6-11-87	Diff.
Alcatel	1 749	+ 138
Alcatel-Atlantique	275	+ 5
Crouzet	148	+ 3
Général des Eaux	1 025	- 25
IBM	1 171	- 25
Intertronic	780	- 11
ITT	286	- 22
Legrand	2 250	+ 335
Lernmark des Eaux	1 194	+ 4
Marcel	1 622	- 3
Martin-Gérin	1 951	+ 1
Moteco Leroy-Somer	535	- 50
Moulinex	54,35	- 4,15
PM Labinal	542	+ 56
Radiorécepteur	1 020	- 40
Schlenker	192	- 3
SEB	742	- 24
Siemens	1 475	- 167
Sigaux	1 315	- 19
Téléfon. Electronique	2 770	- 40
Thomson-CSF	781	- 61

Services publics

COURS		
	Déc. 87	
Premier	—	
+ haut	97,95	
+ bas	96,35	
Dernier	97,30	
Compensation	97,30	

Crédits, changes, grands marchés

LEUROMARCHÉ

Cocu et mécontent

Il est scandaleux que les investisseurs étrangers ne puissent bénéficier de l'option de paiement différé offert aux Français ayant participé à la privatisation de la Compagnie financière de Suez. Cette décision est d'autant plus inacceptable que l'un des principaux objectifs de la capitalisation de la Compagnie de Suez, entre autres, des investisseurs internationaux. Ceux-ci, qui avaient souscrit le montant qui leur était proposé et qui, ce faisant, s'étaient montrés beaucoup plus pressés que les résidents en France, gardent longtemps en mémoire un ostracisme qui paraît peu compatible avec le traité de Rome.

A la suite de l'effondrement des Bourses dans le monde, la logique aurait voulu que M. Balladur réduise le prix de vente de l'action Suez. Il n'a pu le faire parce que cela aurait entraîné des problèmes juridiques compliqués. Devoir repasser devant la Commission de privatisation aurait pu être interprété comme une recrudescence. Le ministre des finances s'est donc rabattu sur la seule solution restante : le paiement différé. C'est une résolution intelligente et équilibrée parce qu'elle incite les porteurs à conserver leur papier, alors que le paiement partiel chez les Britanniques n'y porte pas. Pourquoi fallait-il dès lors pénaliser les non-résidents en les contraignant à libérer immédiatement la totalité du prix de l'action ?

En créant deux catégories d'actions Suez, les uns dotées d'une option à paiement différé, les autres à libération instantanée, les autorités françaises ont-elles réalisé que cela revenait à instaurer de facto une décote en faveur des Français ? Un investisseur étranger ayant reçu deux cents titres devra acquiescer sur le champ 63 400 F tricolores tandis que son homologue « français » ne devra verser que 31 700 F. Si ce dernier fait un dépôt d'un an rémunéré à 8 %, les 31 700 F représentent le solde du paiement différé, il percevra 2 536 F d'intérêt. Cela ramènera à 304 200 F le coût ultime de chacune de ses actions Suez. En revanche, ce titre reviendra toujours à 317 F pour l'acquéreur étranger assés d'être le « cocu » de l'affaire. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le cours du marché gris s'établisse à Londres aux environs de 305 F en fin de semaine. Il ne faut pas, non plus, être grand clerc pour prévoir celui qu'affichera la Bourse de Paris lorsque la cotation officielle débutera le lundi 9 novembre.

Heureux seront les derniers ! Ce principe évangélique devrait, en fin de compte, relever le moral des groupes qui n'avaient pas été autorisés à faire partie du noyau dur initial. Ils auront dorénavant toute latitude pour obtenir la participation qu'ils convoitaient dans la Compagnie financière de Suez à un prix bien inférieur à celui attribué aux bénéficiaires originellement élus. Les modalités de libération appliquées à Suez sont celles qui étaient prévues pour la privatisation de l'UAF. Cette dernière est maintenant dans les limbes non seulement parce que les conditions de marché ne s'y prêtent pas mais aussi parce qu'elle empêcherait sur l'émission de 1,3 milliard de dollars d'actions d'Eurotunnel, la société chargée de creuser le tunnel sous la Manche, se doit de lever, le 16 au 27 novembre, auprès des investisseurs internationaux, tout particulièrement les Français et les Britanniques. Cette émission est impérative. Sans elle, pas de tunnel : à son succès est subordonné l'octroi de plus de 8,5 milliards de

dollars sur dix-huit ans de crédits bancaires de la part de cent vingt-cinq banques internationales. L'entêtement politique auquel on a pu assister avec BP, en Grande-Bretagne, puis avec Suez, en France, joint à celui que dénote au Japon la décision de procéder à l'énorme privatisation, pour l'équivalence de 38 milliards de dollars, de NTT (Nippon Telephone and Telegraph), est déjà noté dans un climat normal. Il devient intolérable lorsque les marchés ne s'y prêtent pas, comme c'est le cas actuellement. Il ne serait pas étonnant qu'elles se déchaînent immédiatement des avoirs en actions japonaises qu'elles avaient en portefeuille afin que l'émission NTT ne se déroule pas sous des auspices encore pires. Tout cela n'augure pas bien de l'état des Bourses dans le monde.

Une « référence historique »

Tout va beaucoup mieux sur le marché euro-obligataire où l'abaissement tant attendu des taux d'intérêt a ramené un espoir que l'on même pu affecter la chute dramatique de la devise américaine. La perspective d'une détente supplémentaire des taux l'a emporté sur les considérations monétaires. La maîtrise du Crédit suisse First Boston (CSFB) y a également été pour beaucoup. Jeudi, la grande banque d'investissement, désormais plus hétéroclite qu'américaine sous l'impulsion de Hans-Joerg Rodloff, a lancé avec beaucoup de succès une émission de 250 millions de dollars des Etats-Unis pour le compte de la République d'Autriche. D'une durée de trois ans, elle a été offerte à un prix de 100,375, assortie d'un coupon annuel de 8,50 %. A la fin de la même journée, elle a été traitée avec une modeste décote de 0,50, soit bien en dessous de la commission bancaire globale de 1,375 % et encore en deçà de la seule commission de vente de 0,875 %. Trois raisons expliquent l'excellente performance autrichienne : un coupon à la limite de la générosité, une durée relativement brève et la qualité souveraine de classe « AAA » de l'emprunteur.

Il est heureux que la réduction, le même jour, de 0,50 % du Lombard en Allemagne ait été suivie d'une promesse de la Bundesbank de procurer au marché allemand des liquidités au travers d'une enchère de papier à 30 jours ne coûtant plus que 3,30 % au lieu de 3,80 % précédem-

ment. Cet abaissement, alors que le taux d'escompte germanique est resté inchangé à 3 %, était un signe évident de bonne volonté. Dès vendredi, cela permettait à la banque d'investissement Deutsche Bank de souligner que la détente des taux à moyen terme se produisait enfin en Allemagne en offrant pour le compte de sa filiale de Curaçao, 500 millions de deutschemarks sur cinq ans dotés de ce que les banques d'outre-Rhin qualifient de « référence historique » : un coupon de seulement 5,50 %. C'est en effet le plus bas qu'on ait jamais atteint dans le passé en Allemagne. Cela n'a rien ralenti l'enthousiasme des investisseurs qui ont très chaleureusement accueilli la proposition de la Deutsche Bank.

Les euro-nots sont désormais partout à la détente. Cela, combiné avec la régression du dollar à des niveaux plus réalistes, devrait à la longue aussi ramener un peu de calme sur les principales Bourses du monde. Les Allemands et les Japonais ont peut-être enfin compris que les Américains, afin de restaurer leur industrie manufacturière littéralement annihilée par les premiers, étaient résolus à laisser le cours du dollar tomber suffisamment bas pour qu'aux Etats-Unis le prix de la Mercedes approche celui de la fusée Ariane et que le coût d'une voiture Nissan rejoigne celui de la Rolls-Royce.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Alerte sur le riz

Le riz va-t-il manquer ? Dans son rapport sur « les perspectives de l'alimentation du mois d'octobre », la FAO (1) fournit des prévisions inquiétantes sur l'état des récoltes et des stocks mondiaux. En Asie, première zone rizicole du monde, la production devrait diminuer en 1987 de 17 millions de tonnes, pour ne plus atteindre que 416 millions de tonnes (- 4 %). Dans la plupart des pays (Thaïlande, Pakistan), l'arrivée tardive des pluies de mousson et la sécheresse sont à l'origine de cette contre-performance. Aux Philippines, les typhons ont couché le paddy (riz sur pied). Des précipitations d'une rare violence ont inondé la moitié du territoire du Bangladesh, où la récolte pourrait retrouver son niveau le plus bas de ces dix dernières années. Quant aux rizières du Vietnam, que les intempéries n'ont pas épargnées, elles ont reçu de surcroît la visite inopinée de ravageurs.

En 1988, la FAO prévoit aussi que les stocks mondiaux devraient reculer de 36 %, pour s'établir à 32 millions de tonnes. Si un tel calcul se vérifie, ils ne représenteront plus que 10 % de la consommation annuelle mondiale, contre 16 % à

18 % pendant la dernière décennie. « Les stocks ne dépasseront alors que de 8 millions de tonnes le niveau le plus bas auquel ils étaient tombés durant la crise alimentaire mondiale du début des années 70 », écrit la FAO.

Pour la deuxième année consécutive, l'Asie s'appesante en effet à importer du riz en 1988 et à renverser la tendance à l'autosuffisance précédemment amorcée. L'Inde, qui ne se servait plus sur le marché depuis trois ans, sera de nouveau acheteuse, de même que les Philippines, absentes en 1986 et en 1987. Le Bangladesh, le Kampuchéa, la Malaisie, le Sri-Lanka et le Vietnam devraient, de leur côté, accroître leurs commandes de riz. Pour 1988, la FAO estime, en revanche, que l'Afrique réduira considérablement ses achats en raison d'un manque de devises. « Pour les pays à faibles revenus, les besoins d'importations susceptibles d'être satisfaits dépendront du niveau de l'aide alimentaire », estime la principale institution spécialisée des Nations unies. Cette situation tendue se traduit par une forte remontée des prix du riz.

En septembre 1987, dernier mois analysé (2), ils avaient progressé de 30 % en moyenne comparés à leur niveau de septembre 1986. Ils devraient se raffermir encore d'ici à la fin de l'année et pendant le premier semestre de 1988. A titre d'exemple, les brisures de riz thaï-

landais, qui valaient 172 dollars la tonne au début de l'année, se traitaient à 220 dollars en septembre 1987. Dans le même intervalle, le prix du riz blanc est passé dans le même pays de 245 à 275 dollars la tonne. L'accroissement des besoins d'importation et le resserrement des réserves provoquent une situation de relative pénurie. « Les disponibilités exportables de riz devraient être, en 1988, inférieures à la demande », prévoit la FAO. Elle estime à 11 millions de tonnes le volume des échanges mondiaux pour l'an prochain, soit une baisse de 3 % sur 1987.

En Afrique, mais surtout en Asie, le riz reste à la base de l'alimentation de millions d'êtres humains. « Manger » se dit « manger le riz » dans de nombreuses langues (laotien, vietnamien, japonais). Comme l'a souligné le géographe Pierre Gouron (3), le grain de riz est un grain de vie. Dire qu'il n'a pas de prix serait un euphémisme ; pour ceux qui en manquent, il coûte déjà trop cher.

ÉRIC FOTTORINO.

Variation des principales matières premières

Matières premières	5-1-1987	% des variations des cours
Café (Londres, 2 ^e échelle, livre/tonne) ...	1 645	- 22,40
Cacao (New-York, 1 ^{er} éch. dollar/tonne) ...	1 889	- 4,76
Sucre (Paris, 1 ^{er} échelle, franc/tonne) ...	1 137	- 1,93
Caivre (Londres, 3 mois, livre/tonne) ...	939,75	+ 20,19
Aluminium (Londres, 3 mois, livre/tonne) ...	783,75	+ 19,17
Zinc (Londres, 3 mois, livre/tonne) ...	535,50	- 15,68
Plomb (Londres, 3 mois, livre/tonne) ...	306,25	+ 9,96
Nickel (Londres, 3 mois, livre/tonne) ...	2 459	+ 31,86
Essai (Kuala Lumpur, ringgit/kilo) ...	77,34	- 0,80
Or (once à Londres) ...	396	+ 16,82
Platine (New-York, 3 mois, dollar/once) ...	484,10	+ 5,20
Argent (New-York, 3 mois, dollar/once) ...	5,485	+ 24,59

Variation des cours du 5 janvier 1987 au 4 novembre 1987, sauf pour l'essai, dernier cours au 3 novembre 1987.

PRODUITS	COURS DU 06-11
Café h. p. (Londres) Trois mois	1 131 (+ 32) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	910 (- 82) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	3 200 (- 153) Livres/tonne
Sucre (Paris) Décembre	1 112 (- 29) Francs/tonne
Café (Londres) Novembre	1 248 (+ 6) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 821 (+ 14) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Décembre	285,75 (- 16,45) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Décembre	188,25 (+ 0,88) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Décembre	184,10 (+ 2,28) Dollars/cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

LES DEVISES ET L'OR

Glissade

En déclarant il y a une dizaine de jours à Strasbourg que « les Américains sont prêts à faire tomber le dollar à 1,60 deutschemark », M. Jacques Delors, le président de la commission européenne avait sans doute raison trop tôt. Tout au long de la semaine écoulée, le dollar a poursuivi sa chute. Il y a bien eu mercredi une petite « pause », une expression chère à l'ancien ministre français des finances. En perdant, d'un vendredi à l'autre, 5 pfennigs pour terminer le 6 novembre à 1,67 deutschemark, et 4 cents à 1,34 \$, le billet vert est tombé à ses plus bas niveaux historiques. Par rapport au franc français, la monnaie américaine a perdu 12 centimes pour achever la semaine à 5,68 francs. Elle valait 10,62 francs français le 25 février 1985, à son sommet.

Extrêmement nerveux tout au long de cette semaine de la Toussaint, les marchés des changes sont désormais convaincus de la volonté américaine de laisser filer le dollar. Les résistances sont faibles. Les banques centrales sont bel et bien intervenues massivement : la Banque du Japon, la Bundesbank et la Banque nationale suisse en particulier et pour des montants jugés très élevés par les opérateurs, notamment à Tokyo. Mais ces interventions visent davantage à ralentir la chute qu'à l'arrêter. Si les Japonais estiment que le billet vert a maintenant suffisamment baissé, les Allemands sont plus nuancés. En déclarant, lundi soir à New-York, que « la stabilité des taux de change n'est pas un but en soi », M. Karl Otto Poehl, le président de la Bundesbank a provoqué une belle glissade du dollar.

Les déclarations, à nouveau incertaines et directives, de M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, jeudi dans le *Wall Street Journal* (édition américaine) ne laissent plus aucun doute sur la position officielle des Etats-Unis, même si ensuite la Maison Blanche a cherché à amoindrir le choc. Pour M. Baker, « la stabilité des taux de change est l'objectif du système financier international, mais il n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis de

passer à un exercice de stabilisation qui ne serait pas soutenu par des données économiques fondamentales ». Pas question d'augmenter les taxes aux Etats-Unis, les Américains préfèrent une nouvelle baisse du dollar à une récession provoquée par des taux d'intérêt élevés, expliquait encore le « responsable » du Trésor.

Et le franc ? Le plongeon du dollar n'a pas manqué non plus d'accroître les tensions au sein du système monétaire européen, en particulier entre le franc et le deutschemark. Jeudi 29 octobre, la Banque de France avait mis en garde les « spéculateurs » qui jouaient un ajustement monétaire au sein du SME. Dans le même temps, elle avait annoncé sa décision de laisser glisser, à l'intérieur des marges de fluctuation, le franc : le mark passait ainsi rapidement de 3,35 F à 3,40 F, se rapprochant de son cours plafond. Le communiqué publié à cette occasion avait été interprété par les marchés comme l'adoption d'une stratégie de défense qui n'utiliserait pas l'arme des taux mais qui permettrait à la Banque de France de demander à la Bundesbank de l'aider à défendre la monnaie française avant que celle-ci n'ait atteint son cours plancher, en vertu du dispositif adopté à Nyborg (Danemark) le 12 septembre par les ministres des finances de la CEE.

En fait, les pressions sur le franc ont été vives depuis au début de cette semaine. La Banque de France devait intervenir fortement pour empêcher le mark de dépasser les 3,41 F français. Pour la première fois dans l'histoire du SME et, dit-on, sur l'initiative du ministre français de l'économie, M. Edouard Balladur, un vaste mouvement de concertation européenne sur les taux d'intérêt a permis de brusquement calmer le jeu. Jeudi 5 novembre dans l'après-midi, la Bundesbank annonçait, après la réunion hebdomadaire de son conseil, une baisse de deux de ses trois taux directeurs : dix minutes plus tard, la Banque de France indiquait qu'elle augmentait ses deux taux d'intervention de 0,75 point (voir ci-dessous).

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7688	-	17,5889	72,6480	29,7729	2,8547	53,1496	0,0086
Paris	1,7220	-	17,0444	70,0778	27,8763	2,7624	51,6483	0,0786
Bruxelles	10,1387	5,6888	-	413,22	339,99	16,3755	362,31	4,9262
Amsterdam	19,1029	5,6888	-	411,14	339,99	16,3071	361,24	4,6134
Zurich	2,6272	1,7278	24,3226	-	82,5810	3,9419	73,4833	1,1718
Frankfurt	2,5888	1,6738	23,4128	121,54	-	4,7759	89,9184	1,3525
Bratislava	2,5756	1,7289	25,4533	121,89	-	4,7735	88,8888	1,3584
Stockholm	62,5436	35,83	6,1596	25,4486	209,38	-	18,6181	2,3338
Oslo	62,3364	34,28	6,1781	25,3679	209,49	-	18,6213	2,3469
Copenhague	13,904	8,815	13,62	112,44	5,9711	-	1,3719	1,3719
Amsterdam	3,3475	1,9440	33,1345	140,57	112,58	5,9781	-	1,5283
Milan	228,25	12,37	217,48	896,66	739,39	35,3126	657,45	-
Bombay	219,38	12,72	216,80	891,38	736,11	35,1381	654,32	-
Tokyo	241,38	125,15	23,7685	98,1838	80,7838	3,8581	71,8318	6,1895
	238,15	131,38	23,5726	96,9166	80,8347	3,8284	71,1419	6,1087

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 novembre, 4,2087 F contre 4,2422 F le vendredi 30 octobre.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La douche écossaise

Il aura été difficile de jouer dans le bon sens et de ne pas essayer de percer sur le marché obligataire, cette semaine, car les autorités monétaires ont pris toutes les anticipations des opérateurs à contre-pied par leurs volte-face surprises. Le coup de grâce a été donné jeudi 5 novembre par la Banque de France, qui a remonté de 0,75 point ses taux d'intervention pour défendre le franc.

En début de période, les opérateurs tablaient sur une détente du taux de prise en pension de la Bundesbank. Las, mardi, l'institut d'émission allemand annonçait sans autres détails qu'il ne procéderait pas à l'appel d'offres habituel - qui n'aurait porté, il est vrai, que sur 7,5 milliards de deutschemarks - laissant ainsi le loyer de l'argent à la seule responsabilité du marché. Dès lors, à Francfort, le jour le jour remontait de 2,50 % à 3,75/3,85 %. Il n'en fallait pas plus pour provoquer un embellissement en France, d'autant que les attaques sur le franc rendaient nécessaire un recours à l'arme des taux. A Paris, le jour le jour, qui avait ouvert à 7 7/8, passait allègrement la barre des 8 % en fin de séance.

Dans ce contexte, l'annonce de la réduction de 0,25 point du taux d'escompte de la Banque centrale des Pays-Bas, ramené à 4,25 %, laissait les professionnels quelque peu perplexes. Ce signal de détente était bien sûr suivi par la Banque centrale d'Angleterre et plusieurs banques de dépôt britanniques. La première abaissait son taux d'escompte d'un demi-point pour l'établir à 8 7/8 %, et les secondes réduisaient aussi d'un demi-point leur taux de base,

désormais fixé à 9 %. A ce moment-là, la Bundesbank donnait l'image d'une fermeté assidue. Pourtant, il semblait exclu que la banque centrale annonce une décision majeure en matière de taux d'intérêt, d'autant que la Banque du Japon faisait savoir qu'une diminution de son taux d'escompte était improbable.

Coup de théâtre, jeudi. La Bundesbank décidait une baisse d'un demi-point du taux Lombard (avances sur titres), ramené à 4,5 %, et une diminution de 0,30 point du taux de prise en pension des effets commerciaux. Parallèlement, la Banque de France relevait subitement de trois quarts de point ses taux directeurs pour défendre le franc, alors qu'apparemment des opérateurs emprunteurs de la monnaie française pour la vendre au comptant. La séquence de ces deux derniers événements aura été d'une importance cruciale.

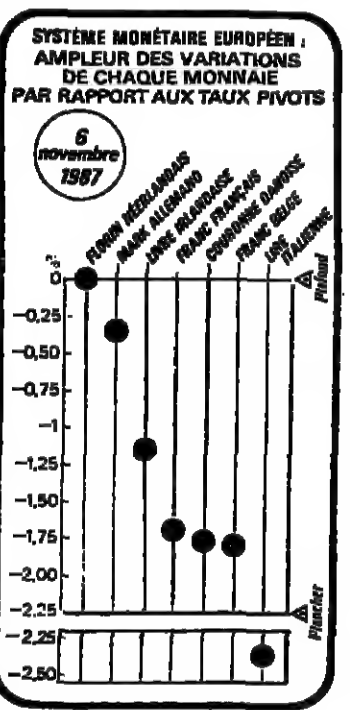
Sur le MATIF, l'annonce de la baisse des taux allemands juste avant la clôture de la séance officielle de jeudi provoquait un rallye, et le décembre terminait à 99,40. « Le pair est pour demain », entendait-on autour du pit. Mais les opérateurs devaient rapidement déchanter. La remontée à 8,25 % du taux d'appel d'offres et à 8,75 % du taux des pensions à sept jours déclenchait une recrudescence des cours, qui tombaient à 97,20 sur le marché de gré à gré. Vendredi, la séance officielle entraînait ces niveaux, le décembre clôturant à 97,30.

Intervenu quelques heures après l'adjudication de jeudi, la remontée des taux d'intervention de la Banque

Cette décision franco-allemande avait été précédée par des baisses de taux aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Suisse. Destinées selon le communiqué commun publié par MM. Balladur et Stoltenberg, ministre des finances allemand, à contribuer « à la stabilisation des taux de change au sein du SME, et au-delà au renforcement de la stabilité des marchés des changes », ces décisions ont immédiatement provoqué un redressement sensible du franc vis-à-vis du mark. Dès vendredi, le doteu reprenait sur les marchés européens. Le franc s'affaiblissait à Paris, où le mark remontait à 3,40 F. Cet accord, qui prévoit sans doute que les Allemands soutiendront le franc en cas d'attaque spéculative, suffirait-il à le dollar pour suivre sa chute la semaine prochaine ?

Afin de mieux savoir à quoi s'en tenir, les marchés des changes sont toujours dans l'attente d'une réunion des ministres des finances des sept grandes puissances économiques, le G-7. L'enlèvement des discussions entre le président américain, M. Ronald Reagan, et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis commence à agacer les opérateurs. A la veille du week-end, ils avaient les yeux fixés sur Bâle, où doit se tenir la réunion mensuelle des dirigeants de la Banque des règlements internationaux où devraient être présents M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, et M. Satoshi Sumita, le gouverneur de la Banque du Japon. Un autre événement est attendu : la publication, le jeudi 12 novembre, du déficit commercial américain du mois de septembre. Celle du mois d'août a contribué à déclencher le krach boursier du 19 octobre.

ERIK IZRALEWICZ.



LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La douche écossaise

de France a également fait des « victimes » parmi les adjudicataires. En renouçant à émettre sur vingt-cinq ans, le Trésor a voulu s'assurer une adjudication sans problème sur le dix et le douze ans. Et l'adjudication d'OAT s'est fort bien passée, au grand soulagement de la Rue de Rivoli, puisque l'Etat a réussi à emprunter à moins de 10 % pour la première fois depuis trois mois. Le Trésor a ainsi levé 6,576 milliards de francs, dont 5,75 milliards par voie d'adjudication (soit pratiquement le haut de la fourchette annoncée) et 826 millions dans le cadre des soumissions non compétitives destinées aux spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) et aux banques centrales étrangères. Reste que les organismes adjudicataires se sentent aujourd'hui quelque peu floués, car il apparaît fort peu probable que le Trésor n'ait pas été informé du relèvement des taux de la Banque de France. Avec un taux au jour le jour qui termine à plus de 9 %, le différentiel entre le taux court et le taux long terme s'est nettement réduit, ce qui embarrasse plus d'un professionnel. « Le Trésor aurait au moins pu faire un geste en ne servant que le bar de la fourchette », soulignait un professionnel. Cette affaire pourrait être portée à l'ordre du jour du prochain comité des émissions, car certaines rumeurs laissent entendre que des SVT auraient été avertis de la remontée des taux d'intervention. Or, en utilisant l'arme des taux, l'institut d'émission a injecté 4 milliards, soit le même montant que le volume d'OAT à dix ans adjugés. Pure coïncidence ?

ROBERT RÉGUER.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	CULTURE	SERVICES	MINITEL
3 à 5 La destitution du président Habib Bourguiba. 6 Le sommet arabe d'Amman. 7 Un entretien avec le nouveau premier ministre japonais.	2 Dates : les grèves insurrectionnelles de 1947. 8 L'affaire des ventes d'armes françaises à l'Iran. — Prison ferme pour les émeutiers de Papouasie. 9 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.	10 Mgr Decourtray à la tête de l'épiscopat français. 11 Le procès de l'espion du Croic. 12 La suspension de l'instruction de l'affaire Radio-Courtoisie. 13 Chronologie : octobre 1987 dans le Monde.	17 La baisse du franc et celle du dollar : regain de tension au sein du SME. — Polémique États-Unis-CEE autour de la viande aux hormones. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes et grands marchés.	14 Les dessins de Picasso à l'hôtel Salé. — Les prix littéraires de l'Académie française. — Le Soulier de satin, au Théâtre national de Chaillot.	Abonnements 2 Météorologie 16 Mots croisés 16 Carnet 16 Spectacles 15	● Luchaire, Chaumet, les Irlandais : tout sur les affaires d'URF. ● Votre avis sur l'affaire CNCL-bande FM DIRE. ● Concours le Monde du vin : les indices VINS. Actualité, Sport, International, Abonnements, Bourse, Culture. 3615 Tapez LEMONDE

Selon les enquêteurs français

La cargaison d'armes de l'« Eksund » a été embarquée à Tripoli

N'aurait-elle été l'affaire Luchaire, une autre affaire d'armes, la saisie, le 31 octobre, d'une importante cargaison d'armes et de munitions à bord d'un cargo panaméen, aurait probablement connu plus de publicité. L'*Eksund*, cargo intercepté au large de l'île de Batz par une vedette après avoir été repéré par un avion de surveillance des douanes, constituait, en effet, l'une des plus grosses prises faites en matière de trafic d'armes dans le monde depuis plusieurs années.

Les quatre jours de garde à vue des cinq membres de l'équipage du bateau, qui ont été inculpés par M. Jean-Louis Brugère de transport d'armes « en relation avec une entreprise ayant pour but de troubler l'ordre public par l'insurrection ou la terreur », ont à peine suffi pour décharger, dans le port militaire de Brest, les deux mille caisses de matériel que transportait le navire. Un premier inventaire se révèle impressionnant.

L'*Eksund* recelait dans ses cales 975 fusils de type Kalachnikov AK-47, 16 mitrailleuses calibre 12,7 mm, 8 fusils-mitrailleurs avec leur affût et leur canon de rechange, 20 missiles SAM-7, 12 mortiers de 82 mm MP-41, au moins 10 tubes lance-roquettes RPG-7, 3 têtes de fusée et 3 cartouches propulsives. Toutes ces armes étaient accompagnées de leurs munitions. L'inventaire provisoire de celles-ci, qui porte sur un peu plus de la moitié de la cargaison saisie, fait état de 4 274 chargeurs pour Kalachnikov

AK 47, de 448 grenades défensives, de 36 roquettes pour tube RPG 7, de plus de 320 000 cartouches de différents types et calibres, de 984 obus de mortier.

A ces munitions, il faut encore ajouter 1 134 porte-chargeurs « en » le militaire couleur kaki pour le Kalachnikov AK 47 avec sa « et trousses de nettoyage », 358 boîtes de maillons de chargeurs pour mitrailleuses de calibre 12,7 mm, « chaque boîte contenant un nombre indéterminé de maillons enroulés dans de la graisse », un bateau Zodiac de type « ».

L'*Eksund* transportait également des explosifs dont l'inventaire n'est pas totalement terminé. Une première estimation fait état de 782 pains de plastique de type Semtex, de 2 kilos chacun, conditionnés dans 65 caisses. S'ajoutent à cela 1 976 détonateurs électriques.

Toutes les armes saisies sont en état de fonctionnement. Mis à part 8 fusils mitrailleurs qui sont de type Herstal — c'est-à-dire de fabrication belge, comme les 194 000 cartouches de calibre 7,62 mm qui les servent —, toutes les munitions sont d'origine soviétique ou est-européenne. L'explosif et les détonateurs viennent vraisemblablement de Tchecoslovaquie. Tous les emballages, cartons, boîtes et caisses, avaient leurs inscriptions d'origine effacées. De même pour les armes, dont les numéros avaient été limés.

Origine et destination

Quels étaient les destinataires d'un tel arsenal ? Les enquêteurs avaient prévu une réponse à cette question. L'IRA est, comme il se doit, désignée, notamment par la presse britannique, qui fait état de sources dans les services de renseignements. Et il est vrai que trois des marins arrêtés, James Coll, James Hobery et Gabriel Clancy, seraient, selon la police irlandaise, membres de l'organisation nationale.

Mais l'importance de la cargaison saisie est sans aucune mesure avec

les capacités militaires de l'IRA, même si l'organisation, comme l'avancent certains, envisageait un important coup de main contre la prison de comté de Maze, en Irlande du Nord, où sont détenus plusieurs dizaines de ses militants. Une telle quantité d'armes pose également des problèmes de transport et d'entreposage qui ne sont pas mineurs. Les transports d'armes en faveur des nationalistes irlandais interceptés ces dernières années n'ont jamais atteint une telle importance. En juillet 1986, la police française avait saisi un camping-car qui ne contenait « que » 2 pistolets mitrailleurs, 35 fusils d'assaut et 2 200 cartouches. La cargaison était destinée à l'INLA. En août 1983, une autre saisie, faite au Havre, avait amené la découverte de 28 armes de poing et de 12 000 cartouches dissimulées dans un camion.

Quelle que soit l'identité des destinataires, il se confirme que les armes de l'*Eksund* ont été chargées dans le port de Tripoli, en Libye. Deux des marins arrêtés, qui n'appartiennent pas à l'IRA, ont en effet indiqué que leur bateau était arrivé au large de Tripoli, où il avait reçu l'ordre de se mettre en panne. A la nuit tombée, précédé d'une vedette et conduit par un pilote libyen, l'*Eksund* avait pénétré dans la partie du port de Tripoli réservée aux bâtiments de guerre. Cinquante militaires libyens attendaient à quai et ont entrepris de charger immédiatement le bateau. L'opération terminée à l'aube, l'*Eksund* a repris la mer, où il a attendu la nuit suivante pour terminer son chargement et repartir vers l'Irlande.

Selon les mêmes sources, trois transports d'armes similaires auraient déjà été effectués. Tripoli a vigoureusement démenté être pour quel que ce soit dans l'affaire de l'*Eksund*. Londres et Washington, néanmoins, maintiennent leurs accusations tant à l'égard du colonel Kadhafi qu'à l'égard de l'IRA.

GEORGES MARION.

La France « prend acte » des changements en Tunisie

Les nouvelles autorités tunisiennes ont pris contact, samedi matin, moins d'une heure après l'annonce de la destitution de M. Bourguiba, avec les autorités françaises. M. Baccouche, le nouveau premier ministre, a notamment téléphoné à M. Chirac, qui s'est ensuite entretenu de la situation à Tunis avec M. Mitterrand. A l'issue de ces contacts, le Quai d'Orsay a été chargé de publier la communication suivante : « La France prend acte du changement survenu en Tunisie. A l'heure où cesse l'action d'habib Bourguiba, elle rend hommage à l'œuvre accomplie par celui qui fut le créateur de la Tunisie moderne. Elle forme des vœux ardents pour l'avenir de la Tunisie et la prospérité de son peuple tunisien, sous la conduite de ses hauts responsables, dans l'unité et la coopération avec la France. »

Trois ambassades ont été averties en priorité des événements de samedi : celles d'Algérie, de Paris et de Washington. On précise à Paris que les autorités françaises ont insisté pour qu'un traitement « digne » soit réservé à M. Habib Bourguiba. On croit savoir que l'ancien président tunisien résidera dorénavant dans le palais de Sfax.

M. Federico Mayor élu directeur général de l'UNESCO

M. Federico Mayor Zaragoza, biennaliste espagnol de cinquante-trois ans, a été élu samedi directeur général de l'UNESCO, pour un mandat de six ans, à l'écrasante majorité de 142 voix contre 7 et 2 abstentions. Il remplace à ce poste M. Amadou Mahtar Mbow, qui dirigeait l'organisation depuis treize ans.

M. Mayor avait été choisi par le conseil exécutif de l'UNESCO à l'aube du 18 octobre après une nuit électorale mouvementée, marquée notamment par le retrait de son principal rival — le directeur général sortant — et par une rude bataille de procédure. Il sera officiellement installé dans ses fonctions le 16 novembre, deux jours après l'expiration du second mandat de son prédécesseur.

Ancien ministre de l'éducation du gouvernement de Adolfo Suarez en 1981-1982, M. Mayor avait été directeur général adjoint de l'UNESCO de 1978 à 1981.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

ÉCHECS



Il faudra attendre la prochaine partie dans laquelle Kasparov aura les Blancs (la douzième) pour savoir si le champion du monde a définitivement abandonné l'anglais (1. c4), avec laquelle il a, jusqu'à présent, remporté deux victoires, subi une défaite et fait trois nuls. On verra alors si 1. e4 joué dans la dixième partie, le vendredi 6 novembre, n'a été « sorti » que pour essayer de surprendre une fois Kasparov.

En fait, le challenger n'a pas hésité un instant pour répondre 1... g6, coup constitutif de la défense Caro-Kann, défense qu'il connaît parfaitement pour l'avoir employée avec succès en finale du Tournoi de candidats contre Sokolov, en mars dernier. La partie a cours rapidement suivi un cours connu. Kasparov obtint un léger avantage avec le

M. ALAIN JUPPÉ invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 8 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre chargé du budget, adjoint au maire de Paris, et chargé de préparer le programme de M. Chirac pour l'élection présidentielle, répondra aux questions d'André Passeur et d'Éric Izrael, de l'émission, et de Paul-Jacques Truffant et de Jacques Emmanuël, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Desfrain.

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1987 a été tiré à 530 664 exemplaires

Dixième partie : nulle Kasparov et le règlement

triplement de ses pièces lourdes sur la colonne e semi-ouverte. Mais la position de Kasparov, si elle était passivement résistive.

C'est alors qu'eut lieu un incident curieux que M. Yegorov, chef de la délégation de Kasparov, explique après la partie : « Je voyais rien de spécial dans la position avant de jouer son vingtième coup, le champion du monde proposa la nulle. Kasparov attendit que le coup fût joué et accepta. A ce moment toujours, selon M. Yegorov, Kasparov se serait aperçu qu'il avait une possibilité de prendre l'avantage. Il demanda donc à l'arbitre du match, M. Gijssen, si Kasparov avait le droit d'accepter la proposition de nulle après le coup alors qu'il avait été formulée avant l'exécution de celui-ci. Le règlement était formel sur ce point, la nulle fut déclarée et Kasparov, furieux, quitta la salle.

Score après dix parties : 5-5. Onzième partie le lundi 9 novembre. D'ici là, Kasparov pourra toujours apprendre le règlement...

B. de C.

Blancs : KASPAROV	Noirs : KARPOV
Dixième partie	Dixième partie
Défense Caro-Kann	
1. e4	1... e5
2. d4	2... f5
3. c3	3... f6
4. Cd4	4... Cf6
5. Cf3	5... Cg6
6. Cc6	6... Cc6
7. e3	7... f7
8. f3	8... f7
9. f4	9... f7
10. f4	10... f7

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Le 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre

M. Gorbatchev préside le grand défilé de la place Rouge

Le ministre de la défense, le général Dmitri Yazov, a ouvert, samedi matin 7 novembre, devant M. Mikhaïl Gorbatchev et la direction soviétique, le grand défilé marquant sur la place Rouge le soixante-dixième anniversaire de la révolution bolchevique.

La parade a débuté à 10 h 20 par un froid très vif, sous un ciel nuageux. Venu d'un nuage de fumée sombre, le chef du Krouchtchev a été acclamé lorsque il est apparu au balcon du palais de l'Élysée. A sa gauche, avaient pris place le premier ministre, M. Nicolas Ryzhkov, le chef de l'État polonais, le général Jaruzelski, et le numéro deux du PCUS, M. Egor Ligatchev ; à sa droite, le président de l'URSS, M. Andreï Gromyko et M. Fidel Castro, lui aussi acclamé dans un nuage de fumée.

Parmi les autres responsables présents figuraient les deux membres du bureau politique. Le responsable du parti en Ukraine, M. Vladimir Cherbiukhi était absent. Il devait présider d'autres commémorations à Kiev. En revanche, le chef du parti de Moscou, M. Boris Yeltsin, qui avait menacé de démissionner le mois dernier, pour protester contre le retard pris dans les réformes de M. Gorbatchev, assistait au défilé.

Par ailleurs, dans une déclaration publiée à l'occasion du 70^e anniversaire de la révolution russe, le ministre de la défense a souligné que « notre peuple peut être certain que nous n'accepterons pas la supériorité militaire de l'impérialisme et qu'une force agressive ne pourra nous surprendre ». Il a indiqué que l'URSS devrait « faire tout le nécessaire pour maintenir son niveau de capacité défensive », ainsi lorsque que la « réaction internationale » encouragerait la course aux armements.

Évoquant la « perestroïka », il a affirmé que la reconstruction de la société soviétique actuellement en cours concernait également l'armée, qui allait améliorer son organisation et la discipline en son sein. — (AFP, AP).

Alors qu'elle cesse sur les autres chaînes

La grève du doublage se poursuit sur la 5 et M 6

Après la grève générale, la grève « sélective ». Les acteurs du doublage, qui ont cessé le travail le 19 octobre, demandent maintenant de changer de stratégie. Réunis en assemblée générale dans la nuit du jeudi 5 novembre, ils ont voté la reprise pour toutes les chaînes, sauf la 5 et M 6. « Nous sommes toujours aussi combattifs », affirme M. François Parot, du Syndicat français des artistes-interprètes COT, et le climat reste tendu. Mais les données de la grève, elles, ont changé.

Après avoir obtenu satisfaction sur le cinéma (le Monde des 21 et 28 octobre), les deux mille professionnels du doublage ont fait échouer la 1^{re} partie de la grève. TF 1, Antenne 2, FR 3, Canal Plus et la SEPT, la future chaîne culturelle. Toutes ont accepté de limiter à quatorze heures par an seulement — cinquante-six heures si l'on tient compte des possibilités de redistribution — le temps d'antenne consacré à des émissions de fiction doublées à l'étranger, reconnaissant et valable deux ans, prolonge la situation existant depuis le 1^{er} janvier 1978 dans le secteur public de l'audiovisuel.

Une situation, justement, que la 5 et M 6 affirment ne pouvoir économiquement supporter. « Nous sommes les plus de fiction, plaide M. Nicolas Deshayes, directeur général adjoint de M 6. Et c'est nous qui fournissons le plus d'heures de travail à l'industrie française du doublage. » Deux données qui justifient, à ses yeux, un traitement particulier. « Beaucoup de séries sont déjà doublées à l'étranger, poursuit M. Deshayes. Les films redoublés en France nous coûtent souvent aussi cher que leur prix d'achat. Nous n'avons pas les moyens de les payer deux fois. »

C'est pourquoi la 5 et M 6 souhaitent pouvoir diffuser sur leurs antennes respectives de 15 % à 20 % d'émissions doublées à l'étranger pendant deux ans, en lieu des 3 % ou 4 % que représentent pour M 6, par

Polémique sur le dépistage médical systématique

Le coût de la prévention

La santé, on le sait, n'a pas de prix mais elle a un coût. La prévention aussi. Peut-on l'évaluer ? Est-il légitime d'essayer de prendre une mesure qui devrait logiquement sauver des vies, en raison de son coût ? C'est la question qu'a soulevée la CGT, le jeudi 6 novembre. Dénonçant au cours d'une conférence de presse à la fois le rapport des « sages » et la politique gouvernementale d'économies, qui « visent à transformer l'assurance-maladie en assurance-régime », les responsables de la CGT ont cité à l'appui un passage d'un article rédigé par le docteur Marty, médecin-conseil national de la Caisse nationale d'assurance-maladie (publié dans la Revue médicale de l'assurance-maladie de janvier 1987).

Ce docteur, au vu des études menées en Suède et aux États-Unis, estime le dépistage systématique du cancer du sein chez les femmes de plus de 50 ans, par la seule technique réellement valable, la mammographie (radiographie du sein), « efficace mais coûteux » : « L'hypothèse minimale, un examen tous les trois ans des femmes de 50 à 69 ans, pourrait éviter 500 décès par an. Chaque décès évité coûterait 450 000 francs. » L'affaire, conclut-il, donc, « nécessite une décision politique ».

En passant, l'article souligne qu'on ne peut trouver de compensation économique à ce coût : si les femmes touchées par le cancer et dépistées à temps, « n'auront que des soins peu coûteux, surviendront, produiront », elles « partiront en retraite, auront des maladies, et la dernière les tuera coûteusement plus tard... La prévention des maladies liées de l'adulte permet aux personnes de vivre plus longtemps pour mourir plus tard d'une autre cause le plus souvent ».

Le propos est-il scandaleux ? Pour la CGT, c'est la preuve qu'on encourage à laisser mourir les gens : « Voilà où pousse la logique financière. » « Laissez-les mourir », titrait de son côté l'*Humanité*, vendredi 6 novembre. Quant à M. André Bergeron, secrétaire gé-

ral de Forces ouvrières, il a estimé qu'il « ne faudrait pas que l'on aille trop loin dans ce sens, car le bien le plus précieux, c'est la santé », même s'il faut que les gens sachent ce qu'ils veulent consacrer à leur protection.

En fait, si la formulation brutale du docteur Marty peut choquer, elle ne fait que constater une évidence : ce n'est pas le gain économique qui peut justifier une mesure de prévention, mais son rendement en termes de santé, et son coût possible. La mammographie est-elle en pratique déjà un million par an, remboursée par la Sécurité sociale. Le coût du dépistage systématique s'apprécie de deux façons. Directement, il y a des techniques plus ou moins complexes, plus ou moins coûteuses (le prélèvement sanguin pour le diabète coûte moins cher), mais aussi par rapport à d'autres mesures ou à d'autres soins, en termes de priorité : à coût égal, lesquelles paient davantage en espérance de vie réelle ? La réponse n'est pas toujours simple...

GUY HERZLICH.

Mort du compositeur Jean Rivier

Le compositeur Jean Rivier est mort près d'Antenne, dans la nuit du 5 au 6 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Autodidacte, il était entré au Conservatoire après la première guerre mondiale et avait obtenu un premier prix de contrepoint et de fugue. Auteur de sept symphonies, de nombreux concertos, d'un requiem, d'œuvres de musique de chambre, il devait enseigner rue de Madrid en alternance avec Darius Milhaud, puis succéder à ce dernier de 1962 à 1966. Il avait reçu, en 1971, le Grand Prix musical de la Ville de Paris.

« Le Soulier de satin » victime de la grève

La première représentation-matinee du *Soulier de satin*, qui devait se dérouler dimanche 8 novembre au Théâtre national de Chaillot pendant douze heures d'affilée, a été supprimée à cause de la grève de certaines catégories de personnel du théâtre, un accord sur les heures supplémentaires n'ayant pu être trouvé.

● M. Jean-François Court, médiateur du cinéma, — M. Jean-François Court a été chargé par M. François Lévy d'une mission de conciliation et de médiation avec les exploitants de cinéma « pour les aider à traverser la crise actuelle et à faire face aux nécessaires adaptations qu'elle implique ». a annoncé vendredi 6 novembre, le ministre de la culture et de la communication.

● Récital. — Le pianiste Miguel Angel Estrella donnera un récital à Bordeaux, le dimanche 15 novembre, à 17 h 30, au Centre André-Malraux, sous la présidence effective de M. Chaban-Delmas. Au programme : Haydn, Chopin, musique argentine. Ce récital est donné au profit de l'Association des villages d'enfants SOS de France.

ACHAT MONTRES BRACELETS

Prix excellents offerts pour des montres bracelets de grande marque datant d'avant 1960 pour hommes. Recherchons en particulier montres de forme rectangulaire ou carrée PATEK PHILIPPE, CARTIER, ROLEX, VACHERON ET CONSTANTIN, JAEGER LE COULTRE ET HEUER.

Ainsi que montres bracelets avec Chronographe ou Phase de Lune.

ACHAT BEAUX BIJOUX

Époque 1900 à 1950. En particulier pièces de CARTIER, BOUTCHERON, VAN CLEEF & ARPEL, LALIQUE ET LALIQUE. Des spécialistes de notre société seront à PARIS — DÉBUT DÉCEMBRE. Paiement comptant — discrétion assurée. On parle français. Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante. LA DIRECTRICE, BARNES JEWELLERS, 24 MEETING HOUSE LANE, BRIGHTON, BN1 1HS, ANGLETERRE. Tel: 19 44 273 5255 ou 202229